



# TCHAD

## CONSULTATIONS DE 2016 AU TITRE DE L'ARTICLE IV

August 2016

Dans le cadre des consultations de 2016 avec le Tchad au titre de l'Article IV, les documents ci-après ont été publiés et sont inclus dans le présent dossier :

- Un **communiqué de presse** contenant une déclaration de la présidence du Conseil d'administration.
- Le **rapport des services** établi par une équipe des services du FMI pour être soumis à l'examen du Conseil d'administration le 22 juillet 2016. Ce rapport a été établi à l'issue des entretiens qui ont eu lieu en mars à N'Djamena et en avril à Washington D.C. avec les autorités tchadiennes sur l'évolution et de la situation économique et des politiques économiques. La rédaction du rapport, qui repose sur les informations disponibles au moment de ces entretiens, a été achevée le 8 juillet 2016.
- Une **annexe d'information** préparée par le FMI.
- Une analyse de viabilité de la dette préparée conjointement par les services du FMI et de la Banque mondiale.
- Une **déclaration de l'Administrateur** pour le Tchad.

Le document mentionné ci-dessous a été ou sera publié séparément.

Tchad – Questions Générales.

La politique de publication concernant les rapports des services du FMI et d'autres documents autorise la suppression d'informations délicates au regard des marchés.

Ce rapport peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante :

International Monetary Fund • Publication Services  
PO Box 92780 • Washington, D.C. 20090  
Téléphone : (202) 623-7430 • Fax : (202) 623-7201  
Courriel : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org) Internet : <http://www.imf.org>  
Prix : 18,00 dollars l'exemplaire imprimé

**Fonds monétaire international  
Washington, D.C.**



INTERNATIONAL MONETARY FUND



Communiqué de presse n° 16/360  
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE  
25 juillet 2016

Fonds monétaire international  
Washington, D.C. 20431 USA

## **Le Conseil d'administration du FMI achève les consultations de 2016 au titre de l'article IV avec le Tchad**

Le 22 juillet 2016, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé les consultations de 2016 au titre de l'article IV avec le Tchad<sup>1</sup>.

Les résultats macroéconomiques continuent à se situer en deçà du potentiel, du fait de l'impact majeur de deux chocs exogènes, à savoir la baisse des cours du pétrole et la montée de l'insécurité à l'échelle régionale. Les recettes pétrolières se sont effondrées et ne représentent plus qu'une fraction de leur niveau précédent, et on ne peut espérer qu'un redressement partiel et graduel. La sécurité reste très gravement menacée dans la région, ce qui déstabilise la vie économique, oblige à réaffecter les dépenses à la défense et à accueillir les réfugiés et les personnes déplacées, et exacerbe les difficultés économiques.

L'activité économique s'est considérablement ralentie en 2015, le taux de progression estimé du PIB ayant chuté à 1,8 %, contre 6,9 % en 2014. La perturbation des flux commerciaux transfrontaliers avec le Cameroun et le Nigéria a augmenté la volatilité des prix intérieurs, l'inflation étant passée à 3,7 % en moyenne en 2015, soit un peu au-dessus de l'objectif de la CEMAC (3 %). En dépit d'un gros ajustement budgétaire, le déficit global est resté élevé (6,6 % du PIB non pétrolier) en 2015 et les arriérés intérieurs se sont accumulés, atteignant 3,9 % du PIB non pétrolier (200 milliards de FCFA) à la fin de l'année. La masse monétaire s'est contractée et le crédit au secteur privé s'est considérablement ralenti en 2015. Le déficit courant s'est creusé, passant de 9 % du PIB en 2014 à une estimation de 12,4 % du PIB en 2015 en raison d'une nouvelle baisse des cours pétroliers et du recul correspondant des exportations.

Les perspectives à court et moyen terme demeurent délicates. Compte tenu d'une contraction de 1,1 % en 2016, les projections donnent un taux de progression du PIB d'environ 2 % en moyenne sur la période 2016-18, contre près de 5 % en 2013-15. Un rétablissement

---

<sup>1</sup> Conformément à l'article IV de ses Statuts, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses membres. Une mission des services du FMI se rend dans le pays, recueille des données économiques et financières, et s'entretient avec les responsables nationaux de l'évolution et des politiques économiques du pays. De retour au siège, les membres de la mission rédigent un rapport qui sert de cadre aux délibérations du Conseil d'administration.

progressif de la croissance du PIB non pétrolier est attendu au cours de la période 2016-2018, et elle atteindrait 4 % par an à moyen terme. Cette évolution serait impulsée en grande partie par l'agriculture, le commerce, et les transports, et à la faveur du relâchement des contraintes budgétaires que permettrait le rebond des recettes pétrolières. D'après les projections, la situation des comptes extérieurs restera faible, le solde commercial ne commençant à s'améliorer graduellement qu'à partir de 2017. Les investissements étrangers directs dans le secteur pétrolier continueront à être une source primordiale de financement extérieur.

### **Évaluation par le Conseil d'administration<sup>2</sup>**

Les administrateurs saluent les efforts déployés par les autorités tchadiennes, qui ont réalisé un ajustement budgétaire substantiel et avancé sur le front structurel, malgré une conjoncture extérieure défavorable. Cependant, la situation macroéconomique et les perspectives à court terme sont gravement affectées par l'effondrement des recettes pétrolières et l'accroissement de l'insécurité au niveau régional, qui ont causé un fléchissement de l'activité économique et une dégradation de la situation des finances publiques. Au vu de cela, les administrateurs soulignent qu'un surcroît d'efforts budgétaires et des réformes structurelles plus énergiques sont nécessaires pour préserver la stabilité budgétaire et financière et les avancées récentes sur le plan du développement humain, ainsi que pour doper l'économie non pétrolière. La poursuite d'une collaboration étroite avec le FMI et la communauté internationale est cruciale pour accompagner les efforts des autorités.

Les administrateurs saluent les mesures d'ajustement budgétaire adoptées, notamment dans le cadre du budget rectificatif de 2016. Prenant note de la précarité de la situation de liquidité et de l'incertitude relative aux recettes exceptionnelles liées à la cession d'un actif du secteur pétrolier, ils engagent vivement les autorités à établir un plan d'urgence pour encadrer les dépenses au cas où le risque d'un important déficit de recettes budgétaires se matérialiserait. Les administrateurs recommandent en outre que les engagements de dépenses soient strictement limités aux ressources disponibles pour éviter une rupture de la chaîne de la dépense et l'accumulation d'arriérés supplémentaires. Ils soulignent qu'il est impératif de mettre en place une stratégie globale d'apurement des arriérés, sur la base du processus de validation d'un audit indépendant.

Les administrateurs insistent sur la nécessité de planifier une stratégie budgétaire à moyen terme comportant un volet d'ajustement permanent non négligeable, tout en protégeant les couches les plus vulnérables de la population. Saluant l'intention des autorités de mobiliser davantage de recettes non pétrolières, les administrateurs notent qu'il est important de

---

<sup>2</sup> À l'issue des délibérations, le Directeur général, en qualité de Président du Conseil d'administration, résume les opinions des administrateurs, et le résumé est communiqué aux autorités du pays. On trouvera une explication des termes convenus utilisés communément dans le résumé des délibérations du Conseil d'administration à l'adresse: <http://www.imf.org/external/french/np/sec/misc/qualifiersf.htm>.

d'élargir les revenus non pétroliers, de réduire les exonérations fiscales et de renforcer les administrations des impôts et des douanes.

Les administrateurs encouragent les autorités à poursuivre leurs efforts en vue d'améliorer la gestion des finances publiques, en mettant l'accent sur la maîtrise plus stricte des dépenses et l'amélioration de leur efficacité. Ils soulignent qu'une plus grande transparence des recettes pétrolières est cruciale pour améliorer la préparation et l'exécution des budgets ainsi qu'au regard des obligations de rendre compte.

Les administrateurs notent qu'en dépit d'un niveau de liquidités élevé, le secteur bancaire est vulnérable à la dégradation des finances publiques et doit faire l'objet d'un suivi rapproché en coordination avec les organismes régionaux compétents. Ils encouragent les autorités à être soucieuses des éventuels effets d'éviction du crédit au secteur privé qui peuvent résulter des placements de titres d'État auprès des banques commerciales.

Les administrateurs soulignent que les défis que pose la conjoncture économique difficile représentent une occasion de faire progresser les réformes structurelles visant à diversifier l'économie, améliorer le climat des affaires, favoriser l'inclusion financière et promouvoir une croissance plus inclusive. Ils attendent avec intérêt la présentation détaillée du prochain plan de développement national couvrant la période 2016-2020, en particulier dans les domaines de l'agriculture, du capital humain, de la gouvernance, des réformes judiciaires et de la protection sociale.

## Tchad : principaux indicateurs économiques et financiers, 2011–2016

	2011	2012	2013	2014	2015 Prél.	2016 Proj.
<b>(variation annuelle en pourcentage sauf indication contraire)</b>						
<b>Économie réelle</b>						
PIB à prix constants	0,1	8,9	5,7	6,9	1,8	-1,1
PIB pétrolier	-0,3	-4,1	-7,2	5,7	32,2	-4,8
PIB non pétrolier	0,2	11,6	8,0	7,1	-2,9	-0,3
Prix du pétrole						
PEM (\$/baril) <sup>1</sup>	104,0	105,0	104,1	96,2	50,8	42,9
Prix du brut tchadien (\$/baril) <sup>2</sup>	97,7	102,0	103,9	98,0	43,4	33,8
Production de pétrole (millions de barils)	43,6	41,2	36,3	38,5	52,5	49,7
Taux de change FCFA/\$ (moyenne période)	471,4	510,2	493,9	493,6	591,2	...
<b>Monnaie et crédit<sup>3</sup></b>						
Avoirs extérieurs nets	25,3	14,8	-2,6	-1,8	-40,3	-10,2
Avoirs intérieurs nets	-11,0	-1,3	11,2	28,2	35,6	11,2
<i>Dont</i> : créances nettes sur l'État	-18,8	-13,1	10,0	18,0	31,6	1,7
<i>Dont</i> : crédit au secteur privé	9,0	12,9	2,8	17,3	0,3	-2,7
Vitesse circ. revenu (PIB non pétrolier/monnaie sens large)	5,9	5,6	5,5	4,8	5,0	5,0
<b>Secteur extérieur (en FCFA)</b>						
Exportations biens et services, f,à,b,	22,3	-4,1	-8,6	1,4	-34,1	-17,4
Importations biens et services, f,à,b,	11,3	3,8	-7,7	9,9	-23,7	-12,3
Exportations en volume	-2,8	-2,9	-13,7	5,6	27,6	-7,9
Importations en volume	4,6	2,9	-5,4	9,8	-21,2	-9,9
Termes de l'échange	18,3	-2,1	8,5	-4,1	-46,6	-7,9
Solde des transactions courantes, transferts officiels compris (% PIB)	-5,6	-8,7	-9,2	-9,0	-12,4	-8,7
Dette extérieure (% PIB)	21,8	20,1	21,2	29,2	25,1	23,9
<b>(en pourcentage du PIB non pétrolier sauf indication contraire)</b>						
<b>Finances publiques</b>						
Recettes et dons	34,6	35,0	27,8	23,3	14,8	15,5
<i>Dont</i> : hors pétrole	7,6	8,1	9,3	9,5	8,3	8,5
Dépenses	31,3	34,4	31,4	29,6	21,4	20,1
Courantes	17,9	16,5	17,7	16,7	14,1	14,3
Capital	13,3	17,9	13,7	12,9	7,3	5,8
Solde primaire hors pétrole (base engagements, hors dons) <sup>4</sup>	-19,6	-20,1	-18,2	-16,3	-9,8	-7,0
Solde budgétaire global (dons compris, base engagements)	3,3	0,7	-3,6	-6,3	-6,6	-4,6
Solde budgétaire global (dons compris, base caisse)	0,6	2,1	-6,6	-4,5	-5,2	-5,8
Dette totale (% PIB) <sup>5</sup>	30,5	28,8	30,3	39,2	42,6	45,0
<i>Dont</i> : dette intérieure	8,7	8,7	9,1	10,0	17,5	21,1

**Pour mémoire :**

PIB nominal (milliards FCFA)	5.736	6.314	6.397	6.885	6.444	6.159
<i>Dont</i> : PIB non pétrolier	4.108	4.400	4.661	5.152	5.153	5.144
PIB nominal (milliards dollars)	12,2	12,4	13,0	13,9	10,9	10,4
<i>Dont</i> : PIB non pétrolier	8,7	8,6	9,4	10,4	8,9	8,7

---

Sources : autorités tchadiennes; services du FMI

<sup>1</sup>PEM, derniers prix de référence du brut.

<sup>2</sup>Le prix du pétrole tchadien est le prix du Brent moins une décote pour la qualité.

<sup>3</sup>Variation en pourcentage du stock de la monnaie au sens large en début de période.

<sup>4</sup>À savoir, total recettes, dons et recettes pétrolières exclus, moins total dépenses à l'exclusion des paiements nets d'intérêt et investissements financés sur ressources extérieures.

<sup>5</sup> Administration centrale, y compris dette garantie par l'État.



## TCHAD

8 juillet 2016

### RAPPORT DES SERVICES DU FMI POUR LES CONSULTATIONS DE 2016 AU TITRE DE L'ARTICLE IV

#### PRINCIPALES QUESTIONS

**Contexte.** Les résultats macroéconomiques restent inférieurs au potentiel du pays en raison de l'impact majeur de deux chocs exogènes : la baisse des prix pétroliers et la grande insécurité dans la région. Les recettes pétrolières se sont effondrées et ne représentent plus qu'une petite partie de leur niveau antérieur. Leur redressement ne devrait être que partiel et progressif. Si les dépenses ont été réduites sensiblement, les problèmes de liquidité sont nombreux et les arriérés intérieurs s'accumulent dans des proportions importantes. Compte tenu du poids du secteur public, les retombées sur le reste de l'économie sont sévères et les récents acquis de développement sont menacés. Les risques pour la sécurité dans la région demeurent élevés, d'où des perturbations économiques, un redéploiement des dépenses au profit de la défense et de l'accueil de réfugiés et de personnes déplacées et une aggravation de la situation économique déjà difficile.

**Les entretiens relatifs à l'article IV** ont surtout porté sur l'adaptation de l'orientation budgétaire aux cours pétroliers bas, sur les liens macrofinanciers — les facteurs de vulnérabilité du secteur financier se sont accrus — et sur la stratégie pour diversifier l'économie, notamment en renforçant l'efficacité et la transparence des opérations des administrations publiques. Des avancées devraient permettre au Tchad de sortir de sa situation de fragilité.

#### **Principales recommandations :**

- Veiller à ce que le budget 2016 soit entièrement financé. Appliquer des procédures de gestion budgétaire en base caisse pour le reste de l'année afin d'éviter l'accumulation de nouveaux arriérés.
- Cibler un déficit primaire hors pétrole à moyen terme qui soit compatible avec la viabilité des finances publiques et de la dette et élargir l'espace budgétaire grâce aux efforts de mobilisation de recettes non pétrolières. Un rééquilibrage marqué des finances publiques s'impose immédiatement et devrait presque être permanent au regard des perspectives actuelles de prix et de volume de pétrole.
- Définir et mettre en œuvre une stratégie globale d'apurement des arriérés intérieurs et éviter l'accumulation de nouveaux arriérés à l'avenir.
- Renforcer la gestion des finances publiques, y compris la planification et l'exécution des investissements, et améliorer la transparence et l'intégrité des recettes pétrolières.

- Surveiller de près la santé du système bancaire en raison de sa forte exposition directe et indirecte aux opérations des administrations publiques.
- Favoriser une croissance inclusive et une diversification de l'économie en concrétisant les priorités du prochain Plan national de développement 2016-20, notamment l'amélioration du climat des affaires et le renforcement de l'inclusion financière.

**Approuvé par**  
**David Robinson**  
**et Catherine**  
**Pattillo**

Les entretiens se sont déroulés à N'Djamena (7-20 mars) et à Washington D.C. (12-16 avril). L'équipe était composée de MM. Villafuerte (Chef de mission), Léost, Nsumbu, Op de Beke (tous du Département Afrique), Salas (Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation), Nachega (Représentant résident) et Topeur (économiste local). M. Nguema Affane (Conseiller principal auprès de l'Administrateur) a participé aux discussions à Washington. La mission a rencontré le Premier Ministre, M. Albert Pahimi Padacké, le Président de l'Assemblée nationale, M. Haroun Kabadi, le Ministre des Finances et du budget, M. Alamine Bourma Treye, la Ministre du Plan, M<sup>me</sup> Mariam Mahamat Nour, le Ministre de l'Infrastructure, M. Adoum Younousmi, le Directeur national par intérim de la BEAC pour le Tchad, M. Balandi Djagba et d'autres ministres et hauts responsables de l'État, et des représentants du secteur privé et des partenaires techniques et financiers du Tchad.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>CONTEXTE</b> _____	<b>4</b>
<b>ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE RÉCENTE</b> _____	<b>6</b>
<b>PERSPECTIVES ET RISQUES</b> _____	<b>10</b>
<b>ENTRETIENS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE</b> _____	<b>11</b>
A. Composer avec des prix pétroliers bas : Modifier l'orientation de la politique budgétaire pour la viabilité de la dette à long terme tout en répondant aux besoins de développement _____	11
B. Améliorer la stabilité et le développement du secteur financier _____	16
C. Favoriser une croissance économique inclusive et renforcer l'efficacité et la transparence des opérations des administrations publiques _____	20
<b>AUTRES QUESTIONS</b> _____	<b>22</b>



**ÉVALUATION DES SERVICES DU FMI \_\_\_\_\_ 23****ENCADRÉS**

1. Application des principales recommandations issues des consultations de 2013 au titre de l'article IV (qui ont pris fin en mars 2014) \_\_\_\_\_ 6
2. État d'avancement du programme appuyé par la FEC \_\_\_\_\_ 13

**TABLEAUX**

1. Principaux indicateurs économiques et financiers, 2013–20 \_\_\_\_\_ 26
2. PIB réel par secteur, 2013–20 \_\_\_\_\_ 27
3. Opérations budgétaires de l'administration centrale, 2013–20 \_\_\_\_\_ 28
4. Opérations budgétaires de l'administration centrale, 2013–20 \_\_\_\_\_ 29
5. Balance des paiements, 2013–20 \_\_\_\_\_ 30
6. Situation monétaire, 2013–17 \_\_\_\_\_ 31
7. Indicateurs de solidité financière, 2010–15 \_\_\_\_\_ 32

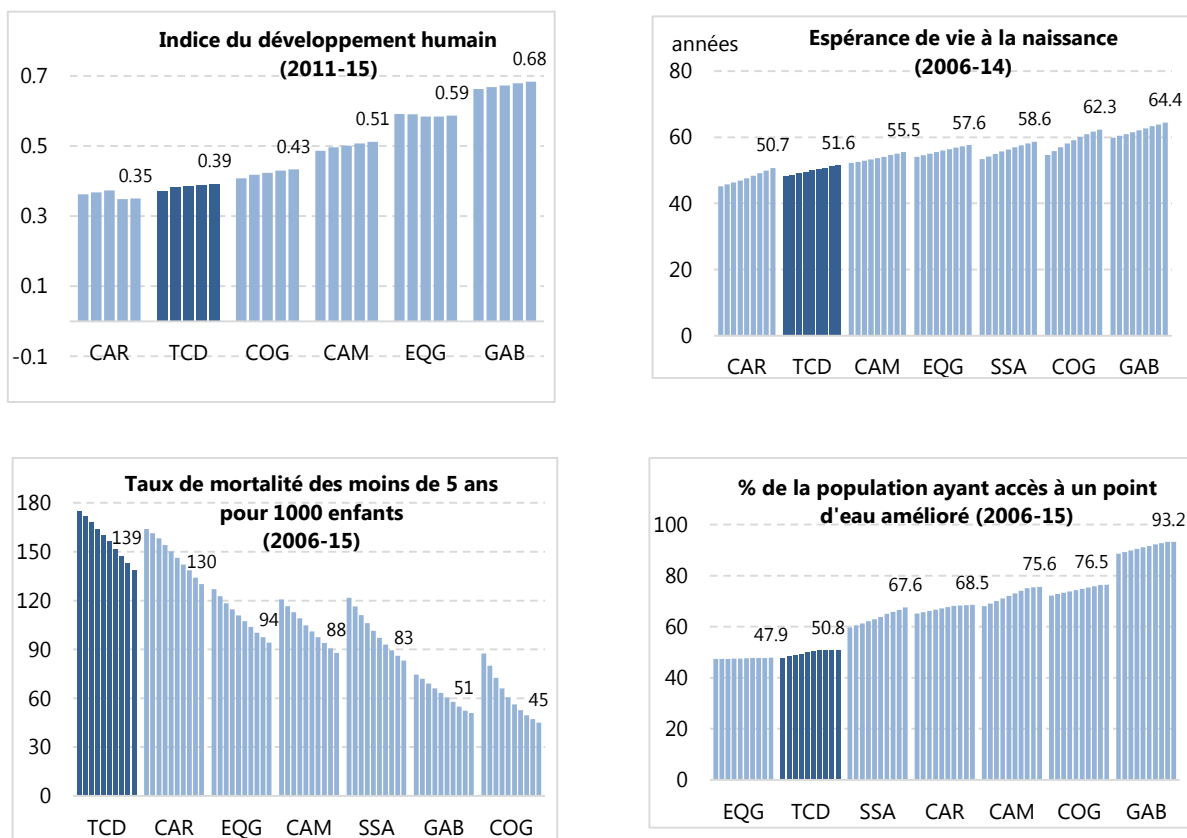
**ANNEXES**

1. Matrice d'évaluation des risques \_\_\_\_\_ 33
2. Évaluation du secteur extérieur \_\_\_\_\_ 34

## CONTEXTE

**1. Les indicateurs du développement humain s'améliorent lentement au Tchad, mais le pays reste en proie à des difficultés de développement à long terme.** Le début de la production de pétrole par le pays en 2003 a permis d'accroître les dépenses dans divers domaines socio-économiques et a accéléré la croissance économique. Le PIB réel par habitant a progressé d'environ 20 % entre 2007 et 2014. Toutefois, compte tenu de la croissance démographique rapide et des conflits armés intérieurs qui ont sévi au Tchad jusqu'en 2009, le nombre de personnes pauvres en valeur absolue a tout de même augmenté et la consommation par habitant des ménages ruraux les plus pauvres a reculé. L'avènement en 2010 de la stabilité politique dans le pays a ouvert la voie à une meilleure gestion économique et le Tchad a atteint le point d'achèvement dans le cadre de l'initiative PPTTE en avril 2015. Pour autant, malgré les avancées, les indicateurs du développement humain du Tchad figurent toujours parmi les plus bas dans la région (Graphique du texte 1). Une récente dégradation de la situation extérieure (économique et sécuritaire) compromet les objectifs de développement socio-économique du pays.

**Graphique du texte 1. Tchad : Indicateurs du développement humain – Comparaison régionale**



Sources : indicateurs de la Banque mondiale et PNUD.

CAR-République centrafricaine; TCD-Tchad; COG-République du Congo; CAM-Cameroun; EQG-Guinée équatoriale; GAB-Gabon  
AfSS : Afrique subsaharienne (moyenne).

**2. Lors des élections présidentielles d’avril 2016, le Président Idriss Déby a été facilement réélu pour un cinquième mandat.** M. Déby, qui est au pouvoir depuis 1990, a obtenu près de 62 % des suffrages alors qu’il était en lice face à douze candidats de l’opposition. Des élections législatives sont aussi programmées pour 2016, même si aucune date n’a été fixée pour le moment.

**3. La baisse sensible et durable des cours pétroliers depuis la mi-2014 et la grande insécurité dans la région sont à l’origine d’immenses difficultés pour le Tchad.** Entre 2013 et 2015, le Tchad a subi une réduction de 80 % des recettes budgétaires pétrolières. Cela s’explique pour l’essentiel par la chute des prix pétroliers mais aussi par le remboursement des versements de 2016 au titre des avances sur les ventes de pétrole qui ont financé l’acquisition par l’État d’un important actif pétrolier en 2013. Parallèlement, la dégradation de la sécurité dans la région perturbe l’activité économique, en particulier le commerce international. N’Djamena a été la cible d’attentats terroristes de Boko Haram en juin et juillet 2015. Le Tchad joue un rôle stratégique dans la riposte militaire de la région contre Boko Haram et continue à aider le gouvernement malien en prenant à sa charge les dépenses budgétaires liées. En outre, le Tchad accueille sur son sol quelque 750 000 réfugiés et personnes déplacées, ce qui a d’énormes coûts directs et indirects sur le plan économique.

**4. En réaction à ces chocs, les autorités ont procédé en 2014-15 à un important rééquilibrage des finances publiques (avec une réduction de 30 % des dépenses financées sur ressources intérieures) et ont mobilisé des financements supplémentaires.** Les flux de financement englobaient des avances de la banque centrale régionale (la BEAC), des émissions de titres sur le marché régional, un accord sur un nouveau calendrier de remboursement des avances sur les ventes de pétrole et un appui budgétaire de la Banque mondiale, de l’Union européenne, de la Banque africaine de développement et de l’Arabie saoudite, complétés par des décaissements du FMI et par un allègement de la dette dans le cadre de l’initiative PPTE. Cependant, les arriérés de paiement intérieurs se sont accumulés, avec des répercussions sur l’activité économique et la santé du système bancaire<sup>1</sup>.

**5. La mise en œuvre des précédentes recommandations a été globalement satisfaisante, comme en témoigne l’approbation d’un programme appuyé par la FEC en 2014 et l’achèvement de deux revues en décembre 2015 (encadré 1).** Les recommandations des consultations de 2013 au titre de l’article IV ont inspiré l’accord au titre de la FEC approuvé en août 2014 et sont actuellement mises en œuvre dans le contexte de ses revues. Néanmoins, le dialogue et les recommandations ont dû s’adapter aux effets de la chute brutale et durable des cours pétroliers et à la dégradation de la situation sécuritaire.

<sup>1</sup> Les avances sur les ventes de pétrole ont été rééchelonnées, ce qui allonge la période de remboursement de 4 à 6-7 ans mais nécessite aussi à présent d’autres recettes pétrolières en plus de celles tirées de l’actif, en vue du remboursement.

### Encadré 1. Tchad : Application des principales recommandations issues des consultations de 2013 au titre de l'article IV (qui ont pris fin en mars 2014)

**Principales recommandations :** La politique budgétaire devrait rester axée sur une réduction durable du déficit primaire hors pétrole, appuyée par des réformes de la gestion publique et des hausses marquées des recettes non pétrolières pour compenser l'épuisement attendu des recettes pétrolières. Pour que l'économie soit plus diversifiée et compétitive à moyen et long terme, il faudra intensifier les efforts visant à améliorer le climat des affaires pour le secteur privé, à favoriser les activités agricoles et à élargir l'accès aux services essentiels et financiers.

**Application :** Un accord triennal au titre de la FEC approuvé en août 2014 prévoyait une réduction progressive du déficit primaire hors pétrole dans le contexte d'un doublement du volume des exportations de pétrole et d'un recul graduel des prix pétroliers internationaux. La priorité des réformes structurelles des autorités dans le cadre du programme était de renforcer la gestion des finances publiques (GFP) et d'améliorer la gouvernance et le climat des affaires.

Compte tenu de la chute brutale des cours pétroliers, une réduction nettement plus rapide que prévu du déficit primaire hors pétrole s'est imposée afin de préserver la viabilité des finances publiques et de la dette. Les dépenses ont été fortement comprimées en 2014-15, parallèlement à la mobilisation de financements (concessionnels) intérieurs et extérieurs supplémentaires en vue de faciliter le rééquilibrage et de limiter les effets négatifs sur l'activité économique non pétrolière.

La mise en œuvre des réformes structurelles était définie dans le Plan national de développement 2013-15. Les autorités ont moins eu recours aux dépenses avant ordonnancement (DAO), les directives de la CEMAC sur la GFP ont pour la plupart été transposées dans la législation nationale, des rapports trimestriels d'exécution budgétaire ont été publiés et des unités interministérielles de coordination de la dette et des recettes pétrolières ont été créées. Cependant, les progrès ont été lents et inégaux en raison des moyens institutionnels restreints, dont la capacité à absorber l'assistance technique.

## ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE RÉCENTE

*Le choc persistant des prix pétroliers et les problèmes de sécurité dans la région se traduisent par de moins bons résultats macroéconomiques. De graves problèmes de liquidité au premier semestre de 2016 ont contraint les autorités à restreindre fortement les dépenses et à continuer à accumuler des arriérés intérieurs, ce qui a eu des effets négatifs sur l'activité dans le secteur privé et sur le système bancaire.*

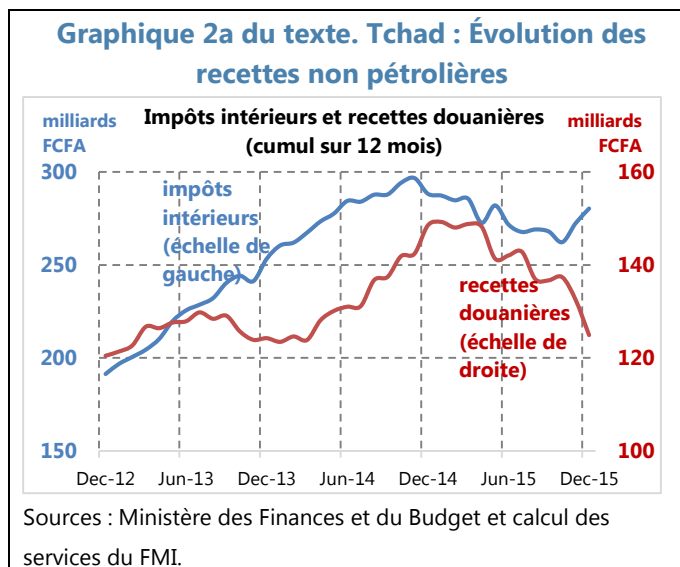
**6. Le ralentissement de l'activité économique a été prononcé.** D'après les estimations, la croissance du PIB s'est nettement essoufflée pour passer de 6,9 % en 2014 à 1,8 % en 2015 (graphique 2b du texte). Ce ralentissement marqué est en grande partie imputable à une contraction de 2,9 % dans le secteur non pétrolier (contre une expansion de 7,1 % en 2014). Les pluies irrégulières ont pénalisé les cultures vivrières, tandis que les activités d'élevage et de pêche ont pâti de la détérioration de la situation sécuritaire et d'une situation économique difficile au Nigéria. Les secteurs secondaire et tertiaire ont subi une forte contraction en raison du net ajustement des dépenses budgétaires et des perturbations dues à la dégradation de la situation sécuritaire.

**7. Les perturbations des flux commerciaux internationaux avec le Cameroun et le Nigéria ont provoqué un accroissement de la volatilité des prix intérieurs.** Sous l'effet des produits

alimentaires en particulier (46 % de l'indice des prix à la consommation), l'inflation a atteint 7,6 % en glissement annuel en août 2015. Elle est ensuite devenue négative fin 2015 (-0,3 % en glissement annuel) et s'est enfoncée en territoire négatif en 2016 pour s'établir à -3,4 % en mars. La moyenne annuelle pour 2015 ressort à 3,7 %, soit un taux légèrement supérieur à l'objectif de la CEMAC fixé à 3 %.

### 8. Malgré un important rééquilibrage des finances publiques, le déficit budgétaire global est resté élevé en 2015 et les arriérés intérieurs se sont accumulés.

Les recettes budgétaires totales ont été inférieures de 40 % à l'objectif du budget rectificatif pour 2015. Les recettes douanières ont notamment créé la déception : elles ont diminué de 16 % par rapport à 2014 en raison des perturbations du commerce international dues au contexte sécuritaire et d'un ralentissement de la demande du Nigéria (graphique 2a du texte). Les recettes pétrolières n'ont représenté qu'un tiers du montant initialement prévu. Même si les engagements de dépenses ont été maintenus en dessous du budget révisé à hauteur de 1,6 % du PIB non pétrolier, le déficit budgétaire global sur la base des engagements s'est néanmoins élevé à 6,6 % du PIB non pétrolier. En dépit des avances statutaires et exceptionnelles considérables octroyées par la BEAC (232 milliards de FCFA, soit 4,5 % du PIB non pétrolier), 148 milliards de FCFA d'arriérés intérieurs ont été accumulés, ce qui porte leur stock à fin 2015 à 3,9 % du PIB non pétrolier (200 milliards de FCFA). Le placement fructueux de bons et obligations du Trésor sur le marché régional (émission nette de 188 milliards de FCFA) a pour l'essentiel servi à échanger la dette publique non négociable et à payer certaines créances qui faisaient l'objet d'un contentieux<sup>2</sup>. L'appui budgétaire extérieur s'est chiffré à 90 milliards de FCFA<sup>3</sup>. Après une hausse temporaire en septembre sous l'effet des avances statutaires et exceptionnelles, les dépôts des administrations publiques auprès de la BEAC ont reculé pour s'établir à 93,4 milliards de FCFA fin 2015, contre 119,3 milliards de FCFA un an auparavant.



### 9. La diminution sensible des recettes pétrolières début 2016 a grandement compliqué la gestion des finances publiques.

Les recettes pétrolières (nettes du remboursement des avances sur les ventes de pétrole et des appels de fonds) ont représenté seulement 0,4 % du PIB non pétrolier au premier trimestre, alors que les recettes non pétrolières ont aussi marqué le pas en raison d'un important ralentissement de l'activité économique. Les autorités ont payé les salaires et assuré le

<sup>2</sup> Voir le document de la série des Questions générales consacré aux premiers pas du Tchad sur le marché régional de titres publics.

<sup>3</sup> Y compris un don budgétaire de 60 milliards de FCFA de l'Arabie saoudite. Une partie (25 milliards de FCFA) de l'appui budgétaire total de 54 milliards de FCFA promis par la Banque mondiale, l'UE et la BaFD pour 2015 a été reçue par le Trésor seulement début 2016.

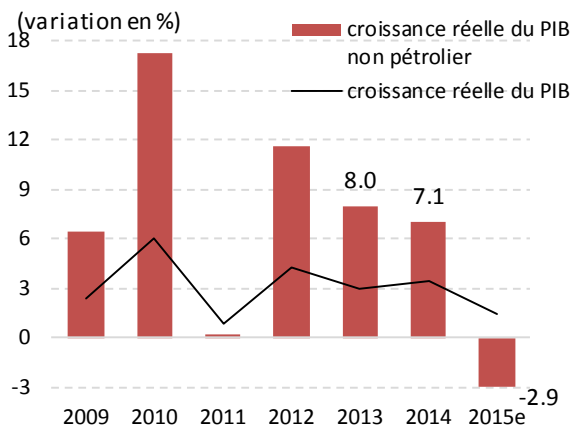
service de la dette avec difficulté (et ont même accumulé de légers arriérés extérieurs envers des créanciers multilatéraux pendant quelques jours) et se sont vues contraintes de réduire considérablement les dépenses consacrées aux biens et services, les transferts et les investissements, même à l'approche des élections présidentielles. Hormis une augmentation du stock d'arriérés à 280 milliards de FCFA à fin mars, les données disponibles ne permettent pas d'établir si ces restrictions contribuent à limiter les engagements de dépenses.

**10. La masse monétaire a subi une contraction et le crédit au secteur privé s'est nettement essoufflé en 2015.** La monnaie au sens large a diminué de 4,7 %, alors que le crédit au secteur privé (qui équivaut à 10,5 % du PIB non pétrolier) a subi un ralentissement marqué au cours de l'année et a progressé de seulement 0,7 % sur une base annuelle moyenne. La situation économique délicate et l'accumulation d'arriérés par les pouvoirs publics ont eu une incidence sur la santé du système bancaire. Les prêts non-performants ont augmenté pour passer de 11,7 à 16,5 % du total des prêts durant la période de douze mois qui s'est achevée en décembre 2015 et leur provisionnement n'a pas dépassé 56,1 %, contre 68,3 % un an auparavant. Cela pourrait peser sur la capacité et la prudence des banques à prêter des fonds.

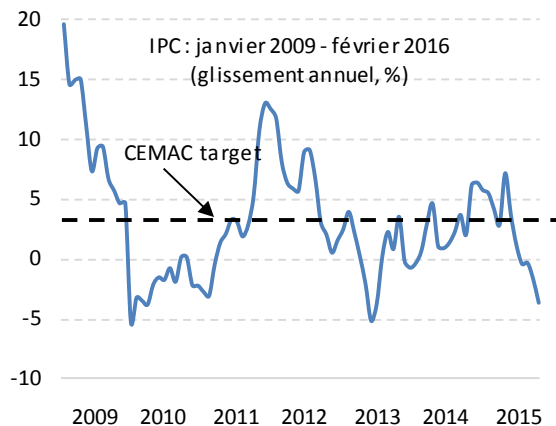
**11. S'agissant des comptes extérieurs, la situation s'est dégradée en 2015.** Le déficit des transactions courantes s'est creusé pour passer de 9 % du PIB en 2014 à 12,4 % du PIB en 2015 selon des estimations, en raison de la poursuite de la baisse des cours pétroliers et d'une chute des exportations qui est allée de pair. Le déficit courant a été en partie financé par l'investissement direct étranger, qui s'est concentré dans le secteur pétrolier. Le reste a été financé par une réduction du niveau des réserves internationales mises en commun imputées au Tchad de 1,19 milliard de dollars à fin 2014 à 390 millions de dollars à fin 2015 (environ 1 mois d'importations).

### Graphique 2b du texte. Tchad : Évolution économique récente, 2009-15

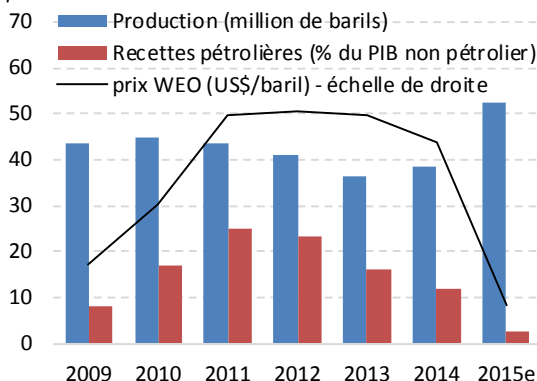
Après trois ans de forte croissance, le PIB non pétrolier s'est fortement contracté en 2015 ...



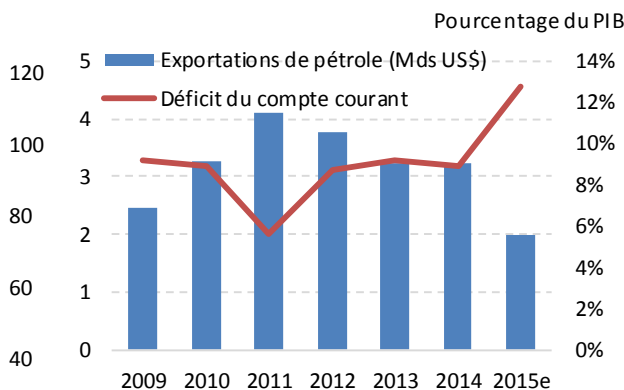
...tandis que les prix intérieurs ont été volatiles.



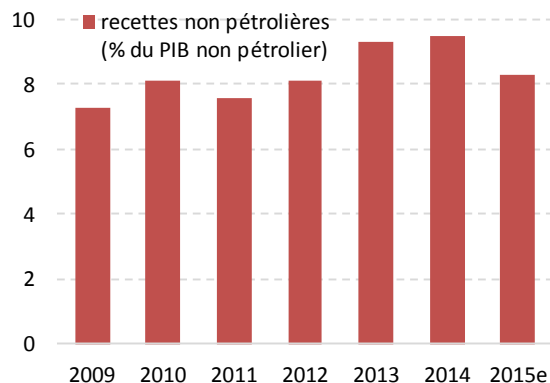
L'augmentation de la production de pétrole a été plus que compensée par la baisse des prix, ce qui entraîne des recettes pétrolières minimum en 2015.



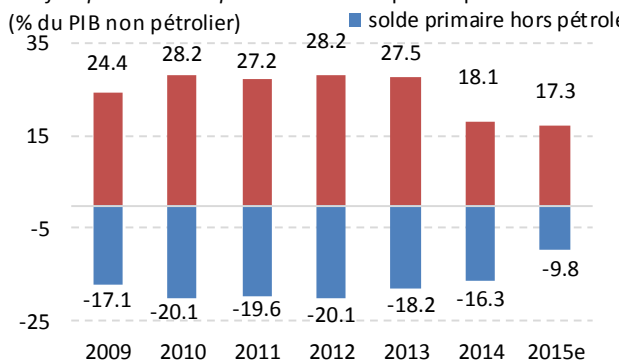
Les comptes externes se sont dégradés à cause de la baisse des exportations de pétrole.



Les recettes non pétrolières ont chuté à 8,3% du PIB non pétrolier en 2015, niveau le plus faible depuis 2012



Les dépenses primaires ont été fortement ajustées, accompagnées d'une très forte réduction correspondante du déficit primaire hors pétrole.



Sources: autorités tchadiennes; calculs des services du FMI.

## PERSPECTIVES ET RISQUES

Les perspectives à court et moyen terme sont délicates dans le contexte de chocs exogènes permanents.

**12. La croissance du PIB réel devrait continuer à s'essouffler car le secteur non pétrolier reste à la traîne.** En intégrant une contraction de 1,1 % en 2016, la croissance du PIB devrait avoisiner 2 % par an en moyenne en 2016–18, contre près de 5 % en 2013–15. Des hausses significatives de la production programmées dans certains champs de pétrole ont été reportées en attendant une embellie suffisante des cours pétroliers. Une reprise progressive de la croissance du PIB non pétrolier est escomptée en 2016–18, pour atteindre 4 % par an à moyen terme. Ce redressement serait en grande partie tiré par l'agriculture, le commerce et le transport et par un assouplissement des restrictions budgétaires sur fond de rebond des recettes budgétaires pétrolières. En revanche, la contraction du crédit bancaire au secteur privé durant cette période freinerait la reprise des activités tertiaires non pétrolières.

**Tableau 1 du texte. Tchad : Projections à moyen terme**  
(En pourcentage du PIB non pétrolier, sauf indication contraire)

	2013-2015		2016		2017		2018		2019	
	Moyenne	Prog.	Proj.	Prog.	Proj.	Prog.	Proj.	Prog.	Proj.	
Croissance du PIB (pourcentage annuel)	4,8	2,5	-1,1	5,2	1,7	5,8	5,2	6,0	8,2	
Croissance du PIB non pétrolier (pourcentage annuel)	4,1	1,9	-0,3	3,1	2,7	3,8	3,8	4,2	4,3	
Solde des transactions courantes (pourcentage du PIB)	-10,2	-7,8	-8,7	-8,0	-7,8	-4,1	-7,3	-1,3	-5,7	
Recettes publiques	22,0	17,1	15,4	19,4	16,7	22,8	17,6	26,5	20,4	
Solde budgétaire global (base engagements)	-5,5	-6,3	-4,6	-2,8	-2,2	-1,7	-2,1	0,5	-0,2	
Solde budgétaire primaire hors pétrole (base engagements)	-14,8	-10,1	-7,0	-7,1	-5,0	-8,0	-5,0	-10,1	-5,9	
Prix du brut tchadien (dollars/baril)	81,8	46,6	33,8	51,9	45,2	56,0	48,5	58,1	50,8	

Sources : autorités nationales; projections des services du FMI.

**13. La position extérieure devrait rester fragile,** avec seulement une amélioration progressive de la balance commerciale à partir de 2017. L'investissement direct étranger dans le secteur pétrolier restera une source majeure de financements externes. Les réserves internationales imputées demeureront faibles.

**14. Les risques sont essentiellement orientés à la baisse** (annexe 1, Matrice d'évaluation des risques), ce qui s'explique par des facteurs de vulnérabilité intérieurs et extérieurs. Sur le plan intérieur, une dégradation potentielle de la sécurité alimentaire constitue un risque majeur qui pourrait provoquer des tensions sociales et politiques dans un contexte déjà fragile et mettre en péril la situation des finances publiques du pays à l'heure où les autorités ripostent à une crise. Sur le plan extérieur, une détérioration de la sécurité dans la région et les prix pétroliers internationaux bas (et instables) sont à l'origine de risques budgétaires considérables et pourraient davantage peser sur les perspectives de croissance économique. Le redressement des volumes de production



de pétrole prévu à présent pour 2018-19 pourrait encore être retardé si les cours pétroliers ne remontent pas comme prévu actuellement. Les pressions budgétaires au Tchad pourraient se propager à d'autres pays de la CEMAC à travers une dégradation de la situation sécuritaire dans la région en cas de relâchement des efforts militaires du Tchad, ou via des pressions sur l'union monétaire, si le Tchad demande avec insistance à la banque centrale régionale un financement monétaire supplémentaire.

## ENTRETIENS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

*Outre les perspectives et les risques, les discussions ont porté sur le rééquilibrage des finances publiques en réaction à la baisse persistante des prix pétroliers tout en répondant aux besoins de développement, sur les conséquences des liens macrofinanciers pour la stabilité du secteur financier, sur les solutions pour diversifier l'économie et sur l'efficacité et la transparence des opérations des administrations publiques.*

### A. Composer avec des prix pétroliers bas : Modifier l'orientation de la politique budgétaire pour la viabilité de la dette à long terme tout en répondant aux besoins de développement

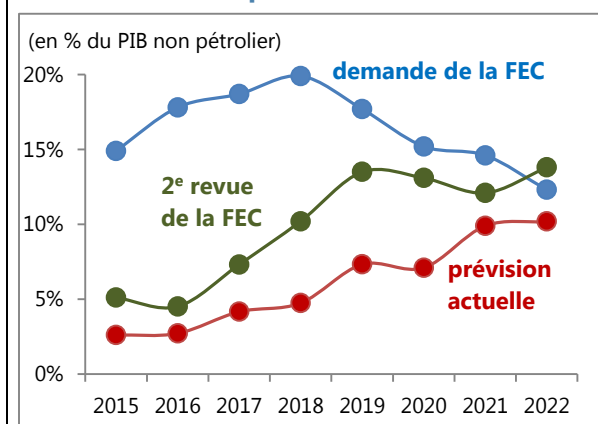
**15. La stratégie budgétaire du Tchad doit comporter un rééquilibrage permanent et marqué.** Les perspectives à court terme sont plus délicates en raison de la diminution des prix pétroliers et des volumes d'exportation et du remboursement des avances sur les ventes de pétrole. Alors que les contraintes de liquidité devraient être assouplies progressivement à moyen terme, les dépenses publiques devraient être fortement ajustées par rapport aux niveaux d'avant 2015. Cette correction s'impose aussi pour que le Tchad se plie au cadre régional de convergence à moyen terme<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> Comme le précise le Rapport des services du FMI sur les politiques communes des États membres de la CEMAC (SM/16/99), fin 2015, la Commission de la CEMAC a présenté un cadre régional révisé de convergence qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Celui-ci comprend une nouvelle règle budgétaire qui repose sur un solde budgétaire global moyen sur trois ans excluant une part des recettes pétrolières.

**16. Le repli des cours pétroliers a un impact négatif sur les perspectives de production de pétrole et accroît la part des recettes consacrées au remboursement de la dette.** Les recettes

budgétaires pétrolières devraient être nettement moins élevées à moyen terme que dans les précédentes estimations des services du FMI, essentiellement parce que les sociétés pétrolières ont revu à la baisse leurs projets d'accroître la production dans le contexte du recul des prix pétroliers (graphique 3 du texte). Les recettes pétrolières augmenteront tout de même progressivement entre 2016 et 2022, pour passer de 2,7 à 10,2 % du PIB non pétrolier. Toutefois, les recettes cumulées seraient à présent inférieures d'environ 40 % aux estimations datant de la deuxième revue de l'accord au titre de la FEC. Concernant les recettes non pétrolières, les perspectives restent timides en raison de la dégradation de la situation économique et de la sécurité dans la région. En outre, la multiplication des exonérations de TVA et les nombreuses conventions fiscales qui ont nettement érodé la base d'imposition constituent des facteurs aggravants. Une récente mission d'assistance technique du Département des finances publiques a estimé l'écart de TVA à 3 % du PIB et le manque à gagner fiscal non pétrolier global à 5,2 % du PIB.

**Graphique 3 du texte. Tchad : Évolution des prévisions de recettes budgétaires pétrolières**



Sources : autorités tchadiennes et calculs des services du FMI.

**17. Compte tenu des résultats moins bons que prévu en termes de recettes début 2016, le gouvernement a présenté au Parlement un budget révisé pour 2016 avec un nouvel ajustement des dépenses.** En raison de la diminution des recettes et de la décision de rembourser 65 milliards de FCFA d'arriérés intérieurs (encadré 3), le budget 2016 qui a été approuvé en décembre 2015 accuse un déficit de financement estimé à au moins 3,9 % du PIB non pétrolier (204 milliards de FCFA). Le budget révisé soumis à l'Assemblée nationale fin mai y remédie avec de nouvelles réductions des dépenses de 2 % du PIB non pétrolier, surtout dans l'investissement financé sur ressources intérieures. Il inclut une légère augmentation de la masse salariale pour tenir compte du recrutement de jeunes et protège les dépenses sociales de lutte contre la pauvreté. Pour couvrir le déficit de financement restant, le budget révisé compte sur la poursuite des emprunts sur le marché régional, sur le financement dans le cadre du programme appuyé par la FEC (encadré 2) et sur l'appui budgétaire d'autres partenaires internationaux (BAfD, UE et Banque mondiale) à hauteur d'environ 1,4 % du PIB non pétrolier (70 milliards de FCFA).

## Encadré 2. Tchad : État d'avancement du programme appuyé par la FEC

**Le 1<sup>er</sup> août 2014, un accord triennal au titre de la FEC a été approuvé pour appuyer le programme économique à moyen terme des autorités** destiné à stimuler la croissance économique et à la rendre plus inclusive, tout en préservant la stabilité macroéconomique et la viabilité des finances publiques. Le programme

de réformes structurelles des autorités était axé sur le renforcement de la gestion des finances publiques (GFP) et sur l'amélioration de la gouvernance et du climat des affaires. L'approbation de l'accord et l'achèvement de la première revue le 27 avril 2015 accompagnée d'un accès élargi, puis la deuxième revue le 14 décembre 2015 ont permis des décaissements de 53,93 millions de DTS au total (environ 75 millions USD).

**Malgré un contexte économique et financier extrêmement difficile, les résultats du programme appuyé par la FEC étaient globalement satisfaisants à fin 2015.** Tous les critères de réalisation pour fin décembre 2015 sauf un ont été remplis et les avancées sur le front du programme structurel ont été conformes aux objectifs du programme. Si l'objectif de déficit primaire hors pétrole a été atteint grâce à des investissements publics moins élevés que prévu, le critère relatif à la non-accumulation d'arriérés intérieurs n'a pas été observé, et de beaucoup, en raison d'une nouvelle baisse des recettes pétrolières et non pétrolières et d'un déficit de financement intérieur. Les principales réformes structurelles mises en œuvre avec succès en 2015 englobaient : l'ajout d'informations plus précises sur les recettes pétrolières dans les rapports d'exécution budgétaire, le plafonnement des dépenses effectuées dans le cadre de procédures d'urgence et la mise à jour et l'élargissement de la base de données des contribuables. Néanmoins, les progrès en termes de réalisation du programme structurel ont été plus lents ces derniers mois.

**Les discussions avec les services du FMI se poursuivent au sujet des mesures qui permettraient l'achèvement de la troisième revue.** Il faut en particulier veiller à ce que des assurances de financement suffisantes soient en place pour la mise en œuvre du budget 2016 (par. 18). En outre, compte tenu du non-respect à plusieurs reprises des critères de réalisation relatifs à l'accumulation d'arriérés intérieurs, les services du FMI et les autorités se sont penchés sur une stratégie globale visant à apurer les arriérés existants et à renforcer la maîtrise des engagements de dépenses pour éviter que ce problème se reproduise.

**18. L'incertitude entourant le calendrier et l'ampleur des recettes issues du projet de vente d'un actif pétrolier en 2016 fait naître des craintes quant à la capacité des autorités à mettre en œuvre le budget révisé.** Les budgets initial et révisé pour 2016 incluent 300 milliards de FCFA (5,8 % du PIB non pétrolier) tirés de la vente de la part de 10 % détenue par le Tchad dans des champs de pétrole exploités par la China National Petroleum Company International (CNPCI). Toutefois, cette opération ne s'est pas encore concrétisée et les négociations sont toujours en cours. Dans ce contexte, les services du FMI ont recommandé que les autorités élaborent un plan d'urgence comportant les éléments suivants : une nouvelle réduction des dépenses d'investissement, qui reposera sur une évaluation rigoureuse de l'état d'avancement des projets en cours de réalisation; le ralentissement du rythme des nouvelles embauches; et la vente potentielle d'autres actifs. Les services du FMI ont recommandé que les nouvelles opérations d'apurement d'arriérés soient assorties de garanties au sujet du financement nécessaire provenant de la vente d'actifs afin d'éviter l'accumulation de nouveaux arriérés. Dans ce contexte, les projections des services du FMI pour 2016 supposent que le déficit de 300 milliards de FCFA est couvert, dans des proportions à peu près équivalentes, par de nouvelles réductions des dépenses, le produit de la vente d'un actif et des sources de financement qui doivent encore être identifiées.

**19. Une exécution du budget strictement en base caisse pour le reste de l'année 2016 permettrait de limiter les engagements au niveau des financements existants.** La situation en termes de liquidité reste précaire : les recettes pétrolières nettes sont faibles et difficiles à prévoir, notamment en raison des dispositifs complexes pour déterminer le remboursement des avances sur les ventes de pétrole; l'essentiel du soutien budgétaire est prévu pour la fin de l'année et le calendrier et l'ampleur des ventes d'actifs pétroliers sont incertains. Dans ce contexte, pour éviter d'accumuler des arriérés et de compromettre la chaîne de la dépense, les services du FMI recommandent que les entités dépensières dans les ministères sectoriels ne soient pas autorisées à engager des dépenses à moins que le Trésor ne les informe des ressources disponibles. Une solution consisterait à préparer un budget révisé en fonction d'hypothèses très prudentes concernant les ressources disponibles et de critères de hiérarchisation des dépenses prédéfinis. À moyen terme, les autorités devront remédier au problème des arriérés accumulés en élaborant une stratégie globale d'apurement des arriérés axée sur l'identification et la validation des créances par un audit indépendant (encadré 3).

### **Avis des autorités**

Les autorités estiment qu'il est urgent de produire un budget 2016 entièrement financé et poursuivent le processus en vue de vente de leur actif pétrolier au prix prévu plus tard dans l'année, peut-être via un appel d'offres international. Cependant, elles envisagent aussi de restreindre encore les crédits budgétaires et des solutions de financement relais sur une base concessionnelle. Dans l'intervalle, elles ont préparé un plan de trésorerie trimestriel afin d'aligner les dépenses et les financements intérieurs sur les liquidités disponibles tout en protégeant les dépenses sociales autant que possible. Les coûts de l'embauche de jeunes supplémentaires ont été en partie compensés par le projet de ne pas remplacer des retraités. Tout en penchant pour un remboursement accéléré des arriérés intérieurs, les autorités ont convenu qu'il devrait concorder avec les ressources disponibles. Elles avaient bon espoir que leurs hypothèses de financement domestique puissent se concrétiser, compte tenu du montant assez faible de la dette qui arrive à échéance en 2016 et du volume confortable de liquidités dans les banques de la région après la récente réduction du ratio de réserves obligatoires par la BEAC.

### Encadré 3. Tchad : Gestion et prévention des arriérés de paiement intérieurs

**Les arriérés intérieurs ont quadruplé en 2015.** Les arriérés de paiement intérieurs se définissent par les dépenses engagées, avec fourniture de biens et services, dont le paiement est approuvé par le Trésor mais qui n'ont pas donné lieu à un paiement dans les 90 jours qui suivent l'émission de l'ordre de paiement. Le montant de ces arriérés est passé du niveau relativement faible de 1 % du PIB non pétrolier fin 2014 à 200 milliards de FCFA (3,9 % du PIB non pétrolier) en 2015.

**La cause principale a été la diminution des recettes pétrolières et des financements intérieurs.** Les arriérés se sont accumulés en raison de recettes budgétaires pétrolières moins élevées que prévu et d'un montant insuffisant de financements intérieurs nets (en dehors des financements de la BEAC), sachant que les placements de titres publics sur le marché régional ont en grande partie servi à échanger la dette publique non négociable. En outre, les autorités ont contre toute attente remboursé une créance de 0,9 % du PIB non pétrolier qui faisait l'objet d'un contentieux et qui n'était jusqu'alors pas comptabilisée dans le stock d'arriérés intérieurs.

**Stratégie des autorités pour apurer les arriérés intérieurs.** En 2016, les autorités ont prévu de rembourser 65 milliards de FCFA d'arriérés existants, financés par l'émission de titres fin mars 2016. Le produit de cette émission a été transféré à une banque commerciale locale qui a été chargée de rembourser certains arriérés identifiés par une commission gouvernementale.

Ces arriérés ont été sélectionnés en fonction de leur montant et de leur ancienneté, du secteur d'activité, de l'importance du créancier et de l'impact qu'un règlement aurait sur l'emploi. Ils ont été parallèlement validés par l'Inspecteur général à la Présidence. Les créanciers qui ont décidé de bénéficier de ce dispositif seront remboursés à hauteur de 93 % de leurs créances, les 7 % restants revenant à la banque qui pilote l'opération.

**Prochaines étapes.** Sur la base des meilleures pratiques internationales, les principes suivants devraient inspirer la stratégie d'apurement des arriérés des autorités tchadiennes à l'avenir :

- Le remboursement des arriérés doit être compatible avec les ressources disponibles selon les projections budgétaires à court et moyen terme.
- Un audit doit identifier et valider complètement tous les arriérés de paiement intérieurs et engagements de dépenses qui ne sont peut-être pas entrés dans la chaîne de la dépense mais ont un fondement juridique.
- Une stratégie doit être mise au point pour s'attaquer aux causes profondes. Les contrôles des engagements doivent notamment être renforcés afin d'empêcher les dépenses (d'investissement en particulier) sans dotation budgétaire.

**20. L'analyse de viabilité de la dette (AVD) conclut que, pour préserver la viabilité des finances publiques et de la dette, il faudra cibler des déficits primaires hors pétrole d'environ 5 % du PIB non pétrolier en 2017-18 et de 6-7 % à moyen terme<sup>5</sup>.** Cela pourrait se faire en limitant la croissance de la masse salariale, en hiérarchisant les investissements de manière rigoureuse et en continuant à rationaliser les transferts, tout en protégeant les dépenses sociales

<sup>5</sup> Voir ci-jointe l'analyse de viabilité de la dette conjointe du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

prioritaires autant que possible. Il faudra par ailleurs créer un espace budgétaire en élargissant la base d'imposition hors pétrole via une rationalisation des exonérations.

**21. La mise à jour de l'AVD indique que le Tchad présente toujours un risque élevé de surendettement, les facteurs de vulnérabilité étant concentrés sur le court terme.** Comme les prix pétroliers sont plus bas que dans la précédente AVD, certains ratios d'endettement extérieur se sont dégradés. Le risque important de surendettement s'explique en outre par des paiements élevés au titre du service de la dette qui arrivent à échéance à court et moyen terme en lien avec les avances sur les ventes de pétrole non concessionnelles de Glencore. L'AVD identifie aussi des sources de vulnérabilité liées à la dette intérieure en raison de l'accumulation d'arriérés intérieurs et de la multiplication des émissions de titres de créance sur le marché régional. Par ailleurs, un faible montant d'arriérés a récemment été accumulé auprès de la Banque mondiale et la BAfD. Le rééquilibrage marqué des finances publiques supposé dans le scénario de référence maintiendrait les indicateurs d'endettement en dessous de leurs seuils indicatifs à moyen et long terme.

### **Avis des autorités**

Les autorités ont convenu de la nécessité de cibler des déficits primaires hors pétrole prudents afin de préserver la viabilité des finances publiques et de la dette. Elles ont souligné que la composition des ajustements de dépenses devrait coïncider avec le Plan national de développement pour 2016-20. Elles ont fait part de leur grande détermination à mobiliser davantage de recettes non pétrolières par le biais de réformes extraites des récentes recommandations de l'assistance technique. Elles ont globalement souscrit aux résultats de l'AVD, à savoir notamment qu'un encours de la dette modéré en pourcentage du PIB constitue néanmoins un risque compte tenu de la vulnérabilité en cas de chocs des cours pétroliers et du poids important à court terme des récentes avances sur les ventes de pétrole. Les autorités ont résolu le problème des arriérés envers des créanciers multilatéraux qui se sont accumulés récemment pour cause de pénuries de liquidités.

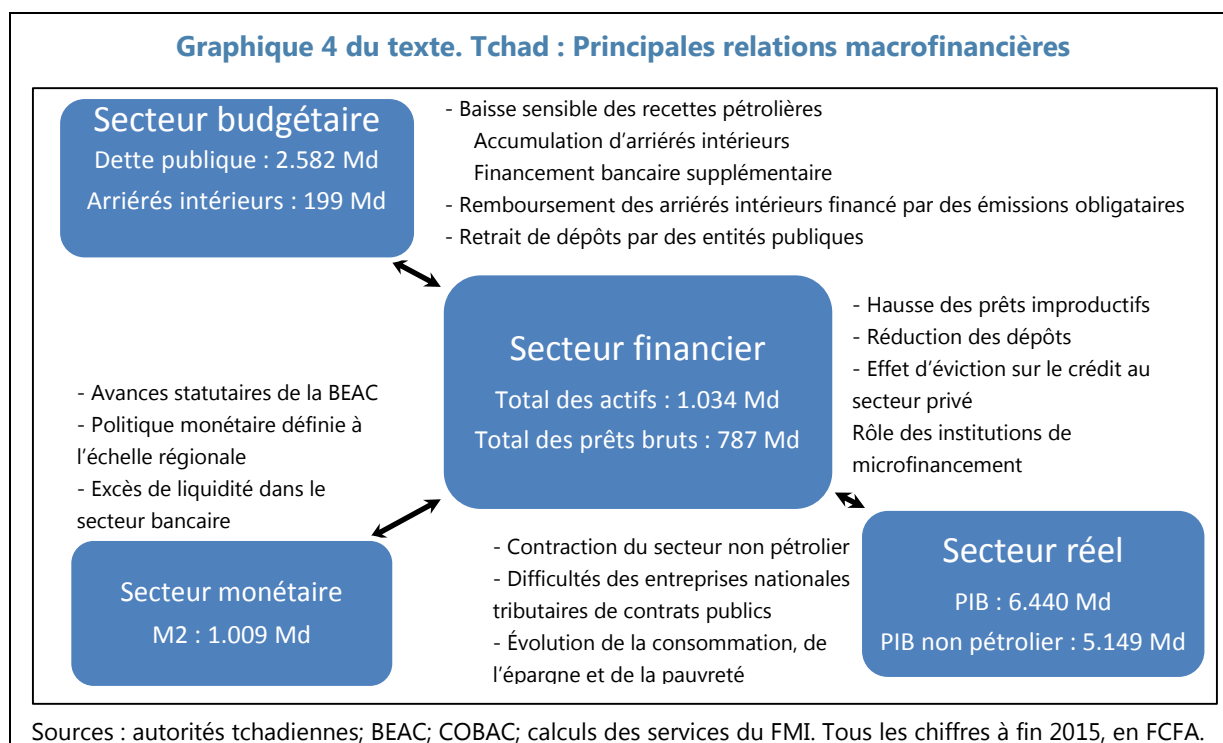
## **B. Améliorer la stabilité et le développement du secteur financier<sup>6</sup>**

**22. Si le système financier est de petite taille, les derniers indicateurs disponibles laissent entrevoir une détérioration de la solidité du secteur bancaire sur fond de dégradation du contexte macroéconomique** (Tableau 7). Les actifs du système financier représentaient seulement 16 % du PIB en décembre 2015, soit seulement 7 % des actifs bancaires de la CEMAC (contre 15 % du PIB total de la CEMAC). Le système est dominé par quelques banques commerciales, trois établissements détenant près de deux tiers du total des actifs. Le ratio prêts improductifs/prêts bancaires bruts s'est établi à 16,5 % à fin 2015, soit une hausse de 5 points de pourcentage par rapport à 2014. La rentabilité des actifs et des fonds propres a aussi diminué pendant deux années consécutives. Le ratio de fonds propres est resté modéré à 14,6 % à fin 2015 mais nettement en deçà du pic de 22 % en 2013, tandis que les ratios de liquidité sont restés favorables, les actifs

<sup>6</sup> Cf. le document de la série des Questions générales sur les relations macrofinancières pour une analyse plus approfondie.

liquides représentant par exemple 26 % des actifs totaux. À plus long terme, l'assombrissement des perspectives de l'économie nationale fait peser des risques importants sur la stabilité financière.

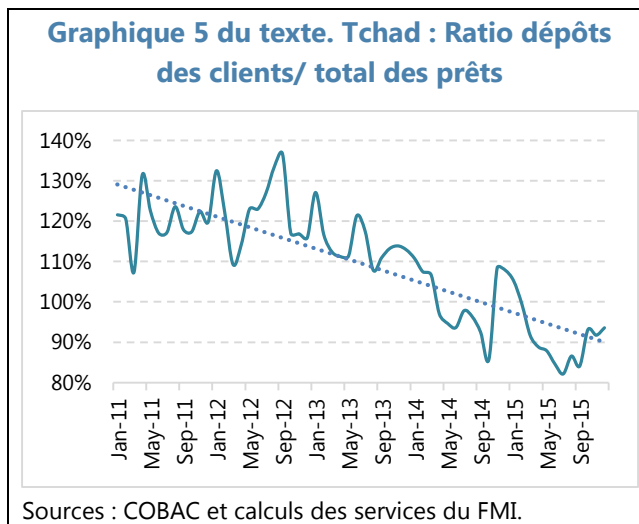
**23. Le lien entre baisse des prix pétroliers et détérioration des indicateurs de la solidité bancaire s'explique en grande partie par l'exposition des banques aux opérations des administrations publiques.** Alors que les industries extractives représentaient seulement 3,9 % des prêts bancaires au secteur privé en 2015, le système bancaire est fortement exposé aux administrations publiques et aux entreprises tributaires des opérations de celles-ci. Il est donc sensible à l'impact de la chute brutale des prix pétroliers sur les finances publiques (Graphique 4 du texte). L'exposition des banques sur l'État augmente : le crédit des banques commerciales au secteur public a atteint 28 % du total du crédit en 2015, contre 21 % en 2014, et les dépôts du secteur public constituaient environ 21 % du total des dépôts en 2015, contre 26 % en 2014. Comme les dépenses publiques représentent une part importante de l'activité économique au Tchad (plus de 30 % du PIB non pétrolier en 2009-14), les récentes réductions des dépenses publiques et l'accumulation d'arriérés de paiement intérieurs peuvent être à l'origine de difficultés financières pour les sous-traitants et les emprunteurs du secteur privé, d'où un risque accru de prêts improductifs.



**24. Des changements dans la composition des actifs et passifs ont accentué les facteurs de vulnérabilité des banques.** Une liquidité importante et un financement qui repose en grande partie sur les dépôts sont traditionnellement les principaux points forts des banques commerciales tchadiennes. Les dépôts à vue représentent 85 % du total des dépôts (soit le ratio le plus élevé parmi les pays membres de la CEMAC). Comme les actifs liquides représentaient 142 % des passifs à court terme à fin 2015, le système bancaire est très liquide. Le niveau d'intermédiation des dépôts

demeure prudent, avec un ratio dépôts/prêts de 94 % à fin 2015, même s'il a tendance à diminuer (Graphique 5 du texte). Les événements suivants ont orienté les risques à la hausse pour le système bancaire tchadien :

- De nombreuses entités publiques décentralisées (universités et hôpitaux par exemple) se sont vues contraintes de retirer leurs dépôts (et ont dans certains cas eu recours à des découverts bancaires) pour poursuivre leurs activités sur fond de réduction des transferts publics.
- L'introduction réussie d'obligations du Trésor — avec une échéance moyenne de trois ans — en l'absence d'un marché secondaire liquide accroît le risque d'asymétrie des échéances entre les dépôts à court terme et les actifs bancaires.
- Le placement de titres publics (à moyen terme) (¶ 17 et Encadré 3) pour payer les arriérés intérieurs peut se traduire par un renforcement de l'exposition directe au secteur public et par une réduction du crédit à court terme aux entreprises privées, avec des retombées négatives sur l'activité économique.



**25. De nouvelles hausses des prêts improductifs ou diminutions des dépôts pourraient peser sur la capacité de certaines banques à respecter les ratios réglementaires, d'où la nécessité de surveiller de près le secteur bancaire.** D'après des tests de résistance réalisés début 2016, si les prêts improductifs atteignaient 20 % du total des prêts, certaines banques ne respecteraient plus la norme de fonds propres, en particulier celles dont les capitaux proviennent de pays de la CEMAC. De même, une nouvelle réduction de 25 % du total des dépôts (par exemple via une chute de 50 % des dépôts de l'État plus un recul de 20 % des dépôts des entreprises non financières) ferait passer la plupart des banques sous le ratio de liquidité réglementaire. Les services du FMI estiment qu'un renforcement de la surveillance des banques s'impose. En outre, conformément aux précédentes recommandations du PESF, la COBAC (Commission bancaire de l'Afrique centrale) devrait se voir attribuer les moyens de remplir la mission qui lui a été confiée en avril 2014 face aux banques en difficulté, et le rôle de la BEAC de prêteur en dernier ressort devrait être clarifié.

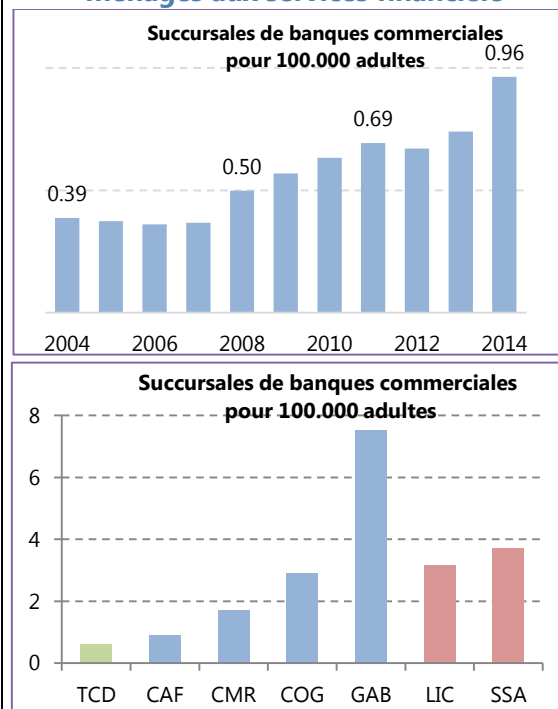


**26. Si les récentes décisions de la BEAC ont augmenté la liquidité bancaire, les besoins de financements intérieurs supplémentaires des autorités pourraient évincer le crédit au secteur privé.** En mars et avril 2016, la BEAC a relevé le plafond de refinancement des banques et réduit de moitié les réserves obligatoires. Ces mesures devraient permettre d'améliorer la liquidité des banques au Tchad. Néanmoins, les besoins de financement du secteur public pourraient de nouveau avoir pour effet d'évincer le crédit bancaire au secteur privé, comme cela fut déjà le cas en 2015.

**27. La situation en matière d'inclusion financière s'est améliorée au Tchad, même si l'accès aux services financiers reste limité.** Les ménages ont davantage recours aux services financiers et le déploiement géographique des banques s'est amplifié ces dix dernières années. Des indicateurs de premier plan comme le nombre de GAB et de succursales des banques commerciales se sont inscrits en hausse sensible. Pour autant, le Tchad reste à la traîne des autres pays de la CEMAC, des pays à faible revenu et des pays d'Afrique subsaharienne (graphique 6 du texte). La faible pénétration des services financiers concerne l'ensemble des catégories de population mais est particulièrement prononcée pour les femmes.

**28. Si les institutions de microfinancement se développent, leur impact sur l'inclusion financière demeure limité.** Le nombre de bénéficiaires des services de ces institutions a continué à augmenter, tout comme le montant de l'encours de l'épargne, des prêts et des transferts. Néanmoins, la part des institutions de microfinancement sur le marché financier reste faible (respectivement 1,6 et 2,3 % du total des dépôts et du total des prêts par le secteur financier). Parmi leurs points faibles figurent une gestion médiocre et leur concentration dans des régions où elles sont en concurrence avec les banques au lieu de couvrir des zones dépourvues de réseau bancaire. Les services du FMI ont recommandé d'améliorer le cadre réglementaire/de surveillance pour le secteur du microfinancement en fonction des ressources de la COBAC.

**Graphique 6 du texte. Tchad : Accès des ménages aux services financiers**



Source: Enquête sur l'accès aux services financiers, FMI.

### Avis des autorités

Les autorités ont convenu des importantes conséquences macrofinancières des réactions de la politique budgétaire à la chute brutale des cours pétroliers. Elles ont souligné l'importance des projets d'apurement des arriérés intérieurs accumulés aussi vite que possible ainsi que des mesures de la BEAC d'injection de liquidités dans le système bancaire. Cette dernière a renforcé leur confiance dans la capacité à atteindre des objectifs ambitieux en matière de placement de titres.

Elles ont pris acte du rôle essentiel joué par les institutions de microfinancement pour le développement économique et souligné que le secteur du microfinancement était une priorité de leur plan national de développement, y compris via une stratégie dédiée.

### C. Favoriser une croissance économique inclusive et renforcer l'efficacité et la transparence des opérations des administrations publiques

**29. Dans un environnement économique difficile, le Tchad a d'autant plus besoin d'une croissance plus inclusive.** Les taux de pauvreté sont élevés — notamment dans les zones rurales —, la population est jeune (45 % ont moins de 15 ans) et augmente de 3 % par an et l'État est le premier employeur du secteur formel dans les zones urbaines. Le Tchad doit stimuler son secteur privé et les créations d'emplois, en particulier pour les jeunes et les femmes. La stratégie de développement des autorités s'inspire du programme global «Vision 2030», dont l'objectif est de porter les indicateurs du développement du Tchad au niveau des marchés émergents. La stratégie sera mise en œuvre par le biais de plans quinquennaux détaillés. Le nouveau plan national de développement pour 2016-20, qui devrait être finalisé en septembre 2016, comportera plusieurs axes stratégiques : (i) la diversification, la priorité allant à l'agriculture et au bétail; (ii) le capital humain; (iii) la gouvernance et (iv) la protection sociale.

**30. L'évaluation de la stabilité extérieure montre que le Tchad est en proie à des difficultés en matière de compétitivité par les prix et structurelle** (annexe 2 : Évaluation du secteur extérieur). S'agissant de la compétitivité par les prix, les résultats de deux méthodes d'estimation différentes semblent indiquer que le taux de change effectif réel demeure surévalué de 16-20 %. Concernant la compétitivité structurelle, selon divers indicateurs de l'environnement économique et de la compétitivité (par exemple les indicateurs *Global Competitiveness* et *Doing Business*), le Tchad figure parmi les pays les moins bien classés dans le monde. L'amélioration du climat des affaires est donc une solution prometteuse pour diversifier les exportations et attirer des investissements étrangers au-delà du secteur pétrolier. Compte tenu de la parité fixe de sa monnaie, des réformes structurelles ambitieuses pour surmonter les obstacles au développement du secteur privé constituent le principal moyen de renforcer la compétitivité et la position extérieure du Tchad.

**31. Le repli actuel de l'activité économique a fait émerger un consensus autour de la nécessité de diversifier l'économie et d'améliorer le climat des affaires.** Le secteur agricole recèlerait un énorme potentiel de croissance. Les autorités considèrent la promotion des agro-industries comme une stratégie crédible pour protéger l'économie contre une forte dépendance à l'égard du pétrole. Elles tiennent aussi beaucoup à encourager les petites et moyennes entreprises à travers une réduction des coûts et une simplification des procédures administratives. Ces entreprises devraient rejoindre le secteur formel afin d'accéder à des ressources financières plus abondantes. Les autorités ont en outre l'intention de privilégier la réforme de la justice au cours des cinq prochaines années en vue d'améliorer le climat des affaires et sa prévisibilité. Les associations professionnelles privées recommandent d'investir dans des secteurs à forte valeur ajoutée dans le but de créer de la richesse et d'absorber de la main-d'œuvre.

## Avis des autorités

Les autorités sont conscientes de la nécessité d'améliorer encore l'environnement économique pour contribuer à diversifier l'économie, réduire sa forte dépendance à l'égard du pétrole et favoriser une croissance mieux partagée. Elles ont noté que le nouveau plan quinquennal 2016-20 inclura des initiatives proposées par le secteur privé pour améliorer le climat des affaires qu'elles comptent mettre en œuvre en coordination avec le secteur privé.

### 32. Les réformes budgétaires structurelles devraient continuer à privilégier la maîtrise des dépenses et leur efficacité.

- Comme les enveloppes de ressources sont plus réduites et imprévisibles, il est d'autant plus essentiel d'appliquer des procédures d'exécution budgétaire rigoureuses (y compris pour les DAO) et d'améliorer la gestion de trésorerie (notamment en préparant des plans du Trésor mensuels/trimestriels).
- Il faut considérablement renforcer le processus de gestion des investissements publics. En effet, si les plans d'investissements publics financés par la manne pétrolière de 2003-14 ont eu un impact significatif — notamment en termes d'amélioration des infrastructures économiques et sociales, leur cadre de gestion est relativement fragile<sup>7</sup>. La chaîne de la dépense (engagement, validation, autorisation et paiement) doit en particulier être simplifiée, dans la mesure où sa complexité actuelle nuit aux contrôles de l'exécution du budget par le Ministère des Finances et induit une répartition perfectible des ressources. En outre, il faut aligner les dotations relatives aux biens et services et aux transferts sur les ressources nécessaires pour assurer la gestion et l'entretien adéquats des investissements publics.
- Les réformes institutionnelles de la gestion de la dette doivent être consolidées pour préserver la viabilité de la dette dans le contexte des prix pétroliers bas.

**33. Des procédures de transparence et d'intégrité renforcées sont susceptibles d'améliorer le recouvrement et l'utilisation des recettes pétrolières.** Le secteur pétrolier du Tchad est devenu plus complexe ces dix dernières années — avec davantage de producteurs, un nouveau régime fiscal, une raffinerie, une société pétrolière publique, des recettes en nature, une plus grande participation de l'État et une dette gagée sur le pétrole<sup>8</sup>. Les difficultés en termes de gestion et de réglementation pour les autorités se sont accrues d'autant. Alors que les pouvoirs publics communiquent très peu d'informations sur le secteur pétrolier, une plus grande transparence éclairera un débat public plus large<sup>9</sup>. Des projections fiables des recettes pétrolières sont indispensables, tout comme des audits en bonne et due forme des déclarations fiscales des sociétés pétrolières. Les informations provenant des entreprises recueillies par le Ministère du Pétrole devraient circuler librement vers le Ministère des Finances et d'autres organismes. Le rôle nettement renforcé de la société pétrolière publique (la Société des Hydrocarbures du Tchad-SHT) — qui

<sup>7</sup> Voir le document de la série des Questions générales sur l'efficacité des investissements publics.

<sup>8</sup> Voir le document de la série des Questions générales sur le secteur du pétrole au Tchad.

<sup>9</sup> L'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) produit des rapports annuels instructifs sur le Tchad, cf. <http://itie-tchad.org/>.

commercialise le pétrole du pays, achète et gère les actifs pétroliers publics et contracte des dettes garanties par l'État — devrait aller de pair avec des mécanismes comptables, la production et la publication de rapports financiers conformes aux normes internationales et vérifiés de manière indépendante faisant figure de priorité majeure. Les informations concernant l'ensemble des recettes pétrolières devraient être centralisées au Ministère des Finances et du budget.

### **Avis des autorités**

Les autorités ont souligné l'adoption récente d'un nouveau cadre réglementaire pour appliquer la loi sur la GFP conformément aux objectifs de la CEMAC, l'adoption d'un nouveau code des marchés publics, la publication de rapports trimestriels d'exécution du budget et la création d'un tribunal d'audit (la Cour des Comptes) opérationnel depuis janvier 2015. Des rapports de gestion de la dette et des plans d'emprunts extérieurs à moyen terme devraient commencer à être produits cette année. Les autorités ont indiqué qu'une meilleure circulation des informations relatives au secteur pétrolier au sein de l'administration figurait parmi leurs priorités. Elles sont déterminées à renforcer la structure interministérielle créée l'an dernier pour réunir et communiquer les informations concernant l'ensemble des recettes pétrolières et à mettre en place des procédures de surveillance appropriées pour la SHT. Les autorités se sont félicitées de l'ITIE et ont fait part de leur intention de faciliter l'établissement du rapport 2014 en 2016. Pour améliorer le recouvrement des recettes, les comptes de toutes les sociétés pétrolières et de la raffinerie ont été vérifiés par un cabinet d'audit international.

## **AUTRES QUESTIONS**

**34. Si des progrès ont été accomplis ces dernières années, il est encore possible d'améliorer la qualité, le périmètre et l'actualité des statistiques.** Le Tchad participe au SGDD du FMI depuis le 24 septembre 2002 et, selon l'Indicateur des capacités statistiques de la Banque mondiale, il fait mieux que la moyenne des pays d'AfSS<sup>10</sup>. Les statistiques provenant de tous les secteurs (comptes nationaux, indice des prix à la consommation, finances publiques, situation monétaire et balance des paiements) sont globalement adaptées à une surveillance, même si des lacunes ont été identifiées (voir les détails dans l'Annexe d'information).

**35. Conformément à la stratégie de réforme des autorités, les priorités en termes de développement des capacités seront axées sur le renforcement de la gestion des finances publiques et des capacités statistiques.** Concernant la gestion des finances publiques, les domaines prioritaires seront l'élaboration d'une stratégie globale d'apurement des arriérés intérieurs et la consolidation du processus d'investissements publics. S'agissant des statistiques, les priorités

<sup>10</sup> L'Indicateur des capacités statistiques est un score composite qui évalue les moyens du système statistique d'un pays. Il repose sur un cadre de diagnostic qui évalue les domaines suivants : méthodologie; sources des données; et périodicité et actualité. Les pays sont notés en fonction de 25 critères dans ces domaines à l'aide d'informations librement accessibles et/ou de ressources des pays. <http://datatopics.worldbank.org/statisticalcapacity/>

d'appui se situeront toujours dans les domaines des comptes nationaux et de la balance des paiements, avec pour objectif de faciliter la surveillance macroéconomique.

**36. Les moyens institutionnels limités et la forte rotation des fonctionnaires et de leurs équipes techniques font obstacle à l'absorption de l'assistance technique.** Si les missions d'assistance technique visant à améliorer les capacités statistiques dans divers domaines et la gestion des finances publiques se sont multipliées dernièrement (voir l'Annexe d'information), les services du FMI ont souligné l'importance de renforcer la stabilité institutionnelle pour optimiser l'impact de ces activités.

**37. Les services du FMI ont observé des progrès dans l'application des recommandations de la BEAC en matière de sauvegardes.** Actuellement, l'application des recommandations relatives aux sauvegardes fait l'objet d'un bilan annuel et constitue une condition préalable à l'octroi de nouvelles aides financières du FMI et au réexamen des accords financiers existants du FMI avec les pays de la CEMAC. La visite de contrôle des sauvegardes en 2016 a mis en évidence que deux recommandations prioritaires restaient en suspens. Cependant, début mai 2016, le Conseil d'administration de la BEAC a imposé à l'institution d'entreprendre des travaux sur l'amélioration de la gouvernance et la migration vers les normes internationales d'information financière (IFRS). Il s'agit d'une première étape importante vers l'achèvement réussi de la réforme des sauvegardes. Les autorités devraient maintenir le rythme de la mise en œuvre des réformes pour rétablir la confiance dans la capacité de la BEAC à protéger les ressources financières du FMI.

### Avis des autorités

Les autorités se sont dites sensibles à l'aide au développement des capacités apportée par le FMI dans divers domaines. En matière de statistiques, elles ont observé des avancées récentes dans les statistiques de comptabilité nationale et de la balance des paiements avec l'aide de l'AFRITAC Centre, et la production d'un nouvel IPC couvrant davantage de produits et de territoires. Dans le même temps, elles ont sollicité une aide financière plus importante pour informatiser des institutions publiques stratégiques (comme l'Institut national de la statistique) et des processus. Elles ont fait part de leur intérêt à bénéficier de l'assistance du Fonds fiduciaire spécialisé dans la gestion de la richesse des ressources naturelles du FMI en raison de la forte dépendance du pays à l'égard des exportations de pétrole. Les autorités ont reconnu que la forte rotation des fonctionnaires retarde la production de données cohérentes mais réduit aussi l'efficacité de la formation et du développement des capacités.

## ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI

**38. Le Tchad continue à pâtir des conséquences de la baisse sensible et durable des prix pétroliers et du degré élevé des menaces sécuritaires dans la région.** Par conséquent, les résultats macroéconomiques ont été plus faibles que prévu et de graves problèmes de liquidité ont contraint les pouvoirs publics à restreindre fortement les dépenses, et des arriérés de paiement

intérieurs se sont accumulés. En outre, les risques sont plutôt orientés à la baisse, ce qui s'explique par des facteurs de vulnérabilité intérieure et extérieure.

**39. Un net rééquilibrage des finances publiques a déjà été effectué mais des efforts supplémentaires s'imposent.** Les contraintes de ressources devraient progressivement s'assouplir à moyen terme; pour autant, un ajustement marqué et permanent s'impose maintenant. Le gouvernement est en train de modifier son budget 2016, qui comportera des réductions supplémentaires des dépenses d'investissement, tout en protégeant les dépenses sociales de lutte contre la pauvreté autant que possible. Toutefois, l'incertitude entourant le projet de vente d'un important actif pétrolier souligne la nécessité d'élaborer un plan d'urgence pour éclairer l'exécution du budget au cas où les recettes ne se concrétisaient pas comme prévu. Malgré cela, les contraintes de liquidité resteront vraisemblablement lourdes et les dépenses publiques devraient être exécutées avec la plus grande prudence, y compris en mettant en place des contrôles des engagements en base caisse afin de réduire le risque d'accumulation de nouveaux arriérés intérieurs et extérieurs.

**40. Une stratégie globale s'impose pour apurer l'important volume d'arriérés intérieurs qui se sont accumulés.** Elle devrait s'appuyer sur les conclusions d'un audit indépendant pour vérifier les créances. Les remboursements devraient concorder avec les ressources disponibles dans le cadre de projections budgétaires à moyen terme réalistes.

**41. De nouvelles avancées en matière de réforme des finances publiques, en particulier de la GFP, sont indispensables pour garantir la prévisibilité, l'efficacité et la transparence du budget.** Les autorités ont accompli de gros progrès mais il reste beaucoup à faire pour appliquer des procédures d'exécution budgétaire rigoureuses, y compris en matière de planification et d'exécution des investissements, et pour améliorer la gestion de trésorerie. Il est capital de renforcer la transparence des recettes pétrolières, dont la circulation des informations au sein de l'administration, pour mieux préparer et exécuter le budget et pour une meilleure responsabilisation.

**42. Le secteur bancaire subit les effets directs et indirects de la dégradation de la situation budgétaire, ce qui nécessite une surveillance étroite.** Le rééquilibrage marqué des finances publiques et les financements croissants des pouvoirs publics accentuent les facteurs de vulnérabilité des banques en modifiant la composition des actifs et passifs. Ces facteurs peuvent ensuite peser sur la situation économique dans certains secteurs d'activité. Une surveillance étroite du système bancaire, en coordination avec l'autorité régionale de réglementation, se justifie. En outre, la COBAC devrait se voir attribuer les moyens de remplir la mission qui lui a été confiée en avril 2014 et qui consiste à s'occuper des banques en difficulté, et le rôle de la BEAC de prêteur en dernier ressort devrait être clarifié.

**43. Les statistiques sont globalement adaptées à la surveillance.** Toutefois, il est encore possible d'améliorer la qualité, le périmètre et l'actualité dans la plupart des ensembles de données macroéconomiques ainsi que dans l'établissement de la position extérieure globale, qui n'est pas communiquée actuellement en raison de contraintes de capacités.

**44. Le choc des prix pétroliers a souligné combien il est important de diversifier l'économie pour accroître sa résilience.** Les autorités sont encouragées à s'appuyer sur les priorités du plan quinquennal à venir 2016-20, pour améliorer le climat des affaires et renforcer l'inclusion financière, dans le but de favoriser une croissance partagée et une diversification de l'économie, et à terme créer les conditions pour sortir de leur situation de fragilité.

**45. Il est suggéré que les prochaines consultations au titre de l'article IV se déroulent selon un cycle de 24 mois.**

Tableau 1. Tchad : Principaux indicateurs économiques et financiers, 2013–20

	2013	2014	2015		2016		2017	2018	2019	2020
		Prel.	Prog. <sup>1</sup>	Prel.	Prog. <sup>1</sup>	Proj.		Proj.		
(Annual percentage change, unless otherwise indicated)										
<b>Secteur réel</b>										
PIB à prix constants	5.7	6.9	3.8	1.8	2.5	-1.1	1.7	5.2	8.2	3.4
PIB pétrolier	-7.2	5.7	37.6	32.2	5.0	-4.8	-3.2	12.5	27.6	-0.2
PIB non pétrolier	8.0	7.1	-1.5	-2.9	1.9	-0.3	2.7	3.8	4.3	4.4
Indice des prix à la consommation (moyenne annuelle)	0.2	1.7	4.6	3.7	3.3	0.0	4.2	3.0	3.0	3.0
Indice des prix à la consommation (fin d'année)	0.9	3.7	3.7	-0.3	3.0	5.0	3.0	3.0	3.0	3.0
Prix du pétrole										
Hypothèses WEO (Dollars U.S./baril) <sup>2</sup>	104.1	96.2	51.6	50.8	50.4	42.9	50.0	52.2	53.1	54.7
Prix du pétrole tchadien (Dollars U.S./baril) <sup>3</sup>	103.9	98.0	44.9	43.4	46.6	33.8	45.2	48.5	50.8	52.7
Production de pétrole (millions de barils)	36.3	38.5	54.8	52.5	57.8	49.7	48.1	55.0	71.5	71.8
Taux de change FCFA/US\$ (moyenne)	493.9	493.6	...	591.2	...	...	...	...	...	...
<b>Monnaie et crédit<sup>4</sup></b>										
Avoir extérieurs nets du système bancaire	-2.6	-1.8	-23.8	-40.3	6.3	-10.2	1.0	...	...	...
Crédit intérieur net	11.2	28.2	26.6	35.6	-2.1	11.2	6.3	...	...	...
<i>dont</i> : créances sur le gouvernement (net)	10.0	18.0	16.4	31.6	-4.1	1.7	1.5	...	...	...
<i>dont</i> : créances sur l'économie (net)	2.8	17.3	1.7	0.3	3.3	-2.7	2.1	...	...	...
Monnaie et quasi-monnaie	8.6	26.5	2.8	-4.7	4.2	1.0	7.3	...	...	...
Vitesse de circulation (PIB hors pétrole)	5.5	4.8	4.8	5.0	4.8	5.0	5.0	...	...	...
<b>Secteur extérieur (valorisé en francs CFA)</b>										
Exportations de biens et services (FAB)	-8.6	1.4	-29.2	-34.1	9.6	-17.4	20.7	18.7	30.3	3.0
Importations de biens et services (FAB)	-7.7	9.9	-22.1	-23.7	1.6	-12.3	6.5	8.5	12.9	4.2
Volume des exportations	-13.7	5.6	33.0	27.6	11.3	-7.9	6.7	14.6	16.0	-1.3
Volume des importations	-5.4	9.8	-19.3	-21.2	1.1	-9.9	5.7	8.0	12.2	3.5
Solde global de la balance des paiements (% du PIB)	-0.2	-1.2	-3.4	-6.4	0.3	-2.6	-1.0	-0.6	-0.3	-0.5
Solde courant, y.c. transferts officiels courants (% du PIB)	-9.2	-9.0	-11.0	-12.4	-7.8	-8.7	-7.8	-7.3	-5.7	-6.2
Termes de l'échange	8.5	-4.1	-44.9	-46.6	-2.0	-7.9	12.2	3.2	11.7	3.6
Dette extérieure (pourcentage du PIB)	21.2	29.2	27.2	25.1	23.8	23.9	20.2	17.6	14.5	12.8
VAN de la dette extérieure (% des exportations de B&S)	33.5	62.9	89.1	85.0	73.6	91.8	68.9	52.5	36.3	31.9
(Percent of non-oil GDP, unless otherwise indicated)										
<b>Finances publiques</b>										
Recettes et dons	27.8	23.3	16.7	14.8	17.1	15.5	16.8	17.7	20.5	20.5
<i>dont</i> : recettes non pétrolières	9.3	9.5	8.0	8.3	8.6	8.5	8.8	9.1	9.4	9.6
Dépenses totales	31.4	29.6	22.5	21.4	23.4	20.1	18.9	19.7	20.6	20.8
Dépenses courantes	17.7	16.7	13.7	14.1	13.7	14.3	12.5	12.9	12.7	12.2
Dépenses d'investissement	13.7	12.9	8.8	7.3	9.7	5.8	6.4	6.8	8.0	8.6
Solde primaire hors pétrole (base engagement, hors dons) <sup>5</sup>	-18.2	-16.3	-9.7	-9.8	-10.1	-7.0	-5.0	-5.0	-5.8	-5.9
Solde budgétaire global (base ordonnancement, dons inclus)	-3.6	-6.3	-5.7	-6.6	-6.3	-4.6	-2.1	-2.0	-0.1	-0.3
Solde budgétaire global (base caisse, dons inclus)	-6.6	-4.5	-7.2	-5.2	-6.3	-5.8	-3.0	-2.7	-0.9	-0.9
Dette publique totale (en % du PIB) <sup>6</sup>	30.3	39.2	40.2	42.6	38.4	45.0	39.3	35.6	29.6	26.1
<i>dont</i> : dette intérieure (en % du PIB)	9.1	10.0	13.0	17.5	14.6	21.1	19.1	18.0	15.1	13.3
<b>Pour mémoire:</b>										
PIB nominal (milliards de francs CFA)	6,397	6,885	6,642	6,444	7,003	6,159	6,826	7,294	8,242	8,756
<i>dont</i> : PIB nominal hors pétrole	4,661	5,152	5,264	5,153	5,486	5,144	5,562	5,788	6,262	6,724

Sources: Autorités tchadiennes; estimations et projections de la mission du FMI.

<sup>1</sup>FMI, Tchad-Deuxième revue de l'accord au titre de la FCE (EBS/15/351).<sup>2</sup>WEO, dernière hypothèse de base pour les prix.<sup>3</sup>Le prix du pétrole tchadien est le prix du WEO diminué de la décote de qualité.<sup>4</sup>Variation en pourcentage du stock de la monnaie au sens large en début de période.<sup>5</sup>Défini comme recettes totales hors dons et recettes pétrolières, moins les dépenses totales.<sup>6</sup>Administration centrale.



**Tableau 2. Tchad : PIB réel par secteur, 2013–20**  
(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	Pondération <sup>1</sup>	2013	2014	2015		2016		2017	2018	2019	2020
			Prel.	Prog. <sup>2</sup>	Prel.	Prog. <sup>2</sup>	Proj.	Proj.			
Secteur primaire	44	-2.1	6.4	15.1	10.1	3.4	-1.6	1.3	7.7	13.6	2.7
Agriculture	12	2.2	7.9	4.9	-3.3	4.0	1.1	3.9	3.9	3.9	3.9
Vivrière	11	0.9	8.0	4.5	-4.0	4.0	1.0	4.0	4.0	4.0	4.0
Industrielle	1	27.9	7.1	12.0	8.0	3.6	2.0	3.0	3.0	3.0	3.0
Élevage, sylviculture et pêche	11	3.4	3.0	0.5	0.5	2.0	2.0	4.0	5.0	5.0	5.0
Extraction minière hors pétrole	3	4.5	10.3	5.2	5.2	-6.5	-6.5	3.0	4.0	4.5	4.5
Exploitation pétrolière	19	-11.9	6.0	42.3	36.3	5.5	-5.1	-3.3	14.3	30.0	0.5
Secteur secondaire	12	20.9	8.1	-4.2	-4.3	2.8	-1.6	1.5	3.5	3.8	3.0
Produits manufacturés (hors pétroliers)	1	26.7	13.2	-2.5	-2.5	1.0	1.0	3.0	6.0	5.0	5.0
Fabrication artisanale	5	24.8	11.5	2.0	2.0	2.5	1.0	3.5	4.0	4.5	5.0
Électricité, gaz et eau	0	16.1	4.6	3.5	3.5	3.5	3.0	4.0	4.5	4.5	4.5
Travaux de construction	6	15.0	4.0	-12.5	-12.5	3.5	-6.0	-1.5	2.5	3.0	-0.4
Dont: FBCF pétrolier	2	76.2	4.7	1.0	0.6	-4.8	-1.6	-3.1	-8.1	-0.6	-19.3
Secteur tertiaire	41	9.1	7.1	-3.3	-3.3	1.4	-0.5	2.1	3.2	4.2	4.4
Commerce et transport	22	8.0	4.9	-3.8	-3.8	1.1	-0.8	2.2	3.1	4.5	4.5
Commerce	20	7.1	4.5	-4.5	-4.5	1.0	-1.0	2.0	3.0	4.5	4.5
Transport	3	15.0	8.0	1.0	1.0	2.0	0.5	3.5	4.0	4.5	4.5
Administrations publiques	7	6.8	4.2	-12.5	-12.5	1.0	-4.0	0.5	3.0	3.5	3.3
Autres services	12	12.0	12.0	1.0	1.0	2.0	1.0	2.5	3.5	4.0	4.5
Droits et taxes sur importations	2	4.7	4.7	-5.7	-5.7	1.0	1.0	1.0	2.0	3.0	3.0
PIB au prix du marché	100	5.7	6.9	3.8	1.8	2.5	-1.1	1.7	5.2	8.2	3.4
PIB pétrolier (FBCF incluse)	20	-7.2	5.7	37.6	32.2	5.0	-4.8	-3.2	12.5	27.6	-0.2
PIB hors pétrole	80	8.0	7.1	-1.5	-2.9	1.9	-0.3	2.7	3.8	4.3	4.4

Sources : autorités tchadiennes et estimations et prévisions des services du FMI.

<sup>1</sup> Poids moyen dans le PIB de la période 2005-2010.

<sup>2</sup>FMI, Tchad-Deuxième revue de l'accord au titre de la FCE (EBS/15/351)

**Tableau 3. Tchad : Opérations budgétaires de l'administration centrale, 2013–20**  
(En milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	2013	2014	2015		2016			2017	2018	2019	2020
			Prel.	Prog. <sup>1</sup>	Prel.	Prog. <sup>1</sup>	LFR <sup>2</sup>	Proj.	Proj.		
Recettes et dons	1,294	1,202	881	763	938	793	796	933	1,024	1,283	1,376
Recettes	1,182	1,094	691	561	720	586	576	724	808	1,053	1,132
Pétrole <sup>3</sup>	749	607	270	133	250	116	141	237	281	467	486
Hors pétrole	433	487	420	428	470	470	435	487	527	586	646
Fiscales	420	464	400	407	435	435	410	456	486	539	592
Non-fiscales	13	23	20	22	35	35	25	31	41	47	54
Dons	113	107	190	202	219	207	220	210	216	230	244
Assistance budgétaire	5	0	53	90	40	70	83	45	45	45	45
Dons projets	108	107	137	112	179	137	137	165	171	185	199
Dépenses	1,464	1,525	1,182	1,101	1,283	1,155	1,033	1,052	1,141	1,292	1,397
Courantes	823	861	720	725	749	753	733	697	746	792	818
Salaires	333	341	370	369	376	391	391	410	425	438	444
Biens et services	136	147	67	93	70	70	70	83	87	94	101
Transferts et subventions	320	327	239	240	264	253	233	161	168	200	215
Intérêts	34	46	44	23	39	39	39	42	67	60	58
Intérieurs	10	24	21	13	20	20	20	22	23	26	26
Extérieurs	24	22	23	10	19	19	19	20	44	35	31
Investissement	641	664	462	377	533	401	299	355	395	500	579
Financement intérieur	491	510	255	231	313	204	102	110	135	220	280
Financement extérieur	149	154	207	146	220	197	197	245	260	280	299
Solde global (dons compris, base engagement)	-169	-323	-302	-338	-344	-362	-237	-119	-117	-9	-20
Solde primaire hors pétrole (hors dons, base eng.) <sup>4</sup>	-848	-838	-511	-504	-553	-448	-361	-278	-287	-366	-394
Instances de paiement fin d'année précédente <sup>5</sup>	-231	-135	-181	-181	-105	-103	-103	-105	-106	-117	-118
Instances de paiement fin d'année <sup>5</sup>	135	181	105	103	105	105	105	106	117	118	125
Accumulation d'arriérés	-10	12	0	148	0	-65	-65	-50	-50	-50	-50
Solde global (dons compris, base caisse)	-310	-230	-378	-268	-344	-425	-300	-167	-156	-58	-64
Financement	310	230	378	263	344	424	190	141	130	40	40
Financement intérieur (net)	80	363	399	265	357	418	184	71	53	-43	-47
Financement bancaire (net)	55	118	279	289	42	...	26	18	-6	-68	-59
Banque centrale (BEAC)	59	113	219	292	26	...	26	18	-6	-68	-59
Dépôts	60	104	-47	26	0	...	0	0	0	-20	-10
Avances (nettes)	0	0	233	232	0	...	0	0	-6	-48	-48
FMI	-1	9	34	34	26	...	26	18	0	0	-1
Banques commerciales (dépôts)	-3	5	...	-3	16	...	0	0	0	0	0
Autres financements (net)	24	-32	80	-48	15	...	59	54	59	25	12
Privatisations et autres recettes exceptionnelles <sup>6</sup>	0	277	40	24	300	330	100	0	0	0	0
Financement extérieur	230	-133	-21	-2	-13	6	6	69	76	83	87
Prêts (nets)	198	-133	-41	-22	-43	-24	-24	38	48	55	61
Décaissements <sup>7</sup>	338	46	78	34	41	60	60	80	89	95	100
Ecart de financement	...	0	0	5	0	0	110	27	27	17	24
<i>Pour mémoire:</i>											
PIB hors pétrole	4,661	5,152	5,264	5,153	5,486	5,144	5,144	5,562	5,788	6,262	6,724
Dépenses sociales de réduction de la pauvreté	335	309	243	260	246	...	...	...	...	...	...
Dépôts dans les banques (principalement BEAC)	214	119	157	93	157	93	93	93	93	113	123
(en mois de dépenses sur financement intérieur)	2.0	1.0	1.9	1.2	1.8	1.2	1.3	1.4	1.3	1.3	1.3
Avances statutaires BEAC <sup>8</sup>	223	223	416	455	416	455	455	455	449	401	354

Sources: Autorités tchadiennes; estimations et prévisions du FMI.

<sup>1</sup>FMI, Tchad-Deuxième revue de l'accord au titre de la FCE (EBS/15/351)

<sup>2</sup>Loi de Finances Rectificative.

<sup>3</sup>Recettes nettes du service de la dette sur les avances de ventes de pétrole.

<sup>4</sup>Recettes hors pétrole et hors dons moins dépenses nettes d'intérêts et des investissements sur financement extérieur.

<sup>5</sup>Différence entre les engagements de dépenses et les décaissements.

<sup>6</sup>Recettes exceptionnelles liées à la résolution d'un conflit avec une compagnie pétrolière en 2014. 300 Mds de francs CFA de la vente d'un actif pétrolier sont inclus dans la LFR 2016. Compte tenu des incertitudes, seulement 100 Mds de francs CFA sont inscrits dans le scénario de base.

<sup>7</sup>Les avances sur ventes de pétrole conclues en 2013 avec Glencore Energy pour un montant de 600 millions de dollars (environ 296 milliards de FCFA) sont comptabilisées comme emprunt budgétaire.

<sup>8</sup>Comprend les avances exceptionnelles en 2015.

**Tableau 4. Tchad : Opérations budgétaires de l'administration centrale, 2013–20**  
(En pourcentage du PIB non pétrolier, sauf indication contraire)

	2013	2014	2015		2016			2017	2018	2019	2020
		Prel.	Prog. <sup>1</sup>	Prel.	Prog. <sup>1</sup>	LFR <sup>2</sup>	Proj.		Proj.		
Recettes et dons	27.8	23.3	16.7	14.8	17.1	15.4	15.5	16.8	17.7	20.5	20.5
Recettes	25.4	21.2	13.1	10.9	13.1	11.4	11.2	13.0	14.0	16.8	16.8
Pétrole <sup>3</sup>	16.1	11.8	5.1	2.6	4.5	2.2	2.7	4.3	4.9	7.5	7.2
Hors pétrole	9.3	9.5	8.0	8.3	8.6	9.1	8.5	8.8	9.1	9.4	9.6
Fiscales	9.0	9.0	7.6	7.9	7.9	8.5	8.0	8.2	8.4	8.6	8.8
Non-fiscales	0.3	0.5	0.4	0.4	0.6	0.7	0.5	0.6	0.7	0.8	0.8
Dons	2.4	2.1	3.6	3.9	4.3	4.0	4.3	3.8	3.7	3.7	3.9
Assistance budgétaire	0.1	0.0	1.0	1.8	0.8	1.4	1.6	0.8	0.8	0.7	0.7
Dons projets	2.3	2.1	2.6	2.2	3.5	2.7	2.7	3.0	3.0	3.0	3.2
Dépenses	31.4	29.6	22.5	21.4	23.4	22.4	20.1	18.9	19.7	20.6	20.8
Courantes	17.7	16.7	13.7	14.1	13.7	14.6	14.3	12.5	12.9	12.7	12.2
Salaires	7.1	6.6	7.0	7.2	6.9	7.6	7.6	7.4	7.3	7.0	6.6
Biens et services	2.9	2.8	1.3	1.8	1.3	1.4	1.4	1.5	1.5	1.5	1.5
Transferts et subventions	6.9	6.3	4.5	4.7	4.8	4.9	4.5	2.9	2.9	3.2	3.2
Intérêts	0.7	0.9	0.8	0.5	0.7	0.8	0.8	0.8	1.2	1.0	0.9
Intérieurs	0.2	0.5	0.4	0.2	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
Extérieurs	0.5	0.4	0.4	0.2	0.3	0.4	0.4	0.4	0.8	0.6	0.5
Investissement	13.7	12.9	8.8	7.3	9.7	7.8	5.8	6.4	6.8	8.0	8.6
Financement intérieur	10.5	9.9	4.9	4.5	5.7	4.0	2.0	2.0	2.3	3.5	4.2
Financement extérieur	3.2	3.0	3.9	2.8	4.0	3.8	3.8	4.4	4.5	4.5	4.4
Solde global (dons compris, base engagement)	-3.6	-6.3	-5.7	-6.6	-6.3	-7.0	-4.6	-2.1	-2.0	-0.1	-0.3
Solde primaire hors pétrole (hors dons, base eng.) <sup>4</sup>	-18.2	-16.3	-9.7	-9.8	-10.1	-8.7	-7.0	-5.0	-5.0	-5.8	-5.9
Instances de paiement fin d'année précédente <sup>5</sup>	-5.0	-2.6	-3.4	-3.5	-1.9	-2.0	-2.0	-1.9	-1.8	-1.9	-1.8
Instances de paiement fin d'année <sup>5</sup>	2.9	3.5	2.0	2.0	1.9	2.0	2.0	1.9	2.0	1.9	1.9
Var arriérés	-0.2	0.2	2.0	2.9	0.0	-1.3	-1.3	-0.9	-0.9	-0.8	-0.7
Solde global (dons compris, base caisse)	-6.6	-4.5	-7.2	-5.2	-6.3	-8.3	-5.8	-3.0	-2.7	-0.9	-0.9
Financement	6.6	4.5	7.2	5.1	6.3	8.2	3.7	2.5	2.2	0.6	0.6
Financement intérieur (net)	1.7	7.0	7.6	5.1	6.5	8.1	3.6	1.3	0.9	-0.7	-0.7
Financement bancaire (net)	1.2	2.3	5.3	5.6	0.8	...	0.5	0.3	-0.1	-1.1	-0.9
Banque centrale (BEAC)	1.3	2.2	4.2	5.7	0.5	...	0.5	0.3	-0.1	-1.1	-0.9
Dépôts	1.3	2.0	-0.9	0.5	0.0	...	0.0	0.0	0.0	-0.3	-0.1
Avances (nettes)	0.0	0.0	4.4	4.5	0.0	...	0.0	0.0	-0.1	-0.8	-0.7
FMI	0.0	0.2	0.6	0.7	0.5	...	0.5	0.3	0.0	0.0	0.0
Banques commerciales (dépôts)	-0.1	0.1	1.1	-0.1	0.3	...	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres financements (net)	0.5	-0.6	1.5	-0.9	0.3	...	1.1	1.0	1.0	0.4	0.2
Privatisations et autres recettes exceptionnelles <sup>6</sup>	0.0	5.4	0.8	0.5	5.5	6.4	1.9	0.0	0.0	0.0	0.0
Financement extérieur	4.9	-2.6	-0.4	0.0	-0.2	0.1	0.1	1.2	1.3	1.3	1.3
Prêts (nets)	4.2	-2.6	-0.8	-0.4	-0.8	-0.5	-0.5	0.7	0.8	0.9	0.9
Décassements <sup>7</sup>	7.3	0.9	1.5	0.7	0.8	1.2	1.2	1.4	1.5	1.5	1.5
Ecart de financement	...	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	2.1	0.5	0.5	0.3	0.4
<i>Pour memoire:</i>											
PIB hors pétrole	4,661	5,152	5,264	5,153	5,486	5,144	5,144	5,562	5,788	6,262	6,724
Dépenses sociales de réduction de la pauvreté	7.2	6.0	4.6	5.0	4.5	...	...	...	...	...	...
Dépôts dans les banques (principalement BEAC)	4.6	2.3	3.0	1.8	2.9	1.8	1.8	1.7	1.6	1.8	1.8
(en mois de dépenses sur financement intérieur)	2.0	1.0	1.9	1.2	1.8	1.2	1.3	1.4	1.3	1.3	1.3
Avances statutaires BEAC <sup>8</sup>	4.8	4.3	7.9	8.8	7.6	8.8	8.8	8.2	7.8	6.4	5.3

Sources: Autorités tchadiennes; estimations et prévisions du FMI.

<sup>1</sup>FMI, Tchad-Deuxième revue de l'accord au titre de la FCE (EBS/15/351)

<sup>2</sup>Loi de Finances Rectificative.

<sup>3</sup>Recettes nettes du service de la dette sur les avances de ventes de pétrole.

<sup>4</sup>Recettes hors pétrole et hors dons moins dépenses nettes d'intérêts et des investissements sur financement extérieur.

<sup>6</sup>Recettes exceptionnelles liées à la résolution d'un conflit avec une compagnie pétrolière en 2014. 300 Mds de francs CFA de la vente d'un actif pétrolier sont inclus dans la LFR 2016. Compte tenu des incertitudes, seulement 100 Mds de francs CFA sont inscrits dans le scénario de base.

<sup>7</sup>Les avances sur ventes de pétrole conclues en 2013 avec Glencore Energy pour un montant de 600 millions de dollars (environ 296 milliards de FCFA) sont comptabilisées comme emprunt budgétaire.

<sup>8</sup>Comprend les avances exceptionnelles en 2015.

**Tableau 5. Tchad : Balance des paiements, 2013–20**  
(En milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	2013	2014	2015		2016		2017	2018	2019	2020
	Prel.	Prel.	Prog. <sup>3</sup>	Prel.	Prog. <sup>3</sup>	Proj.	Proj.			
Solde courant, transferts officiels courants inclus	-591	-621	-732	-800	-546	-535	-529	-533	-467	-544
Balance commerciale	420	194	53	31	181	-3	198	391	835	804
Exportations (FAB) :	1,919	1,940	1,651	1,551	1,807	1,257	1,538	1,844	2,426	2,473
<i>dont</i> : pétrole	1,593	1,592	1,291	1,191	1,429	884	1,136	1,411	1,957	1,967
Importations (FAB)	-1,499	-1,746	-1,598	-1,520	-1,626	-1,260	-1,339	-1,453	-1,591	-1,670
Services (net)	-1,043	-1,060	-1,043	-1,092	-1,036	-1,015	-1,082	-1,172	-1,361	-1,380
Revenu des facteurs (net)	-294	-298	-163	-196	-120	4	-98	-224	-420	-457
Transferts courants (net)	326	544	420	458	430	479	452	472	479	489
Officiels (net) <sup>1</sup>	98	303	161	196	157	196	159	166	166	161
Privés (net)	228	240	260	262	272	283	292	305	314	328
Compte de capital et d'opérations financières	582	627	508	387	566	374	460	489	440	504
Transferts en capital	104	104	133	108	175	133	161	168	182	195
Investissements directs étrangers <sup>2</sup>	257	-334	355	331	611	332	316	368	325	328
Autres investissements à moyen et long terme	187	547	-30	-33	1	-51	26	34	40	46
Secteur public	198	558	-19	-22	10	-39	38	48	55	61
Secteur privé	-10	-11	-11	-11	-12	-12	-13	-14	-15	-15
Capital à court terme	34	310	50	-19	-218	-40	-42	-81	-107	-66
Erreurs et omissions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde global	-9	6	-224	-412	20	-161	-69	-44	-28	-41
Financement	9	-6	171	359	-133	106	-6	-11	-17	-10
Variation des réserves nettes (BEAC)	9	-6	171	359	-133	106	-6	-11	-17	-10
	0	9								
Besoin de financement	0	0	-53	-53	-113	-56	-75	-55	-45	-50
Besoin de financement	0	0	-0.8	-0.8	-1.6	-0.9	-1.1	-0.8	-0.5	-0.6
			54	54	56	56	48	28	28	27
			34	34	26	26	18	0	0	1
			20	20	30	30	31	28	28	26
			0	0	-57	0	-27	-27	-17	-23
<i>Pour mémoire :</i>										
Solde courant (pourcentage du PIB)	-9.2	-9.0	-11.0	-12.4	-7.8	-8.7	-7.8	-7.3	-5.7	-6.2
Exportations (pourcentage du PIB)	30	28	25	24	26	20	23	25	29	28
<i>dont</i> : pétrole	25	23	19	18	20	14	17	19	24	22
Importations (pourcentage du PIB)	-23	-25	-24	-24	-23	-20	-20	-20	-19	-19
IDE (pourcentage du PIB)	4.0	-4.9	5.3	5.1	8.7	5.4	4.6	5.0	3.9	3.7
Réserves de change brutes (milliards de dollars EU)	1.2	1.2	0.6	0.4	0.8	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3
(en mois d'importations des biens et services)	2.5	2.1	1.5	1.0	1.8	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6
(idem, excluant les importations du secteur pétrolier)	3.0	2.5	1.8	1.2	2.4	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7

Sources: Autorités tchadiennes; estimations et prévisions du FMI.

<sup>1</sup> Un paiement lié à la résolution d'un conflit avec une entreprise pétrolière a été transféré au gouvernement en 2014.

<sup>2</sup> FDI Les IDE sont négatifs en 2014 à cause du désinvestissement de Chevron dans le principal consortium pétrolier du Tchad.

<sup>3</sup>FMI, Tchad-Deuxième revue de l'accord au titre de la FCE (EBS/15/351)

**Tableau 6. Tchad : Situation monétaire, 2013–17**  
(En milliards de FCFA)

	2013	2014	2015		2016		2017
		Prel.	Prog. <sup>1</sup>	Prel.	Prog. <sup>1</sup>	Proj.	Proj.
Avoirs extérieurs nets	537.7	522.7	266.1	88.6	336.3	-16.3	-6.4
Banque centrale	527.9	534.5	308.1	145.4	376.3	48.7	53.6
Banques commerciales	9.8	-11.9	-42.0	-56.8	-40.0	-65.0	-60.0
Avoirs intérieurs nets	314.4	555.0	842.0	938.5	818.5	1053.5	1118.7
Crédit intérieur	465.4	760.4	980.0	1123.3	997.5	1138.5	1193.7
Créances sur l'État (net)	50.4	204.2	380.9	544.6	335.8	562.0	578.0
Trésor (net)	35.7	165.6	342.3	484.8	297.2	512.0	533.0
Secteur bancaire	35.7	165.6	342.3	484.8	297.2	512.0	533.0
Banque centrale	96.9	228.7	351.3	492.2	281.2	500.0	505.0
Créances sur l'État	260.3	268.2	440.8	530.0	405.8	530.0	530.0
Engagements vis-à-vis de l'État	-163.5	-39.5	-89.5	-37.7	-124.6	-30.0	-25.0
Banques commerciales	-61.2	-63.2	-9.0	-7.4	16.0	12.0	28.0
Créances sur l'État	66.6	86.2	112.0	141.7	124.0	156.0	170.0
Engagementst vis a vis de l'État	-127.7	-149.3	-121.0	-149.1	-108.0	-144.0	-142.0
Position au FMI	0.9	10.6	41.2	41.2	65.1	65.1	81.2
Autres, hors Trésor	14.7	38.6	38.6	59.8	38.6	50.0	45.0
Crédit à l'économie	389.6	537.0	555.4	540.7	592.2	512.7	534.5
Comptes de capital	-113.9	-102.8	-100.0	-118.9	-127.0	-130.0	-120.0
Autres postes (net)	-27.5	-23.4	-38.0	45.1	-52.0	45.0	45.0
Monnaie et quasi-monnaie	852.1	1077.7	1108.1	1027.0	1154.9	1037.2	1112.4
Circulation fiduciaire hors banques	448.3	539.2	554.4	482.4	577.8	487.1	522.4
Dépôts à vue	336.3	460.5	473.5	453.9	493.4	458.4	491.6
Dépôts à terme et d'épargne	67.5	78.0	80.2	90.8	83.6	91.7	98.4
<i>Pour mémoire:</i>							
Monnaie au sens large (variation annuelle en %)	8.6	26.5	2.8	-4.7	4.2	1.0	7.3
Crédit à l'économie (variation annuelle en %)	6.1	37.8	3.4	0.7	6.6	-5.2	4.2
Crédit à l'économie (en pourcentage du PIB)	6.1	7.8	8.4	8.4	8.5	8.3	7.8
Crédit à l'économie (en pourcentage du PIB hors pétrole)	8.4	10.4	10.6	10.5	10.8	10.0	9.6
Vélocité (PIB hors pétrole)	5.5	4.8	4.8	5.0	4.8	5.0	5.0
Vélocité (PIB total)	7.5	6.4	6.0	6.3	6.1	5.9	6.1

Sources: Autorités tchadiennes; estimations et projections de la mission du FMI.

<sup>1</sup>FMI, Tchad-Deuxième revue de l'accord au titre de la FCE (EBS/15/351)

**Tableau 7. Tchad : Indicateurs de solidité financière, 2010–15**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Solvabilité</b>						
Ratio de solvabilité	12.5	20.0	18.1	22.0	13.4	14.6
<b>Qualité des actifs</b>						
Prêts non performants/Prêts bruts	9.9	7.6	7.4	9.8	11.7	16.5
Provisions/Prêts non performants	81.1	89.0	64.5	65.3	68.3	56.1
Prêts non performants nets/Prêts bruts	1.9	0.8	2.6	3.4	3.7	7.3
<b>Rentabilité</b>						
ROA	3.2	2.1	2.0	2.3	1.8	1.6
ROE	32.0	19.2	15.5	21.1	19.4	13.1
<b>Liquidité</b>						
Actifs liquides sur actifs totaux	29.4	24.3	28.1	24.0	25.7	26.0
Liquid assets / passifs à court terme	148.3	149.3	146.6	139.3	152.9	142.1

Source : COBAC.

## Annexe I. Matrice d'évaluation des risques<sup>1</sup>

Source	Probabilité	Impact attendu et riposte recommandée
Repli persistant des cours mondiaux du pétrole	Élevée	<p><i>Impact</i> : Élevé. Le repli persistant des prix du pétrole, aggravé par une faible croissance mondiale, entraînerait une compression des recettes budgétaires pétrolières et un creusement du déficit des transactions courantes. La contraction budgétaire qui s'en suivrait pourrait retarder plusieurs projets d'investissement public, notamment dans l'agriculture et les infrastructures, et porter préjudice à la croissance à long terme.</p> <p><i>Riposte recommandée</i> : Lisser les dépenses publiques à moyen terme et renforcer la mobilisation de recettes non pétrolières.</p>
Dégradation de la situation sécuritaire, y compris par une contagion régionale (RCA, Mali, Nigéria)	Moyenne	<p><i>Impact</i>: Élevé. Elle pourrait provoquer : 1) une instabilité politique; 2) une intensification des déplacements de population et une augmentation des besoins en aide humanitaire; 3) une augmentation des dépenses publiques liées à la sécurité, au risque d'évincer d'autres dépenses prioritaires, telles que les dépenses sociales et d'investissement; 4) une perturbation des flux commerciaux intra-régionaux.</p> <p><i>Riposte recommandée</i> : Reconstituer les marges de manœuvre budgétaires; budgétiser suffisamment de ressources pour financer les dépenses urgentes de nature sécuritaire.</p>
Aggravation de la crise de sécurité alimentaire au Tchad et dans l'ensemble du Sahel	Moyenne	<p><i>Impact</i> : Moyen. Elle pourrait toucher les populations tchadiennes les plus vulnérables en raison d'une augmentation des prix des produits alimentaires et une aggravation de la malnutrition. Elle pourrait provoquer des tensions sociales et politiques dans un climat déjà fragile et menacer la situation budgétaire de l'État à mesure que les autorités réagissent à la crise.</p> <p><i>Riposte recommandée</i> : Poursuivre la coordination avec les partenaires au développement pour renforcer la résilience du Tchad face aux chocs climatiques; promouvoir des politiques de diversification de l'économie et une augmentation de la productivité de la main-d'œuvre, notamment dans l'agriculture; renforcer les programmes de protection sociale ciblant les populations pauvres et vulnérables.</p>
Dérapages dans la mise en œuvre de la politique budgétaire	Moyenne	<p><i>Impact</i> : Élevé. Un déficit primaire non pétrolier supérieur aux prévisions pourrait entraîner une accumulation d'arriérés et un recours accru aux marchés obligataires, ce qui aurait des répercussions négatives sur l'accord FEC, l'appui des bailleurs de fonds et la viabilité des finances publiques et de la dette.</p> <p><i>Riposte recommandée</i> : Poursuivre le suivi rapproché de l'exécution budgétaire, y compris la mise en œuvre des engagements pris au titre de la FEC.</p>

<sup>1</sup> La matrice d'évaluation des risques présente des événements susceptibles de modifier notablement le scénario de référence (le scénario le plus probable selon les services du FMI). La probabilité relative des risques qui figurent dans la liste correspond à l'évaluation subjective par les services du FMI des risques entourant le scénario de référence («faible» indique une probabilité inférieure à 10 %, «moyenne», une probabilité entre 10 et 30% et «élevée», une probabilité entre 30 % et 50 %). La matrice reflète les vues des services du FMI sur la source des risques, de même que le niveau global de préoccupation au moment des entretiens avec les autorités. Les risques non mutuellement exclusifs peuvent agir les uns sur les autres et se concrétiser ensemble.

## Annexe II. Évaluation du secteur extérieur

*Une analyse des taux de change et de la compétitivité réalisée en 2014 faisait apparaître que la situation extérieure était moins bonne que ne le laissaient supposer les fondamentaux à moyen terme. Depuis, le déficit des transactions courantes ne s'est pas amélioré, principalement en raison du repli des exportations de pétrole. L'investissement direct étranger dans le secteur pétrolier reste une source principale de financement extérieur. Il ressort de deux analyses modélisées que le solde des transactions courantes est inférieur à la norme et que le taux de change effectif réel est surévalué. Globalement, la situation extérieure du Tchad devrait rester faible en 2016. Pour renforcer le secteur extérieur, il est nécessaire de mener des réformes structurelles propres à améliorer la compétitivité et à doper l'investissement extérieur.*

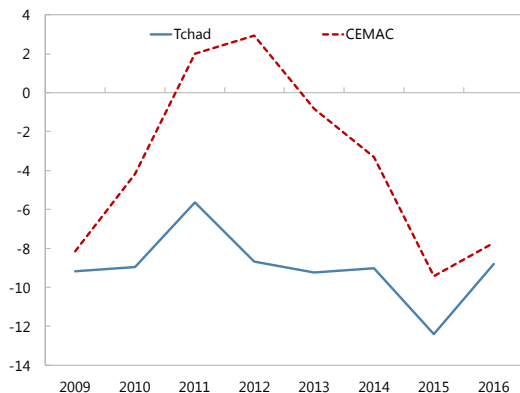
### A. Évolution de la balance des paiements et du taux de change

**1. Depuis 2009, le Tchad enregistre d'importants déficits courants.** Le déficit des transactions courantes a été en moyenne de 9 % du PIB entre 2009 et 2015, et selon les projections il devrait se maintenir à ce niveau en 2016. Ce déficit a systématiquement dépassé celui de la CEMAC dans son ensemble, encore que le solde régional se soit rapidement dégradé ces dernières années (graphique 1a). L'évolution du solde des transactions courantes au Tchad est principalement tributaire de la balance des biens et services, qui s'est détériorée de -7 % du PIB en 2011 à -17 % du PIB en 2015, en partie à cause de la chute des exportations de pétrole (graphique 1b). Le compte de revenus net a également contribué de manière négative au solde des transactions courantes en raison des paiements sur les investissements extérieurs dans le secteur pétrolier. À l'inverse, les transferts nets courants ont contribué de manière positive au solde des transactions courantes. En 2014, ces transferts comprenaient le produit d'une amende de 400 millions de dollars payée par la China National Petroleum Corporation pour non-respect des normes environnementales.

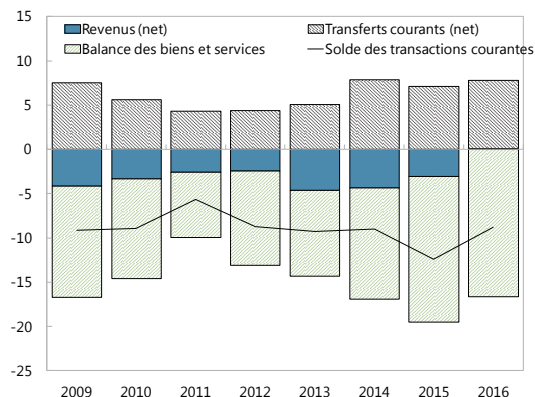


**Graphique 1 du texte. Tchad : solde des transactions courantes et composantes, 2009–16**  
(pourcentage du PIB)

**Graphique 1a. Solde des transactions courantes, 2009-16**  
(pourcentage du PIB)



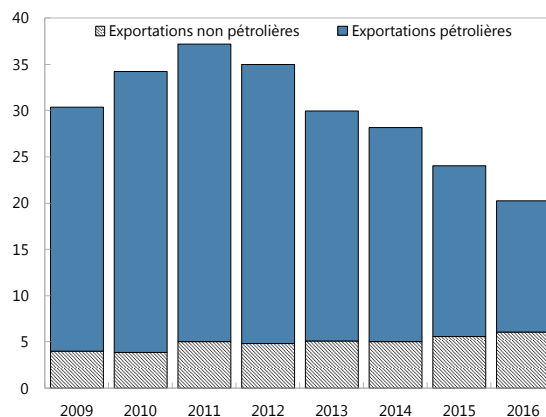
**Graphique 1b. Composantes du solde des transactions courantes, 2009-2016**  
(pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales; BEAC; estimations des services du FMI.

**2. Le repli persistant des exportations ces dernières années s'explique par la chute des ventes de pétrole.** Les exportations de pétrole, qui constituent le gros des exportations totales, ont diminué de 32 % du PIB en 2011 à 19 % du PIB en 2015, en raison de la baisse de la production pétrolière en 2012-2013 et du repli international des cours du brut depuis 2014 (graphique 2 du texte). La poursuite de la baisse des cours du pétrole en 2016 explique pourquoi les projections tablent sur des exportations de pétrole encore plus faibles cette année. Les exportations non pétrolières restent concentrées sur quelques produits (notamment coton et bétail) et leur contribution aux exportations totales a été stable, à 5 % du PIB entre 2009 et 2015. Il ressort de ce constat que le Tchad est touché par le dysfonctionnement économique qu'il est convenu d'appeler «malédiction du pétrole».

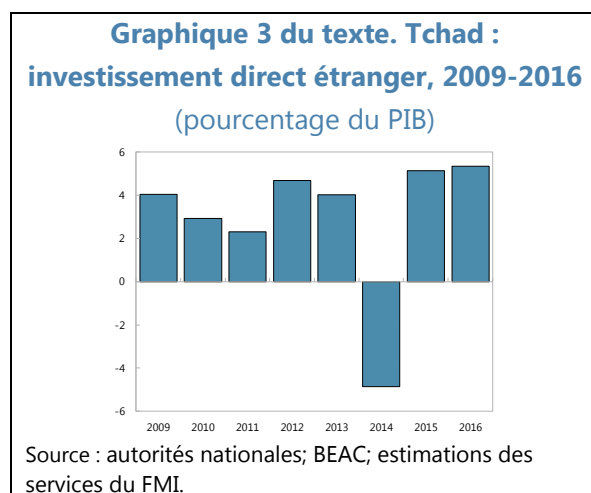
**Graphique 2 du texte. Tchad : exportations pétrolières et non pétrolières, 2009-2016**  
(pourcentage du PIB)



Source : autorités nationales; BEAC; estimations des services du FMI.

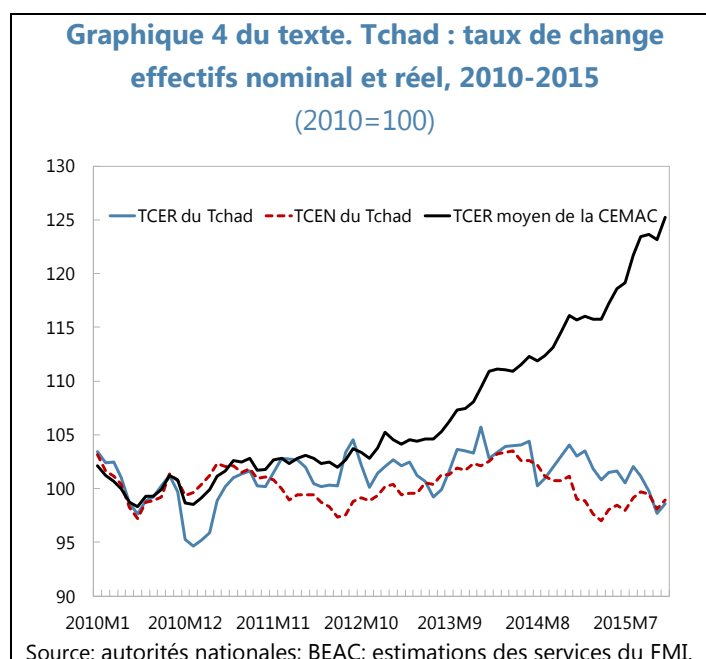
**3. L'investissement direct étranger (IDE) dans le secteur pétrolier est une source importante de financement extérieur.**

Les déficits des transactions courantes ont été partiellement financés par l'IDE, lequel se concentre dans le secteur pétrolier et a représenté en moyenne 3 % du PIB sur 2009-2015 (graphique 3 du texte). La forte valeur négative de l'IDE en 2014 est liée à l'acquisition par l'État (à partir d'emprunts) des parts de Chevron dans le plus grand consortium pétrolier du pays. Bien que l'investissement des compagnies pétrolières devrait diminuer en 2016, l'IDE devrait dépasser 5 % du PIB en 2016 en raison des recettes exceptionnelles (estimées à 100 milliards FCFA) liées à la cession par l'État d'une participation de 10 % dans des gisements pétroliers. Durant ces dernières années, les transferts de capital sous la forme d'allègement de la dette et de dons d'investissement ont également contribué à financer le déficit courant.



**4. Malgré une certaine volatilité à court terme, le taux de change effectif réel (TCER) est resté relativement stable durant les cinq dernières années.**

À l'issue d'une période de dépréciation après la récession mondiale de 2008-09, le TCER a connu des fluctuations autour d'un niveau relativement stable depuis 2011 (graphique 4). De ce fait, la dépréciation notable du taux de change effectif nominal (TCEN) en 2014 ne s'est pas traduite par des gains substantiels de compétitivité des prix. Ce manque relatif d'ajustement dans le TCER pourrait s'expliquer par des obstacles structurels à la compétitivité au sein de l'économie tchadienne. Les variations du TCEN suivent de près l'évolution du taux de change effectif nominal de l'euro, auquel la monnaie commune est rattachée. Au niveau régional, l'appréciation observée du TCER moyen s'explique en partie par le niveau d'inflation relativement élevée dans des pays comme la République centrafricaine.



**5. Les indicateurs du niveau de réserves et de viabilité de la dette tendent à confirmer les signes de faiblesse de la position extérieure du Tchad.** Comme les données sur la balance des paiements du Tchad sont extrêmement limitées, il importe d'évaluer des informations complémentaires pour pouvoir cerner la position extérieure<sup>2</sup>. Une récente analyse du niveau des réserves au sein de la CEMAC (rapport du FMI No. 15/222, juillet 2015) a conclu que même s'il était prévu qu'elles diminuent en 2015, les réserves se maintenaient à un niveau globalement suffisant au regard des indicateurs pertinents. En 2015, le niveau des réserves communes imputées au Tchad est descendu à 390 millions de dollars, contre 1,19 milliard de dollars à la fin 2014. Compte tenu de la persistance du choc des prix du pétrole, le risque d'une autre diminution des réserves en 2016 pourrait se matérialiser. L'analyse de viabilité de la dette (AVD) fait également état d'un secteur extérieur faible, et elle conclut que le Tchad se heurte à un risque élevé de surendettement, à partir d'une évaluation de la dette publique extérieure.

**6. En moyenne, le déficit courant devrait être ramené à 7 % en 2016-2021.** La balance des biens et services devrait contribuer à ce résultat, en passant d'un déficit de près de 17 % du PIB en 2016 un à déficit de 7 % en 2021. Le déficit courant serait principalement financé par l'IDE.

## B. Évaluation du taux de change réel à partir d'un modèle

**7. Deux méthodes standard ont été utilisées pour évaluer le risque de désalignement du solde des transactions courantes et du TCER.** Les méthodologies de Bems et Carvalho (2009) et Araujo *et al.* (2013) s'appuient sur l'application de l'hypothèse de revenu permanent et se prêtent bien à l'estimation des normes de compte courant dans les pays riches en ressources naturelles. Le

<sup>2</sup> Les données officielles de balance des paiements du Tchad à partir de 2011 restent provisoires.

désalignement du TCER est alors calculé en comparant le solde des transactions courantes à moyen terme et les normes modélisées, et en retenant une hypothèse de valeur pour l'élasticité du solde des transactions courantes par rapport au TCER (tableau 1 du texte)<sup>3</sup>. Ces méthodologies partent de l'hypothèse que les réserves de pétrole du Tchad seront épuisées dans 25 ans.

**Tableau 1 du texte. Tchad : normes de compte courant et ajustement implicite du TCER<sup>1/</sup>**

	Année: 2020 (pourcentage du PIB)	Ajustement implicite du taux de change réel (%) Élasticité CC: -0.6
Compte courant sous-jacent	-6,4	
Norme de CC (Araujo <i>et al.</i> , 2013)	3,4	16
Norme de CC (Annuité réelle constante - Bems et Carvalho Filho, 2009)	5,6	20

Source : estimations des services du FMI.

1/ L'élasticité du solde des transactions courantes s'appuie sur les élasticités des importations et des exportations dont rend compte Tokarick (2010) (-1,4 et 0,25, respectivement) et sur les projections des valeurs d'importation exportations du Tchad en 2020 produites par les services du FMI.

**8. La méthodologie d'Araujo *et al.* (2013) fait état d'une norme de compte courant de 3,4 % du PIB en 2020, ce qui correspond à une surévaluation du TCER de 16 %.** Ce modèle tient compte des contraintes d'emprunt extérieur ainsi que des inefficiences et des contraintes de capacité d'absorption en matière d'investissement, qui constituent des caractéristiques réalistes des pays en développement. Dans l'application du modèle au Tchad, les valeurs des principaux paramètres ont été les mêmes que celles signalées dans Araujo *et al.* (2013), qui ont calé les paramètres du modèle sur ceux de la région CEMAC.

**9. La méthodologie d'annuités réelles constantes de Bems et Carvalho (2009) fait état d'une norme de compte courant de 5,6 % du PIB en 2020, ce qui correspond à une surévaluation du TCER de 20 %.** L'obtention d'une norme de compte courant supérieure à celle obtenue avec la méthodologie d'Araujo *et al.* (2013) est raisonnable car le modèle de Bems et Carvalho (2009) fait abstraction des caractéristiques des pays en développement mentionnées au paragraphe 8 ci-dessus. De manière plus précise, en ne tenant pas compte des contraintes d'emprunt extérieur, la riposte optimale à des recettes exceptionnelles provenant des ressources naturelles suppose un excédent courant plus important.

## C. Compétitivité structurelle

**10. Selon plusieurs indicateurs, le Tchad se heurte à des difficultés structurelles de compétitivité.** Durant ces dernières années, les autorités ont élaboré des plans d'investissement public dans les infrastructures avec le concours de l'assistance technique principalement centrée sur

<sup>3</sup>Selon l'évaluation de la stabilité extérieure de la CEMAC (rapport du FMI No. 15/222, juillet 2015) le TCER de la CEMAC est globalement conforme à l'équilibre dans les politiques actuelles, encore que les méthodes modélisées fassent état d'une surévaluation.

l'amélioration de la gestion des finances publiques. Cependant, comme illustré plus loin, divers indicateurs de climat des affaires et de compétitivité classent le Tchad dans le bas du tableau à l'échelle mondiale. Les progrès limités dans l'amélioration du climat des affaires constituent une grave contrainte pour la diversification des exportations et pour la mobilisation des investissements extérieurs. Le Tchad étant membre d'une union monétaire, des réformes structurelles résolues s'imposent pour renforcer la compétitivité et la situation extérieure du pays.

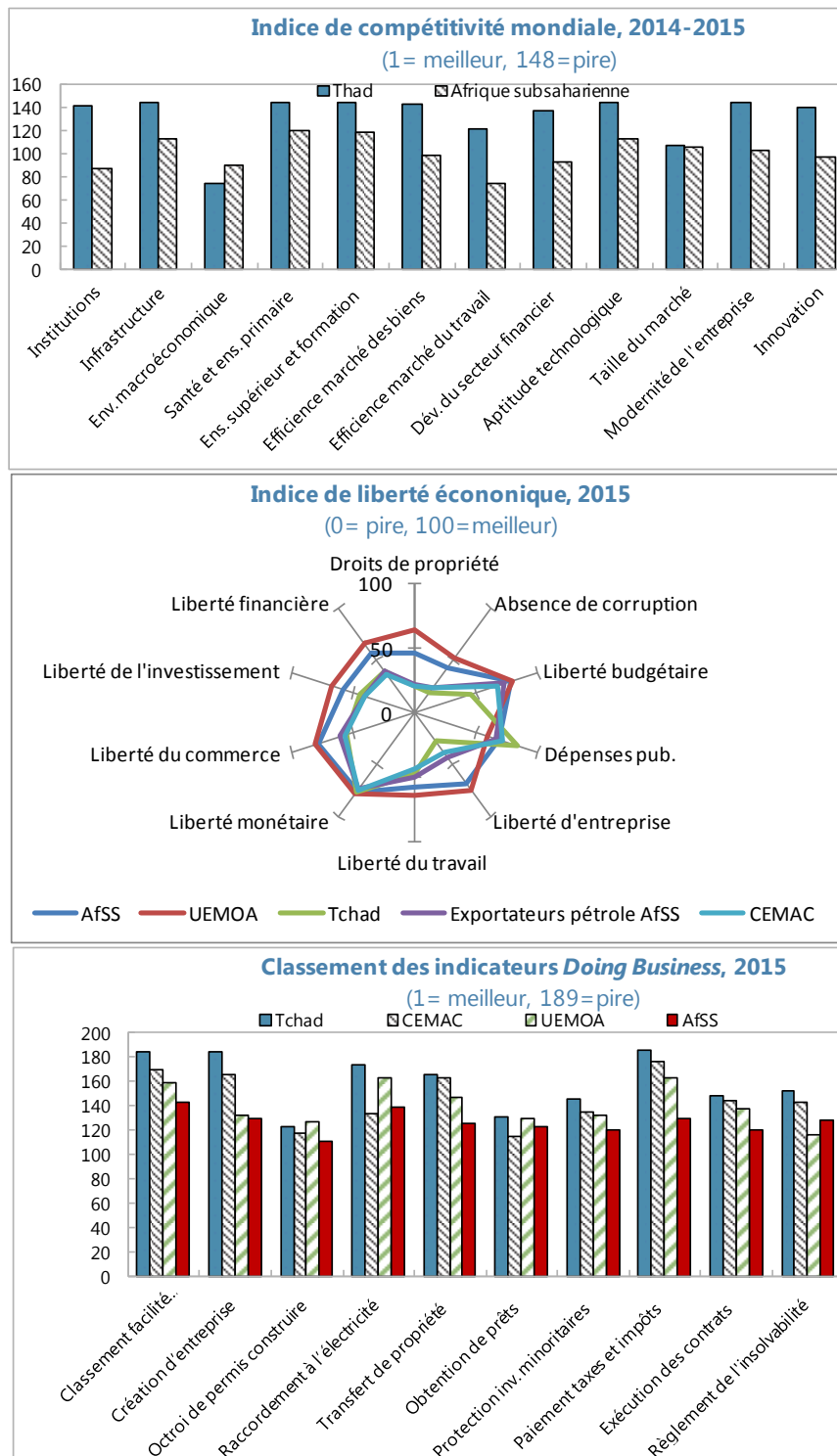
**11. Le rapport de 2014-15 sur l'indice de compétitivité mondiale (GCI) du Forum économique mondial, classe le Tchad à la 143<sup>e</sup> position sur 144 pays.** Par rapport au reste de l'Afrique subsaharienne, le Tchad reste loin derrière en termes d'institutions, à savoir le cadre légal et administratif dans lequel les individus, les entreprises et l'État interviennent ensemble pour produire de la richesse (graphique 5, page supérieure). Malgré l'amélioration graduelle de l'environnement macroéconomique, le rapport sur le GCI montre également que le Tchad est loin derrière la moyenne de l'Afrique subsaharienne au regard de la mise en œuvre des réformes structurelles sur le marché des biens, le marché du travail et le marché financier.

**12. Au classement de l'indice de 2015 de liberté économique de la *Heritage Foundation*, le Tchad occupe la 165<sup>e</sup> position sur 178 pays.** Avec un score global de 45,9, il se situe en dessous de la moyenne de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA, 117<sup>e</sup> position), de l'Afrique subsaharienne (120<sup>e</sup> position) et de la CEMAC (154<sup>e</sup> position). Le Tchad affiche un score inférieur à celui de la moyenne de la CEMAC sur 4 des 10 indicateurs de liberté économique (graphique 5, plage du milieu), dont «absence de corruption» et «liberté d'entreprise» (qui mesure l'efficacité de la réglementation de l'entreprise). En outre, le faible score en «liberté du commerce» souligne qu'il est nécessaire de réduire les barrières tarifaires et non tarifaires aux échanges, lesquelles relèvent d'accords commerciaux régionaux au niveau de CEMAC, et de simplifier les procédures douanières.

**13. Dans la base de données *Doing Business* de la Banque mondiale, les scores du Tchad sont inférieurs à ceux de l'Afrique subsaharienne, de l'UEMOA et des moyennes de la CEMAC pour tous les indicateurs disponibles.** Les indicateurs *Doing Business* montrent que le Tchad est derrière les pays comparables sur presque toutes les dimensions, notamment en ce qui a trait à la création d'entreprises, à l'application des contrats, au paiement d'impôts et au raccordement au réseau électrique (graphique 5 du texte, plage inférieure)<sup>4</sup>. Comme le soulignait également le rapport des services du FMI sur les consultations de 2013 au titre de l'article IV (rapport du FMI No. 14/100, février 2014), le climat des affaires et la couverture des infrastructures de base restent faibles au Tchad.

<sup>4</sup> Ces indicateurs doivent être interprétés avec prudence en raison du faible nombre de réponses, de la couverture géographique limitée et des hypothèses normalisées sur les contraintes aux entreprises et la disponibilité d'informations.

**Graphique 5 du texte. Tchad : indicateurs de compétitivité structurelle, 2015**



Sources : Forum économique mondial, *The Global Competitiveness Report*, 2015; Indicateurs *Doing Business*, Banque mondiale, 2015; *The Heritage Foundation*, 2015; calculs des services du FMI.

## BIBLIOGRAPHIE

- Araujo, J., B. Li, M. Poplawski-Ribeiro, and L.F. Zanna, 2013, "Current Account Norms in Natural Resource Rich and Capital Scarce Economies," IMF Working Paper 13/80 (Washington, DC: International Monetary Fund).
- Bems, R. and I. Carvalho, 2009, "Exchange Rate Assessments: Methodologies for Oil Exporting Countries," IMF Working Paper 09/281 (Washington, DC: International Monetary Fund).
- Tokarick, S., 2010, "A Method for Calculating Export Supply and Import Demand Elasticities," IMF Working Paper 10/180 (Washington, DC: International Monetary Fund).



# TCHAD

## RAPPORT DES SERVICES DU FMI POUR LES CONSULTATIONS DE 2016 AU TITRE DE L'ARTICLE IV —ANNEXE D'INFORMATION

7 juillet 2016

Préparé par

Département Afrique  
(en collaboration avec d'autres départements)

### TABLE DES MATIÈRES

RELATIONS AVEC LE FMI	2
PROGRAMME DE TRAVAIL CONJOINT BANQUE MONDIALE-FMI	7
CADRE LBC/FT	8
QUESTIONS D'ORDRE STATISTIQUE	8



## RELATIONS AVEC LE FMI

(au 31 mai 2016)

<b>Date d'admission :</b>		10 juillet 1963					
<b>Compte des ressources générales</b>		<b>Millions de DTS</b>	<b>% quote-part</b>				
Quote-part		140,20	100,00				
Avoirs du FMI en monnaie nationale (taux de change)		137,17	97,84				
Position dans la tranche de réserve		3,05	2,17				
<b>Département des DTS</b>		<b>Millions de DTS</b>	<b>% allocation</b>				
Allocation cumulative nette		53,62	100,00				
Avoirs		0,07	0,14				
<b>Encours des achats et prêts</b>		<b>Millions de DTS</b>	<b>% quote-part</b>				
Accords au titre de la FEC		45,44	32,41				
<b>Accords financiers les plus récents</b>							
Type	Date de l'accord	Date d'expiration	Montant approuvé (Millions de DTS)	Montant tiré (Millions de DTS)			
FEC	1 <sup>er</sup> août 2014	31 juil. 2017	106,56	53,93			
FEC1 <sup>1</sup>	16 fév. 2005	31 mai 2008	25,20	4,20			
FEC1 <sup>1</sup>	7 janv. 2000	6 déc. 2003	47,60	42,40			
<b>Obligations en retard et projections des paiements au FMI<sup>2</sup></b>							
<b>(Millions de DTS; sur la base de l'utilisation présente des ressources et des avoirs actuels en DTS)</b>							
			À échoir				
			2016	2017	2018	2019	2020
Principal							2,00
Intérêts			0,02	0,03	0,03	0,14	0,14
<b>Total</b>			<b>0,02</b>	<b>0,03</b>	<b>0,03</b>	<b>0,14</b>	<b>2,14</b>
<p>1. Anciennement FRPC.</p> <p>2. Lorsqu'un pays membre a des obligations financières impayées pendant plus de trois mois, le montant de ces arriérés apparaît dans cette section.</p>							

<b>Mise en œuvre de l'initiative PPTE</b>	Cadre renforcé
Engagement de l'aide au titre de l'Initiative PPTE	
Date d'arrivée au point de décision	Mai 2001
Aide engagée par l'ensemble des créanciers (millions de dollars EU) <sup>1</sup>	170,12
dont : FMI (millions de dollars EU)	18,02
(équivalent en millions de DTS)	14,26
Date du point d'achèvement	Avril 2015
Décaissement de l'aide du FMI (millions de DTS)	
Aide décaissée au pays membre	14,26
Aide intérimaire	8,55
Solde au point d'achèvement	5,71
Décaissement additionnel de revenus d'intérêts <sup>2</sup>	2,77
Total des décaissements	17,03
<b>Mise en œuvre de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)</b>	Sans objet
<b>Assistance et riposte aux catastrophes (ARC)</b>	Sans objet
Le 4 février 2015, le fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (ARC) a remplacé le fonds fiduciaire d'allègement de la dette après une catastrophe (ADAC).	
<b>Point de décision</b> : point auquel le FMI et la Banque mondiale déterminent si un pays est admissible à une aide au titre de l'Initiative PPTE et décident du montant de l'aide à engager.	
<b>Aide intérimaire</b> : montant décaissé à un pays entre le point de décision et le point d'achèvement, à concurrence de 20 % par an et de 60 % au total de l'aide engagée au point de décision (ou 25 % et 75 %, respectivement, dans des circonstances exceptionnelles).	
1. L'aide engagée dans le cadre de l'initiative initiale est exprimée en valeur actualisée nette (VAN) au point d'achèvement, et l'aide engagée dans le cadre de l'initiative renforcée, en VAN au point de décision. Les deux montants ne s'additionnent donc pas.	
2. Dans le cadre renforcé, un décaissement supplémentaire est effectué au point d'achèvement; il correspond aux intérêts courus sur le montant engagé au point de décision, mais non décaissé pendant la période intérimaire.	

## Évaluation des sauvegardes

La Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) est la banque centrale régionale de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Les banques centrales régionales font normalement l'objet d'une évaluation des sauvegardes tous les quatre ans. Dans le cas de la BEAC, les problèmes de gouvernance et les défaillances en matière de contrôle apparus en 2009 ont donné lieu à un suivi annuel rapproché des «mesures reconductibles» de sauvegarde par le FMI. En avril 2016, une mission des services du FMI consacrée aux sauvegardes a constaté que, bien que le Plan de réforme et de modernisation de la BEAC fût presque terminé, les deux recommandations prioritaires du FMI concernant la réforme des statuts axée sur l'amélioration de la gouvernance et le passage à un dispositif d'information financière internationalement reconnu (IFRS) étaient restées sans suite. Cependant, après la mission du mois d'avril, le Conseil de la BEAC a donné instruction à l'institution de prendre des mesures en vue de donner suite aux recommandations prioritaires. Les services ont maintenant révisé le plan de mise en œuvre en prévoyant l'adoption de la réforme des statuts au début de 2017 et l'adoption des IFRS à partir des états financiers pour 2018. Les services du FMI maintiendront un dialogue étroit avec la BEAC pour suivre la mise en œuvre des mesures de sauvegarde restantes et l'examen des nouvelles demandes et revues de programmes pour les pays membres de la CEMAC resteront subordonnées à la réalisation de progrès dans ce domaine.

## Régime de change

Le Tchad a un régime de change qui ne comporte aucune restriction ni pratique de changes multiples sur les paiements et les transferts au titre des transactions internationales courantes. La monnaie commune de la BEAC est le franc CFA, qui depuis le 1er janvier 1999 est rattaché à l'euro au taux de 1 EUR = 655,957 francs CFA.

## Consultations au titre de l'article IV

Le Tchad suit un cycle de consultation de 24 mois.

## Assistance technique

La stratégie d'assistance technique du FMI à l'égard du Tchad est axée sur l'administration des recettes, la gestion des finances publiques, la gestion de la dette et la qualité des données macroéconomiques. Étant donné la très grande mobilité des cadres supérieurs (chargés de la gestion économique), l'envoi d'experts sur le terrain pour de longues périodes et des actions de formation renforceront la capacité d'absorption, notamment dans le domaine de l'administration des recettes, la gestion des finances publiques et la gestion de la dette.

Département	But	Date de prestation
FAD (AFRITAC)	Gestion des finances publiques	Avril 2016
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Mars 2016
FAD (AFRITAC)	Administration des douanes	Février – mars 2016
FAD (AFRITAC)	Administration fiscale	Janvier – février 2016
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Janvier 2016
FAD	Gestion des finances publiques	Novembre – décembre 2015
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Août – septembre 2015
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Mars 2015
FAD (AFRITAC)	Administration des recettes	Janvier 2015
STA (AFRITAC)	Balance des paiements	Décembre 2014
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Décembre 2014
FAD (AFRITAC)	Gestion des finances publiques	Septembre 2014
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Août 2014
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Mars 2014
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Décembre 2013
FAD	Application des directives CEMAC	Septembre 2013
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Juillet 2013
FAD (AFRITAC)	Gestion des finances publiques	Avril – mai 2013
FAD (AFRITAC)	Administration fiscale	Avril 2013
FAD (AFRITAC)	Administration des douanes	Mars 2013
MCM (AFRITAC)	Gestion de la dette	Mars 2013
FAD (AFRITAC)	Gestion des finances publiques	Février 2013
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Février 2013
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Novembre 2012
FAD (AFRITAC)	Gestion des finances publiques	Octobre 2012
FAD	Administration des douanes	Octobre 2012
FAD (AFRITAC)	Administration fiscale	Septembre 2012
FAD (AFRITAC)	Gestion des finances publiques	Septembre 2012

<b>Département</b>	<b>But</b>	<b>Date de prestation</b>
FAD	Mission de suivi douanes	Juillet 2012
FAD (AFRITAC)	Gestion des finances publiques	Juin 2012
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Juin 2012
FAD (AFRITAC)	Administration fiscale	Mai – juin 2012
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Mai 2012
FAD	Gestion recettes des ressources naturelles	Avril – mai 2012
FAD (AFRITAC)	Gestion des finances publiques	Mars – avril 2012
FAD (AFRITAC)	Administration fiscale	Février 2012
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Novembre – décembre 2011
FAD (AFRITAC)	Gestion des finances publiques	Novembre 2011
FAD (AFRITAC)	Gestion des finances publiques	Septembre 2011
FAD (AFRITAC)	Douanes	Septembre 2011
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Août 2011
MCM	Vulnérabilités du système bancaire	Janvier 2011
FAD (AFRITAC)	Administration fiscale	Février 2011
FAD (AFRITAC)	Administration fiscale	Septembre – octobre 2010
FAD (AFRITAC)	Administration fiscale	Juin – juillet 2010
FAD (AFRITAC)	Gestion des finances publiques	Septembre 2010
STA	Balance des paiements	Septembre 2010
MCM (AFRITAC)	Dette publique	Mai 2010
FAD	Revue de la politique fiscale	Avril – mai 2010
FAD (AFRITAC)	Administrations fiscale et douanière	Mars – avril 2010
FAD (AFRITAC)	Administration des douanes	Mars 2010
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Mars 2010
FAD (AFRITAC)	Gestion des finances publiques	Janvier 2010

### **Participation au Programme d'évaluation du secteur financier (PESF), Rapport sur l'observation des normes et des codes (RONC) et évaluation des centres financiers offshore**

Une mission conjointe FMI–Banque mondiale a réalisé un PESF pour le Tchad du 25 mai au 10 juin 2011. Une mission PESF pour la CEMAC a pris fin en juillet 2015. Une mission chargée du module de données du RONC a séjourné au Tchad du 26 mai au 8 juin 2005.

### **Représentant résident**

M. Jean-Claude Nachegea est le Représentant résident du FMI à N'Djamena depuis janvier 2015.

## PROGRAMME DE TRAVAIL CONJOINT BANQUE MONDIALE–FMI

**Les services du FMI et de la Banque mondiale communiquent et collaborent étroitement dans le cadre de leurs activités au Tchad.** Les services de la Banque participent aux missions du FMI; en outre, la surveillance du FMI s'appuie en partie sur l'analyse de la Banque et les conseils qu'elle donne aux autorités dans les principaux domaines de réforme structurelle. Les services de la Banque et du FMI collaborent pour apporter une assistance à la mise à jour du PESF et à l'approfondissement du secteur financier ainsi qu'à la réforme de la gestion des finances publiques. En 2015, les services de la Banque et du FMI ont déterminé que le Tchad avait accompli des efforts satisfaisants en vue de répondre aux exigences du passage au point d'achèvement de l'Initiative PPTTE. Les conseils d'administration des deux institutions ont alors décidé de se déclarer favorables à un allègement de dette de 1,1 milliard de dollars en faveur du Tchad.

**Le FMI et le Groupe de la Banque mondiale sont membres actifs du Comité des partenaires techniques et financiers (CPTF)**, qui comprend toutes les agences des Nations Unies représentées au Tchad ainsi que la Banque africaine de développement (BAD), l'Union européenne, l'Agence suisse pour le développement et la coopération ainsi que les ambassadeurs de la France, de l'Allemagne et des États-Unis. Ce comité tient des réunions mensuelles et a créé des groupes thématiques qui étudient certains aspects du développement intéressant particulièrement le Tchad. Les membres du comité partagent leurs informations sur les missions en préparation et se réunissent pour des séances d'information lors du passage des chefs des institutions qu'il représente.

### Échange d'informations et collaboration

- Les demandes de la Banque mondiale à l'égard du FMI portent sur des mises à jour périodiques du cadre macroéconomique, la situation du programme économique en cours soutenu par la FEC et les missions d'assistance technique prévues.
- Les demandes du FMI à l'égard de la Banque mondiale portent sur des mises à jour périodiques du programme de travail de la Banque mondiale au Tchad.
- Les produits collectifs sont les analyses de viabilité de la dette (AVD), réalisées conjointement par la Banque mondiale et le FMI.
- Les autres échanges d'informations concernent le programme de réformes structurelles des autorités et le Plan national de développement 2016–2020, qui sera bientôt finalisé. Dans le cadre de la nouvelle Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP), le nouveau Plan national de développement devrait être remis au Conseil en même temps qu'une lettre d'évaluation de la

Banque mondiale. Une revue de la mise en œuvre de la SRP devrait être préparée par les services du FMI à l'occasion de la quatrième revue du programme FEC.

## CADRE LBC/FT

En tant que membre de la CEMAC, le Tchad est soumis au cadre légal régional régissant la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) ainsi qu'aux règles bancaires arrêtées par la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC). La supervision des mesures prises par les banques pour lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme est du ressort de la COBAC, assistée de la BEAC. Comme cela est indiqué dans l'évaluation d'avril 2016 de la stabilité du secteur financier, le dispositif LBC/FT doit être rapidement renforcé aux niveaux national et régional. À cet égard, l'évaluation préconise l'affectation de moyens financiers, techniques et humains suffisants aux autorités de supervision régionales et nationales du secteur financier et non financier en vue de la mise en œuvre progressive et effective d'une supervision basée sur les risques en matière de LBC/FT. La principale recommandation de l'évaluation concerne la nécessité de mieux appliquer et faire respecter les règlements en vigueur relatifs à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. En 2014, le Groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale (GABAC) a évalué le cadre LBC/FT du Tchad au regard de la norme de 2003 fixée par le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI). Cela a permis de mettre en évidence plusieurs déficiences, ce qui a donné lieu à l'établissement d'un plan d'action pour y remédier.

## QUESTIONS D'ORDRE STATISTIQUE

<b>I. Évaluation de l'adéquation des données aux fins de la surveillance</b>
<p><b>Questions générales :</b> La communication de données présente des lacunes liées aux capacités, mais elle est globalement adéquate aux fins de la surveillance. La qualité, la couverture et l'actualité de la plupart des séries de données macroéconomiques pourraient être améliorés. Les autorités ont continué d'affecter des ressources à l'amélioration de la base de données macroéconomiques, notamment en ce qui concerne les comptes nationaux. Le Rapport de 2007 sur l'observation des normes et des codes (RONC) a relevé que le système statistique était déficient et qu'il souffrait d'un manque de ressources à la fois financières et humaines.</p>
<p><b>Comptabilité nationale :</b> Les autorités révisent actuellement les estimations des comptes nationaux, en passant du système de comptabilité nationale (SCN) de 1968 au SCN 1993 et en adoptant 2005 comme année de base. Les comptes définitifs sont disponibles jusqu'à 2013. Les nouvelles séries devraient être diffusées au milieu de l'année 2017. Cependant, l'établissement des données laisse encore à désirer, faute de financement suffisant de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) et en raison d'une rotation élevée des effectifs. Par ailleurs, la diffusion des données et des métadonnées auprès du public pourrait être meilleure si les informations étaient plus détaillées, publiées dans de meilleurs délais et mieux diffusées sur internet.</p>
<p><b>Statistiques de prix :</b> L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) est plutôt de bonne qualité. Cependant, il ne couvre que la capitale et il est parfois diffusé avec retard. Les autorités régionales s'emploient à améliorer la qualité de l'IPCH dans chaque pays membre de la CEMAC.</p>

**Statistiques de finances publiques :** Les faiblesses en matière de données créent des incertitudes quant à la véritable situation budgétaire de l'État et nuisent à l'analyse de viabilité de la dette. Les services sont contraints de préparer des estimations des opérations financières de l'administration centrale à partir de sources administratives disparates qui ne coïncident pas nécessairement avec le financement bancaire intérieur ou les variations de l'endettement net.

**Statistiques monétaires :** La Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) communique des statistiques monétaires et financières pour la banque centrale et les autres institutions de dépôts tous les mois à l'aide de formulaires de déclaration standard. L'une des principales carences des statistiques monétaires et financières tient à l'absence d'un rapprochement clair entre le crédit net à l'État du secteur bancaire intérieur et le financement implicite qui découle des comptes financiers fragiles de l'État. Par ailleurs, il n'existe pas de données sur les taux d'intérêt offerts par les institutions financières aux entités non financières sur les dépôts et les prêts. En outre, la situation des institutions de dépôts fait abstraction du grand nombre d'établissements de microfinance dans le pays.

**Balance des paiements :** Les déficiences qu'accusent les données de balance des paiements créent des incertitudes quant à la véritable position extérieure, ce qui complique l'analyse de viabilité de la dette. Les données préparées sur la base de déclarations douanières ne sont pas fiables et présentent des problèmes de couverture; elles ne sont pas jugées fiables pour les estimations des données de balance des paiements ou de revenu national. La BEAC prépare les données de balance des paiements et les soumet au siège pour validation avec un long délai. Les services doivent estimer les flux courants et les flux de capitaux à partir de sources administratives disparates comme appoint des données officielles de balance des paiements. À partir de chiffres récemment mis à jour par la BEAC, les services ont révisé certaines données historiques de balance des paiements, mais il n'y a pas eu de changement de méthodologie ni de révision profonde des valeurs précédentes. Le Département des statistiques du FMI a recommandé une coordination plus étroite entre la CEMAC, l'INSEED et les autres organes afin d'améliorer la couverture des données. Le siège de la BEAC est en train de coordonner les réformes techniques pour améliorer la qualité et l'actualité des données.

## II. Normes et qualité des données

Le Tchad participe au système général de diffusion des données renforcé du FMI (SGDD-r). Les métadonnées et les plans d'amélioration sont affichés au Tableau d'affichage des normes de diffusion (TAND) du FMI, la dernière mise à jour datant de juillet 2002.	Un RONC données a été publié en août 2007.
--	--

## III. Communication des données au Département des statistiques (facultatif)

Seuls la liquidité internationale, les statistiques monétaires, le PIB et les prix sont actuellement communiqués au Département des statistiques pour publication dans les statistiques financières internationales (*International Finance Statistics* ou *IFS*). Le Tchad n'a pas encore pu reprendre la communication de données détaillées pour publication dans l'annuaire de statistiques de finances publiques (*Government Finance Statistics Yearbook*). Les données budgétaires annuelles jusqu'à fin 2001 ont été communiquées et figurent dans la base de données des *IFS*. The BEAC n'a pas encore fourni de statistiques monétaires et financières test en utilisant les formulaires de communication standard. Le Tchad n'a pas encore présenté de données sur la BDP et la PEG au Département des statistiques.



## Tchad – Tableau des principaux indicateurs requis pour la surveillance

	Date de la dernière observation	Date de réception	Périodicité des données <sup>7</sup>	Périodicité de communication <sup>7</sup>	Périodicité de publication <sup>7</sup>	Pour mémoire :	
						Qualité des données : solidité méthodologique <sup>8</sup>	Qualité des données : exactitude et fiabilité <sup>9</sup>
Taux de change	Quotidien	Quotidien	Q	Q	Q		
Actifs et passifs de réserves de change des autorités monétaires <sup>1</sup>	01/2016	06/2016	M	M	M		
Monnaie centrale/base monétaire	01/2016	06/2016	M	M	M	LO, LNO, LNO, LO	LO, O, O, LO, ND
Monnaie au sens large	01/2016	06/2016	M	TM	M		
Bilan de la banque centrale	01/2016	06/2016	M	M	M		
Bilan consolidé du système bancaire	01/2016	06/2016	M	M	M		
Taux d'intérêt <sup>2</sup>	02/2016	06/2016	M	TM	M		
Indice des prix à la consommation	02/2016	06/2016	M	M	M		
Recettes, dépenses, solde et composition du financement <sup>3</sup> – Administrations publiques <sup>4</sup>	11/2013	12/2013	T	T	T	LO, LNO, LO, LO	O, LO, LO, LO, NO
Recettes, dépenses, solde et composition du financement <sup>3</sup> – Administration centrale	08/2013	12/2013	T	T	T		
Encours de la dette contractée ou garantie par l'administration centrale <sup>5</sup>	08/2013	12/2013	T	T	T		

### Tchad – Tableau des principaux indicateurs requis pour la surveillance (suite et fin)

	Date de la dernière observation	Date de réception	Périodicité des données <sup>7</sup>	Périodicité de communication <sup>7</sup>	Périodicité de publication <sup>7</sup>	Pour mémoire :	
Exportations et importations de biens et de services	2011	09/2012	A	A	A		
PIB/PNB	2012	09/2013	A	A	A	LNO, LO, LNO, LO	LNO, LNO, LNO, LNO, LNO
Dette extérieure brute	12/2011	09/2012	Tous les 2 mois	Tous les 2 mois	Tous les 2 mois		
Position extérieure globale <sup>6, 10</sup>	ND	ND	ND	ND	ND		

1. Les avoirs de réserve donnés en garantie ou autrement grevés doivent être indiqués séparément. De plus, les données doivent comprendre les passifs à court terme liés à une devise mais réglés par d'autres moyens, ainsi que les valeurs notionnelles des dérivés financiers à payer et à recevoir en devises, y compris ceux qui sont liés à une devise mais réglés par d'autres moyens.

2. Taux du marché et taux déterminés par les autorités, y compris les taux d'escompte, les taux du marché monétaire et les taux des bons, obligations et titres du Trésor.

3. Financement extérieur et financement intérieur bancaire et non bancaire.

4. Les administrations publiques se composent de l'administration centrale (fonds budgétaires et extrabudgétaires et caisses de sécurité sociale), des États fédérés et des administrations locales.

5. Y compris la composition par monnaie et par échéance.

6. Y compris les positions des actifs et passifs financiers extérieurs bruts à l'égard des non-résidents.

7. Quotidien (Q); hebdomadaire (H); mensuel (M); trimestriel (T); annuel (A); irrégulier (I) et non disponible (ND).

8. Reflète l'évaluation fournie dans les données RONC (publiées le 31 août 2007) et reposant sur les conclusions de la mission qui s'est déroulée du 28 mai au 8 juin 2005 pour le jeu de données qui correspond à la variable de chaque rangée. L'évaluation indique si les normes internationales qui concernent les concepts et les définitions, la portée, la classification/sectorisation et la base d'enregistrement sont complètement observées (O), largement observées (LO), largement non observées (LNO), non observées (NO) ou non disponibles (ND).

9. Idem note 8, à l'exception des normes internationales qui concernent (respectivement) les données sources, l'évaluation des données sources, les techniques statistiques, l'évaluation et la validation des données intermédiaires et des résultats statistiques, et les études de révision.

10. Les données sur la position extérieure globale (PEG) ne sont pas communiquées faute de moyens. Les autorités devraient solliciter une assistance technique pour combler ces lacunes.



## TCHAD

7 juillet 2016

### RAPPORT DES SERVICES DU FMI POUR LES CONSULTATIONS DE 2016 AU TITRE DE L'ARTICLE IV — ANALYSE DE VIABILITÉ DE LA DETTE

Approuvé par  
**David Robinson** et  
**Catherine Pattillo (FMI)** et  
**John Panzer (IDA)**

Préparé par les services du Fonds monétaire international  
et de l'Association internationale de développement.

*Il ressort de l'analyse de viabilité de la dette (AVD-PFR) qu'à en juger par une évaluation de la dette publique extérieure, le risque de surendettement continue d'être élevé au Tchad, avec une concentration de facteurs de vulnérabilité à court terme. Les facteurs de vulnérabilité afférents à la dette intérieure et la récente accumulation d'un montant limité d'arriérés extérieurs envers les créanciers multilatéraux renforcent cette évaluation. Si les seuils indicatifs d'un certain nombre d'indicateurs de la dette n'ont été franchis que temporairement et dans de faibles proportions, le ratio service de la dette/recettes accuse un dépassement relativement prolongé et de niveau moyen, ce qui s'explique par le volume peu élevé des recettes publiques pétrolières et l'ampleur des paiements au titre du service de la dette extérieure arrivant à échéance à court terme. Bien que les indicateurs de la dette restent nettement en deçà de leurs seuils à moyen et à long terme, l'AVD confirme que le Tchad est vulnérable à des chocs macroéconomiques extérieurs comme celui que subissent en ce moment les cours du pétrole. Pour préserver la solvabilité dans le contexte actuel, il convient de procéder à un profond ajustement budgétaire soutenu par une politique prudente de gestion de la dette et la poursuite de réformes structurelles ouvrant la voie à la diversification économique et à une croissance durable<sup>1</sup>.*

---

<sup>1</sup> La note CPIA moyenne du Tchad pour la période 2012-14 est estimée à 2,6, en raison des faibles résultats enregistrés dans le cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu (CVD-PFR).

## CONTEXTE

### Dettes publiques extérieures

- 1. La dette publique intérieure du Tchad a été de l'ordre de 20 % du PIB au cours de la décennie qui a suivi le début de la production de pétrole en 2003.** La dette envers les institutions multilatérales et les bailleurs de fonds bilatéraux traditionnels a été fondamentalement constante en termes nominaux ces dernières années. Par contre, le Tchad a davantage compté sur les créanciers non traditionnels (la Chine et la Libye, par exemple), ainsi que sur les crédits commerciaux, pour répondre à ses besoins de financement, y compris pour s'attaquer à son déficit d'infrastructures. Aucune dette extérieure privée n'est recensée au Tchad.
- 2. Le ratio dette publique extérieure/PIB a augmenté en 2013–2014 sous l'effet de deux opérations non concessionnelles d'avances sur ventes de pétrole avec Glencore Energy.** En 2013, les autorités ont signé avec cette société deux accords d'un montant total de 600 millions de dollars sous la forme d'avances sur ventes de pétrole pour couvrir le déficit budgétaire, les recettes s'effondrant à mesure que la production de pétrole en volume chutait fortement. En 2014, un nouvel emprunt commercial de 1,4 milliard de dollars a été contracté par la SHT (société pétrolière publique) pour financer l'acquisition en juin de cette année des parts de Chevron dans le premier consortium pétrolier du pays. À la suite de ces opérations, le ratio dette publique extérieure/PIB est passé à plus de 27 % en 2014.
- 3. À la fin de 2014, près de la moitié de la dette tchadienne était de nature commerciale (tableau 1 du texte)** et était détenue à hauteur d'environ 40 % par des créanciers multilatéraux et de moins de 20 % par des créanciers bilatéraux (qui, pour la majeure partie n'étaient pas membres du Club de Paris).
- 4. À la fin de 2015, un accord de rééchelonnement avec Glencore a consolidé les deux opérations d'avances sur ventes de pétrole en en prolongeant l'échéance.** Il a consolidé le solde résiduel des deux emprunts et fait passer leur échéance de quatre à six ou sept ans. Il prévoyait une hausse de la valeur actuelle nette de la dette initiale, mais améliorait à moyen terme la structure du service de la dette tchadienne par une meilleure adéquation de celui-ci à la trajectoire anticipée des recettes pétrolières.
- 5. Après le point d'achèvement du PPTE en avril 2015, le Tchad a pu alléger sa dette d'au moins 756 millions de dollars.** Ce montant comprend un allègement consenti au titre du MDRI par l'Association internationale de développement (IDA) et la Banque Africaine de développement (BAfD), une remise de dette par le FMI et une annulation de 100 % de la dette envers le Club de Paris. En ce qui concerne les pays non membres du Club de Paris, le Tchad a signé avec les autorités saoudiennes un nouvel accord qui rééchelonne le montant qui leur était encore dû à des conditions comparables à celles de l'IDA.

**Tableau 1 du texte. Tchad : stock de la dette extérieure en fin d'année, 2001–2014**  
(milliards FCFA)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Total</b>	794,3	786,3	736,6	797,2	898,9	896,2	776,9	839,4	786,2	1 016,7	1 226,3	1 299,6	1 410,7	2 010,2
(pourcentage du PIB)	55,8	54,1	44,5	32,6	24,4	24,3	20,0	16,8	18,9	19,2	20,2	21,0	22,8	27,1
<b>Multilatérale</b>	678,1	687,7	652,5	715,3	810,2	805,5	693,6	725,7	683,6	758,6	767,3	771,4	719,9	734,8
FMI	65,3	67,3	57,0	47,7	47,5	37,4	24,3	20,1	12,6	8,3	4,6	2,4	0,9	11,1
Banque mondiale/IDA	380,6	398,3	394,0	444,5	507,8	486,1	435,6	435,7	402,7	429,1	420,7	414,8	387,8	397,4
Banque africaine de développement/FAD	182,8	169,8	159,9	168,5	179,8	205,8	174,1	195,4	185,5	207,7	209,4	200,4	181,4	180,7
BEI	3,9	7,9	7,3	13,0	13,0	12,4	9,0	9,0	8,7	10,2	9,9	10,1	10,1	8,9
Autres	45,5	44,4	34,2	41,6	62,0	63,8	50,6	65,5	74,2	103,3	122,7	143,7	139,7	136,7
<b>Bilatérale</b>	116,2	98,6	84,1	81,9	88,8	90,7	83,3	113,6	102,6	258,1	296,1	311,1	283,2	334,0
Dette officielle Club de Paris	30,2	25,8	24,0	25,2	24,3	23,2	20,1	19,1	17,1	16,5	17,0	15,8	13,8	11,5
Dette officielle hors Club de Paris	86,1	72,7	60,1	56,7	64,4	67,5	63,3	94,5	85,5	241,6	279,1	295,3	269,4	322,5
dont: Chine, République populaire de	28,6	25,4	22,0	13,6	15,4	13,9	-	21,9	20,4	23,3	66,1	85,9	83,3	129,0
Libye	-	-	-	-	-	-	-	-	-	148,9	149,3	150,0	133,9	139,6
Inde	-	-	-	-	-	11,3	14,8	22,7	21,4	23,7	22,4	20,8	18,3	21,1
<b>Commerciale 1/</b>											162,9	217,1	407,6	941,5

1/ La dette commerciale comprend la dette signée avec CNPC et Glencore.

Source : Banque mondiale; autorités tchadiennes; créanciers; estimations des services.

La notion de dette couvre ici la dette contractée et garantie. Les chiffres s'appuient sur les données historiques à fin 2014. Les données sur le stock de dette extérieure officielle sous-estiment le niveau réel d'endettement extérieur. Par exemple, certains décaissements de prêts projet ne sont comptabilisés qu'après un certain temps. Ce tableau présente des discordances avec les estimations de flux correspondantes du budget ou de la balance des paiements, d'où des valeurs résiduelles dans l'analyse de viabilité de la dette.

## Dette publique intérieure

**6. Le stock de la dette publique intérieure a augmenté ces dernières années, atteignant 9 % du PIB à la fin de 2014 (tableau 2 du texte).** Cette progression s'explique par le recours aux avances statutaires de la BEAC (la banque centrale régionale), la vente de bons d'épargne à cinq ans (108 et 90 milliards de FCFA en 2011 et en 2013, respectivement), un prêt de 50 milliards de FCFA de la République du Congo (en 2012) et de 15 milliards de FCFA de la Guinée équatoriale (en 2013) et le recours aux prêts des banques commerciales (qui sont passés de 9 milliards de FCFA en 2013 à 127 milliards en 2014). Le stock de la dette publique intérieure comprenait un solde d'arriérés du Trésor de 52 milliards de FCFA à la fin de décembre 2014. Par ailleurs, les obligations intérieures à court terme incluent l'émission de bons du Trésor à trois mois antérieure à la fin de 2014 (27,5 milliards de FCFA, à un taux annuel moyen pondéré de 2,8 %).

**7. Le stock de la dette intérieure a atteint 16 % du PIB en 2015, en partie parce que les autorités ont accéléré leur programme d'émission d'emprunts intérieurs sur le marché de la CEMAC.** Le Tchad a émis ses premiers bons du Trésor au dernier trimestre de 2014. Des bons dotés d'échéances progressivement plus longues (jusqu'à un an) et de taux d'intérêt inférieurs à 3,4 % ont été régulièrement émis tout au long de 2015, pour un montant qui a atteint 156 milliards de FCFA (en termes bruts). L'émission d'obligations du Trésor, assorties d'une échéance de deux, trois ou cinq ans et d'un taux d'intérêt effectif moyen de 4,3 %, s'est chiffrée à 139 milliards de FCFA entre juillet

et décembre 2015<sup>2</sup>. Certaines de ces obligations ont été utilisées dans des swaps avec des emprunts bancaires commerciaux, qui sont en conséquence passés de 127 à 56 milliards de FCFA entre 2014 et 2015.

**Tableau 2 du texte. Tchad : stock de la dette intérieure en fin d'année, 2011-2015**  
(milliards FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Total</b>	<b>501,3</b>	<b>548,0</b>	<b>584,8</b>	<b>658,9</b>	<b>1050,8</b>
<b>(pourcentage du PIB)</b>	<b>8,7</b>	<b>8,7</b>	<b>9,1</b>	<b>9,6</b>	<b>16,3</b>
Financement de la banque centrale	241,9	241,9	222,5	222,5	454,6
<i>Avances statutaires</i>	208,6	208,6	187,8	187,8	280,0
<i>Avance exceptionnelle</i>					140,0
<i>Dette consolidée</i>	33,3	33,3	34,7	34,7	34,7
Prêts des banques commerciales	8,5	8,5	8,5	127,3	56,4
Obligations 2011 <sup>1</sup>	107,6	107,6	80,7	53,8	26,9
Obligations 2013 <sup>1</sup>			90,3	72,2	54,2
Obligations du Trésor <sup>2</sup>					139,3
République du Congo		50,3	40,3	30,3	20,3
Guinée équatoriale			15,0	13,3	11,7
Autres arriérés	56,4	50,3	39,9	51,8	199,8
Autres <sup>3</sup>	86,9	89,4	87,7	87,7	87,7
<i>Pour mémoire:</i>					
<i>Bons du Trésor</i>				27,5	79,0

Source : autorités tchadiennes.

1/ Émises par syndication bancaire.

2/ Adjudications sur le marché des titres régional.

3/ Engagements légaux, ordres de paiement permanents et arriérés comptables.

**8. En 2015, le financement intérieur a inclus davantage d'avances de la BEAC.** Les avances statutaires et exceptionnelles (92,6 et 140 milliards de FCFA, respectivement) sont assorties d'une échéance de 10 ans, d'un différé d'amortissement de trois ans et d'un taux d'intérêt équivalant au taux de réescompte de la BEAC.

<sup>2</sup> Pour une analyse détaillée, voir le document de la série des Questions générales consacré aux premiers pas du Tchad sur le marché régional des titres publics.

**9. À la fin de 2015, l'État avait accumulé des arriérés de paiement intérieurs considérables.** Le solde des arriérés du Trésor est passé de 52 milliards de FCFA à la fin de décembre 2014 à environ 200 milliards (3,1 % du PIB) en 2015.

## HYPOTHÈSES DE L'AVD

**10. L'AVD s'appuie sur une base de données actualisée sur la dette.** Les informations historiques sur la dette extérieure ont été mises à jour en décembre 2014, en tenant compte de la dernière base de données du SND de la Banque mondiale. Des estimations préliminaires sur la dette extérieure sont utilisées pour 2015.

**11. Les hypothèses sur lesquelles se fonde l'AVD reflètent la persistance du choc sur les cours du pétrole et des problèmes de sécurité et l'analyse est menée en vertu d'un scénario de référence (politiques en vigueur).** En 2015, le déficit de financement a été couvert par des avances de la banque centrale, des compressions de dépenses, une augmentation du financement intérieur net et des décaissements du FMI au titre de l'accord FEC. Le déficit de financement dont font état les projections pour 2016 est, par hypothèse, financé en combinant un nouvel ajustement budgétaire, la mobilisation d'un financement intérieur supplémentaire et des emprunts extérieurs concessionnels. Comme dans le cas de la mise à jour de la précédente AVD, l'analyse prend en compte le rééchelonnement qui consolide les diverses opérations non concessionnelles d'avances sur ventes de pétrole et les recettes exceptionnelles tirées des désinvestissements dans le secteur pétrolier.

**12. Production et recettes pétrolières :** les perspectives macroéconomiques à moyen et à long terme du Tchad sont caractérisées par un faible recul de la production de pétrole en 2016–2017, suivi de hausses progressives lorsque commencera l'exploitation de nouveaux gisements, mais par une baisse régulière à long terme<sup>3</sup>. Les projections de référence sur la production de pétrole en 2016 sont assez prudentes, car les perspectives pourraient s'améliorer quelque peu dans le contexte du récent redressement des cours.

- La production de pétrole devrait normalement passer de 144 000 à environ 173 000 bpi entre 2015 et 2018–2019. Ce boom sera vraisemblablement temporaire ; les réserves prouvées des nouveaux gisements sont beaucoup moins importantes que celles offertes initialement par le bassin de Doba et seront sans doute pour ainsi dire épuisées vers 2030. La production et les exportations de pétrole diminueront donc régulièrement selon les projections pour atteindre des niveaux négligeables après 2030. À l'évidence, de nouvelles opérations de prospection ou la mise au point de nouvelles techniques d'extraction pourraient modifier ces perspectives.

<sup>3</sup> La production du gisement de Doba (exploité par un consortium dont Esso est le chef de file) a commencé en 2003, culminé à 63 millions de barils en 2005, mais, faute de nouvelles mises en exploitation, régressera, les projections faisant état d'une production annuelle négligeable au-delà de 2030. En 2011, un second gisement, Bongor, est entré en production ; ce gisement qu'exploite la CNPC représente environ le tiers du gisement de Doba. Les exportations de pétrole brut de Bongor ont débuté en 2014. La production de pétrole d'un autre opérateur plus modeste (Caracal, précédemment Griffiths) a commencé à la fin de 2013.

- Le pétrole tchadien se négocie en-deçà du prix de référence des PEM, à cause d'un rabais qualité et de frais de transport de six à neuf dollars le baril. À moyen terme (cinq ans), son cours passe, par hypothèse, de 34 dollars (tous rabais compris) à 53 dollars en 2020, conformément à la tendance dont font état les projections des Perspectives de l'économie mondiale (PEM) du FMI. À partir de 2021, le cours devrait augmenter en moyenne de l'ordre de 3 % par an en termes de dollars (encadré 1).
- Lors de la deuxième revue de l'accord FEC en décembre 2015, les services du FMI ont axé leurs travaux sur l'hypothèse d'un cours du pétrole tchadien de 47 dollars le baril en 2016.

**13. Politique budgétaire** : un ajustement budgétaire soutenu est pris par hypothèse dans l'analyse tout au long des projections pour faire face à la situation macroéconomique actuellement défavorable et pour assurer la transition vers l'ère postpétrolière, le déficit primaire non pétrolier (DPNP) étant ramené à environ 6 % du PIB non pétrolier d'ici à 2020. Grâce, entre autres, au redressement progressif des cours du pétrole, les recettes pétrolières devraient normalement passer de 3 à 7 % du PIB non pétrolier entre 2016 et 2020. À long terme, on suppose que l'érosion des recettes pétrolières sera en partie compensée par une stabilisation des dépenses primaires de l'État, à environ 21 % du PIB, alors que le solde primaire sera graduellement ajusté pour parvenir d'ici à 2036 à un faible déficit (moins de 3 % du PIB non pétrolier). Selon les projections, cet objectif sera atteint essentiellement : i) en augmentant progressivement les recettes non pétrolières (qui passeraient de 9 % à peu près du PIB non pétrolier à l'heure actuelle à 18 % approximativement d'ici à 2036)<sup>4</sup>, ii) en maintenant le total des dépenses d'investissement à 10 % environ du PIB non pétrolier à long terme et iii) en comprimant les dépenses récurrentes, notamment en rationalisant les transferts et les subventions aux entreprises publiques (qui, prises ensemble, sont de l'ordre de 5 % du PIB non pétrolier à l'heure actuelle). Une stratégie visant à apurer les arriérés intérieurs et à éviter toute nouvelle accumulation d'arriérés est également prise par hypothèse dans l'analyse.

---

<sup>4</sup> Cela suppose que le Tchad améliore son effort fiscal afin de l'aligner sur la moyenne de la CEMAC. Selon les estimations d'une récente mission FAD, les pertes de recettes fiscales non pétrolières dépassent 5 % du PIB non pétrolier, alors que, d'après celles des services du FMI dans leur rapport de 2013 au titre de l'article IV, elles étaient encore plus élevées.



### Encadré 1. Tchad : hypothèses macroéconomiques, 2016–2036

**La croissance du PIB réel** subit l'effet d'un fort ralentissement de la production non pétrolière à court terme et d'un recul durable de la production de pétrole depuis 2019, recul qui risque de s'aggraver à long terme étant donné les activités de prospection. Selon les projections, la croissance du PIB non pétrolier, que tirent l'agriculture, le commerce et les transports, se chiffrera à 4 % par an à moyen et à long terme.

**L'inflation** devrait se stabiliser à 3 %, ce qui cadre avec les critères de convergence de la CEMAC. Les perturbations dont font l'objet les flux commerciaux transfrontaliers avec le Cameroun et le Nigéria pourraient aggraver l'instabilité des prix intérieurs à court terme.

Les **perspectives budgétaires** font état d'une modeste hausse des recettes pétrolières à moyen terme, mais d'une baisse à long terme (voir supra). d'après les projections, le DPNP sera de 6 % du PIB non pétrolier en 2020. Les perspectives à moyen terme des recettes non pétrolières sont relativement médiocres en raison du choc régional sur la sécurité et d'un ralentissement de la demande au Nigéria, mais, à long terme, un redressement est pris par hypothèse. L'ajustement budgétaire à long terme devrait permettre de maintenir l'investissement et les dépenses sociales à un niveau voulu pour assurer une croissance régulière et réduire la pauvreté.

L'évolution du déficit **extérieur courant** dépend largement de la trajectoire des cours du pétrole. Selon les projections, ce déficit tombera à 6 % du PIB en 2020, contre 9 % en 2016, grâce à une hausse en valeur des exportations de pétrole. Après 2020, si de nouveaux gisements ne sont pas découverts, le solde courant reste déficitaire à cause d'une baisse des exportations de pétrole brut avant de se stabiliser à 4 % environ du PIB à compter de 2030. Par hypothèse, les importations du secteur non pétrolier évoluent dans le même sens que le PIB non pétrolier à l'horizon des projections, tandis que celles du secteur pétrolier diminuent à moyen et à long terme parallèlement au recul de l'investissement direct étranger.

Bien que soit envisagé un recul à court terme des investissements des sociétés pétrolières, **l'investissement direct étranger (IDE)** devrait normalement dépasser 5 % du PIB en 2016 grâce aux recettes exceptionnelles (estimées à 100 milliards de FCFA) liées aux désinvestissements du secteur pétrolier. L'IDE se stabiliserait à environ 4 % du PIB en 2017-2020 avant de s'établir à 2 % du PIB en 2021-2035, ce qui correspond à l'hypothèse de l'arrivée à maturité des gisements pétroliers et de l'amortissement des investissements.

**Financement extérieur** : l'analyse intègre l'accord de rééchelonnement avec Glencore qui consolide le solde résiduel des emprunts et en fait passer l'échéance de quatre à six ou sept ans. En vertu du programme appuyé par la FEC, le financement extérieur devrait être obtenu à des conditions concessionnelles à moyen et à long terme.

**Financement intérieur** : par hypothèse, les autorités continuent de placer des instruments de dette intérieure et tout nouveau recours aux avances de la BEAC est exclu.

Tableau 3 du texte. Tchad : projections à moyen terme

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2016-21	2022-36
									Moyenne	Moyenne
<b>Croissance du PIB réel (pourcentage annuel)</b>	6,9	1,8	-1,1	1,7	5,2	8,2	3,4	3,5	3,5	3,1
Pétrole	5,7	32,2	-4,8	-3,2	12,5	27,6	-0,2	-0,3	5,3	-5,6
Hors pétrole	7,1	-2,9	-0,3	2,7	3,8	4,3	4,4	4,4	3,2	4,2
<b>Inflation des prix à la consommation (pourcentage annuel)</b>	1,7	3,7	0,0	5,2	3,0	3,0	3,0	3,0	2,9	...
<b>Solde des transactions courantes (pourcentage du PIB)</b>	-9,0	-12,4	-8,7	-7,8	-7,3	-5,7	-6,2	-5,9	-6,9	-4,3
<b>Exportations de biens et services (pourcentage du PIB)</b>	9,4	15,4	14,8	14,2	15,2	15,5	14,3	13,7	14,6	6,6
	(pourcentage du PIB non pétrolier)									
<b>Recettes publiques et dons</b>	23,9	15,2	16,7	17,3	18,2	20,8	20,9	24,5	19,7	21,5
<i>dont: recettes pétrolières</i>	11,8	2,6	3,4	4,3	4,9	7,4	7,2	11,3	6,4	5,3
<i>dont: dons</i>	2,6	4,3	4,9	4,3	4,2	4,1	4,0	3,3	4,1	3,1
<b>Dépenses publiques (base engagements)</b>	29,5	21,4	20,1	18,9	19,7	20,6	20,8	22,4	20,4	21,8
<b>Solde budgétaire global (dons compris, base caisse)</b>	-5,4	-5,1	-4,2	-2,5	-2,2	-1,0	-0,7	-0,3	-1,8	-0,6
<b>Solde budgétaire primaire hors pétrole (hors dons, base engagements)</b>	-16,3	-9,8	-7,0	-5,0	-5,0	-5,8	-5,9	-7,5	-6,0	-4,6
<i>Pour mémoire:</i>										
<b>Prix du brut tchadien (dollars/baril)</b>	98,0	43,4	33,8	45,2	48,5	50,8	52,7	54,3	47,6	68,1

Sources : autorités tchadiennes; estimations et projections des services du FMI.

## ANALYSE DE VIABILITÉ DE LA DETTE EXTÉRIEURE

**14. L'évolution de la dette extérieure est liée à la stratégie d'emprunt des autorités qui consiste à contracter, dans des proportions acceptables, des emprunts de source classique ou non à l'appui de projets et du budget et à ne pas recourir aux emprunts commerciaux.** En vertu du programme FEC, le financement extérieur devrait être accordé à des conditions concessionnelles à moyen ou à long terme et être essentiellement financé (à 47 %) par des institutions multilatérales comme le FMI, la BM, la BAfD, la Banque islamique de développement et l'Union européenne ou d'autres partenaires non traditionnels (à 48 %) tels que l'Arabie Saoudite ou le Koweït. En conséquence, l'élément de libéralité est en moyenne de 37,3 % sur la période couverte par les projections (graphique 1a).

**15. Dans le scénario de référence, le seuil critique de deux des indicateurs de la dette extérieure est franchi, ce qui indique un risque élevé d'endettement** (tableau 1, graphique 1)<sup>5</sup>. Le ratio service de la dette/exportations dépasse temporairement et dans de faibles proportions son seuil indicatif et le ratio service de la dette/recettes accuse un dépassement plus prolongé et de niveau moyen sur la période 2016-2018, ce qui s'explique par la forte réduction des recettes publiques pétrolières et le pic des paiements au titre de service de l'emprunt non concessionnel contracté auprès de Glencore arrivant à échéance au cours des prochaines années. En fonction des

<sup>5</sup> Des arriérés accumulés envers la BM et la BAfD à hauteur de 869 000 et 80 000 euros, respectivement, pendant le premier semestre de 2016 ont été apurés au début de juillet.

hypothèses du scénario de référence (un ajustement budgétaire durable notamment), les indicateurs de la dette extérieure restent nettement en deçà de leur seuil indicatif à moyen et à long terme<sup>6</sup>.

## Tests de résistance

**16. Lorsque d'autres scénarios sont utilisés, les risques d'endettement extérieur du Tchad demeurent élevés<sup>7</sup>.** En particulier, les tests paramétrés font ressortir la sensibilité de la dette extérieure aux chocs, surtout à court terme (tableau 2, graphique 1). Si les principales variables économiques restent à leur moyenne historique, tous les indicateurs de la dette, à l'exception de deux d'entre eux, demeurent en-deçà de leur seuil indicatif. Dans le scénario historique, le ratio service de la dette/recettes dépasse son seuil en 2016-2020. Les tests paramétrés montrent que le Tchad est plus vulnérable à un choc sur les exportations et à un scénario qui conjugue différents types de chocs macroéconomiques. Une dépréciation non récurrente (dépréciation nominale de 30 % en 2017) est également une source de vulnérabilité dans certains indicateurs de la dette extérieure. Sous l'effet de tels chocs, tous les indicateurs de la dette peuvent franchir leur seuil indicatif, surtout à court terme. Le ratio VA de la dette/exportations est particulièrement sensible à des résultats médiocres des exportations et affiche avec ce test de résistance un dépassement modéré et prolongé.

## ANALYSE DE VIABILITÉ DE LA DETTE PUBLIQUE

**17. L'évaluation du risque global qui pèse sur la viabilité de la dette tchadienne n'est guère modifiée lorsque la dette intérieure est prise en compte dans l'analyse** (tableaux 2 et 3, graphique 2). Les indicateurs de la dette publique sont dominés par la composante dette extérieure. Cependant, par suite de l'accumulation d'arriérés intérieurs et d'une augmentation des émissions de titres de dette sur le marché régional, le seuil du ratio VA de la dette/PIB est franchi en 2016 dans le scénario de référence. La composante dette intérieure passe de 21 % du PIB en 2016 à 13 % en 2020 et continue de régresser régulièrement jusqu'à ce qu'elle s'établisse à environ 8 % du PIB en 2036. Dans son ensemble, le stock de dette publique tombe de 45 % du PIB en 2016 à 26 % en 2020 et se stabilise à 18 % en moyenne en 2022-2036<sup>8</sup>.

**18. Les tests de résistance types font ressortir des risques de non-viabilité à court terme.** En particulier, un choc de dépréciation réelle en 2016 pourrait compromettre la viabilité de la dette

<sup>6</sup> Les résidus du tableau 1 sont liés à l'achat par les autorités en 2014 de parts dans le premier consortium pétrolier du pays, opération qui a été financée par un emprunt commercial étranger (de l'ordre de 690 milliards de FCFA), à l'important allègement de dette obtenu en 2015 et à une perte sensible de réserves internationales en 2015 et en 2016. L'existence de résidus (historiques ou selon les projections) peut aussi s'expliquer par la qualité insuffisante des données de balance des paiements.

<sup>7</sup> Une comparaison entre les tests paramétrés actuels et ceux de la précédente AVD montre que les résultats de certains indicateurs de la dette extérieure sont meilleurs à long terme, ce qui tient à des raisons techniques : la dernière AVD a calibré les chocs sur une période de 10 ans à compter de 2003, année où la production de pétrole du Tchad ne faisait que commencer, aussi a-t-elle estimé à un niveau anormalement élevé l'écart type des exportations.

<sup>8</sup> Au tableau 3, les résidus pour 2016 reflètent partiellement certaines sources non encore identifiées du financement (intérieur).

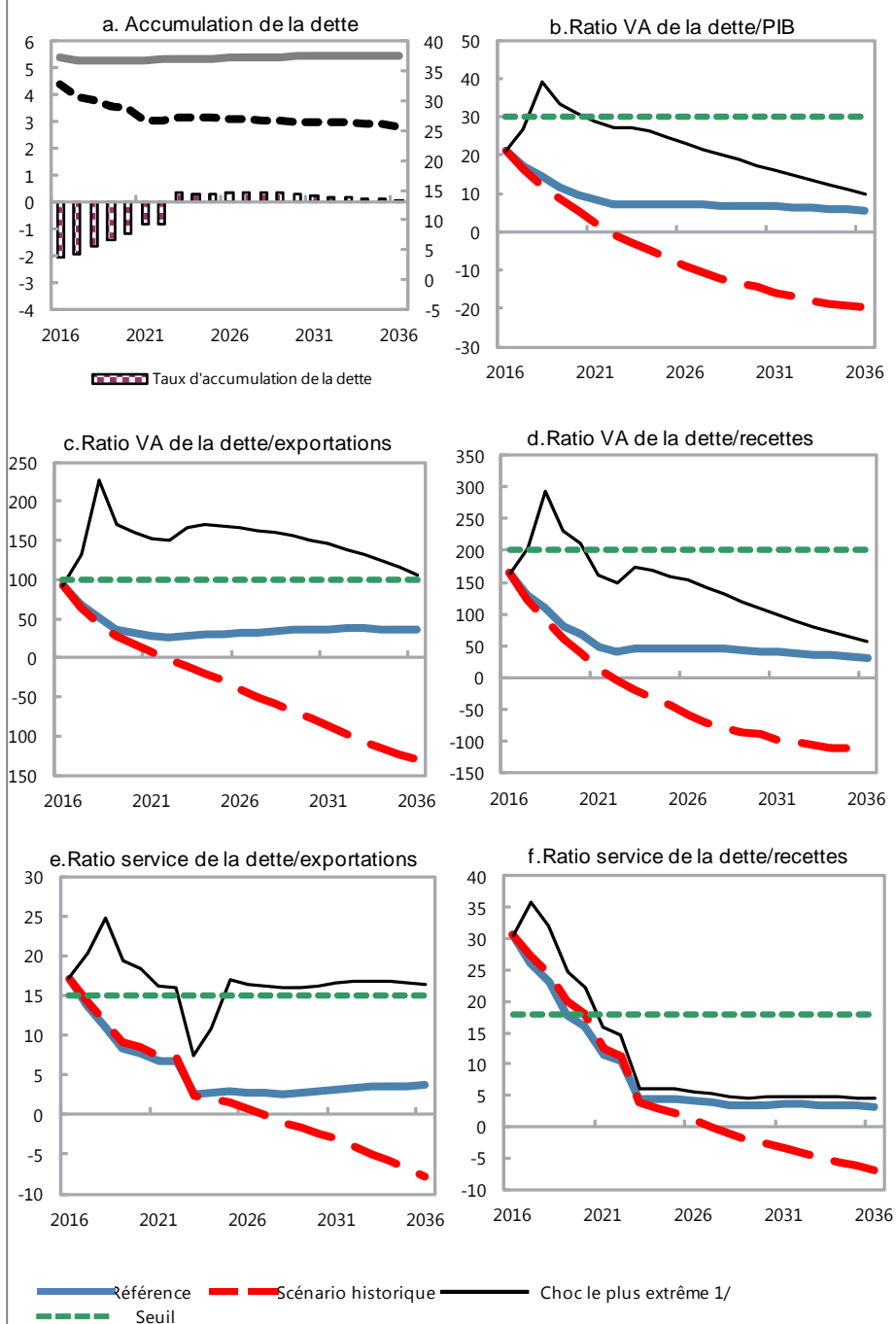
sur la période 2016-2018 (voir le choc le plus extrême au graphique 2 et les tests paramétrés au tableau 4).

## CONCLUSION

**19. A en juger par une évaluation de la dette publique extérieure, le risque de surendettement demeure élevé au Tchad, avec une concentration de facteurs de vulnérabilité à court terme. La prise en compte de la dette intérieure dans l'analyse renforce les conclusions de l'AVD extérieure.** À cause de la baisse persistante des cours du pétrole, le seuil de certains indicateurs est franchi dans le scénario de référence au début de la période des projections, alors qu'à long terme, tous les indicateurs restent nettement en-deçà de leur seuil. Il n'est toutefois possible de préserver la viabilité de la dette qu'en procédant à l'ajustement sensible des finances publiques pris par hypothèse dans les projections de référence. En cas de rebond durable des cours du pétrole et d'amélioration du climat politique, le risque qui pèse sur la viabilité de la dette pourrait régresser et être jugé modéré, comme le laissent entendre les autres scénarios. En outre, les arriérés récemment accumulés au titre de la dette envers la BM et la BAfD ont été réglés rapidement. Devant l'épuisement et l'instabilité des recettes pétrolières, il est nécessaire de renforcer la gestion de la dette et des finances publiques, de poursuivre une politique prudente en matière d'emprunts intérieurs et extérieurs et de continuer d'avancer dans la diversification de l'économie. Il sera important que les cellules interministérielles de coordination de la dette récemment réaménagées fonctionnent efficacement pour améliorer la capacité d'enregistrer et de suivre la dette publique. En outre, les autorités commenceront à publier des rapports annuels sur la gestion de la dette à compter de 2016 (avec le concours de deux missions d'AT du FMI) et lanceront des réformes institutionnelles dans le domaine de la gestion des arriérés de dépenses en conformité avec les recommandations d'AT du FMI.

**20. Les hypothèses et conclusions de l'AVD ont été examinées avec les autorités qui souscrivent dans l'ensemble à l'évaluation des services du FMI.** Elles ont admis que la viabilité de la dette peut faire naître des sujets de préoccupation et ont souligné le rôle clé joué par les emprunts Glencore dans la notation du risque extérieur. Elles ont soulevé des questions au sujet des critères de la note CPIA et s'attendent à ce que les progrès des réformes en cours se traduisent par une amélioration de cette note et un relèvement parallèle des seuils du fardeau de la dette extérieure. Elles ont aussi reconnu l'importance que revêt l'assistance technique dans les efforts qu'elles déploient actuellement pour renforcer la gestion de la dette. Pour ce qui est de la diversification de l'économie, elles ont évoqué l'attention que porte leurs pays aux activités agropastorales et ont admis qu'il est indispensable d'améliorer le climat des affaires pour le secteur privé.

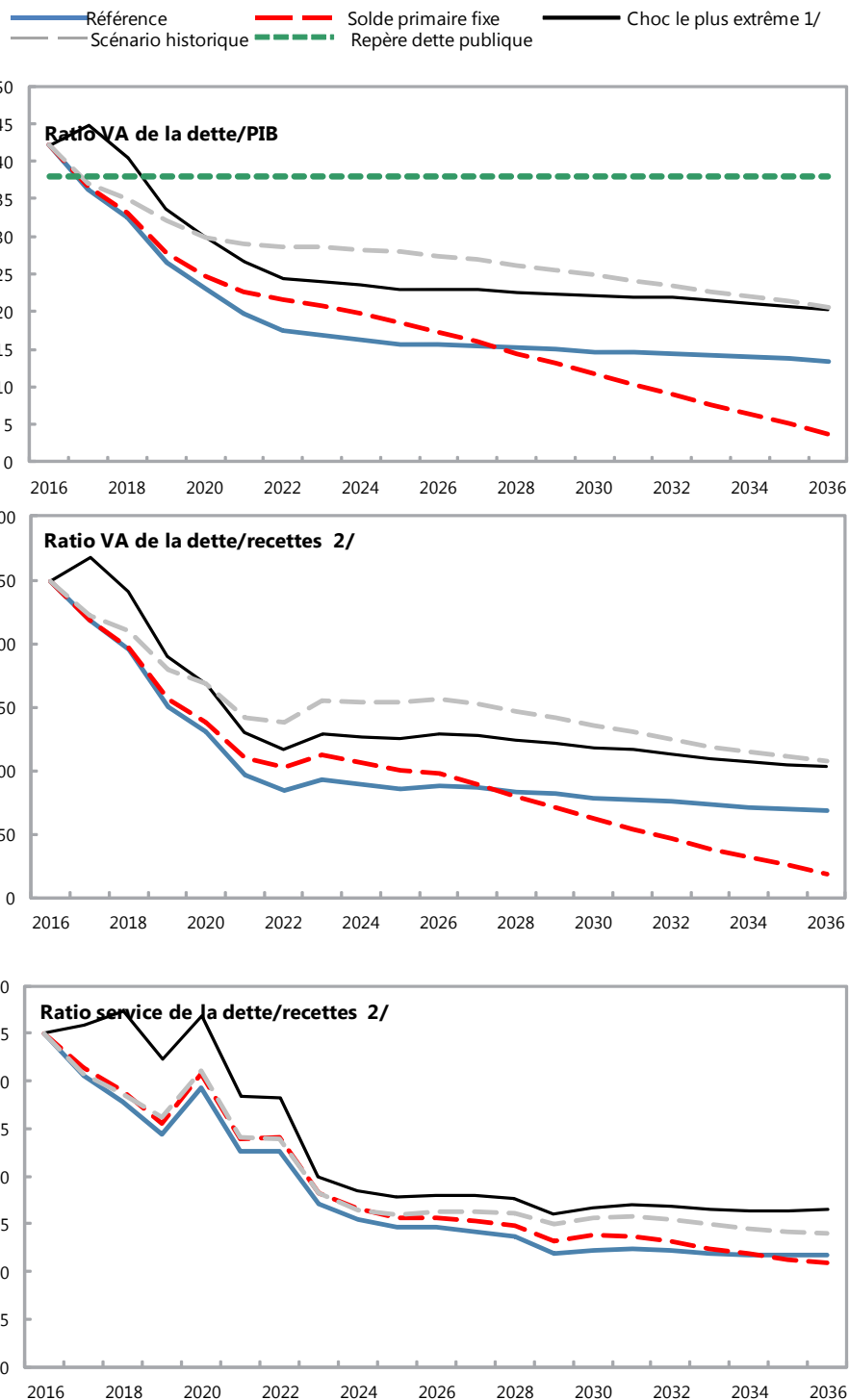
**Graphique 1. Tchad: indicateurs de dette extérieure contractée ou garantie par l'État selon différents scénarios, 2016-2036 1/**



Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Le test de résistance le plus extrême est celui qui produit le ratio le plus élevé en 2026 ou avant. Au graphique b. cela correspond à une combinaison de chocs; au c. à un choc des exportations; au d. à une combinaison de chocs; au e. à un choc des exportations; et au f. à un choc de dépréciation ponctuelle.

**Graphique 2. Tchad: indicateurs de la dette publique selon différents scénarios, 2016-2036 1/**



Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.  
 1/ Le test de résistance le plus extrême est celui qui produit le ratio le plus élevé en 2026 ou avant.  
 2/ Les recettes incluent les dons.

Tableau 1 .Tchad: cadre de viabilité de la dette extérieure, scénario de référence, 2013-2036 1/

(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Effectif			Moyenne <sup>6/</sup> historique	Écart type <sup>6/</sup>	Projections						2016-2021		2022-2036		
	2013	2014	2015			2016	2017	2018	2019	2020	2021	Moyenne	2026	2036	Moyenne	
<b>Dette extérieure (nominale) 1/</b>	<b>21,2</b>	<b>29,2</b>	<b>25,1</b>			<b>23,9</b>	<b>20,2</b>	<b>17,6</b>	<b>14,5</b>	<b>12,8</b>	<b>11,7</b>			<b>10,2</b>	<b>7,7</b>	
<i>dont : contractée ou garantie par l'État (CGE)</i>	21,2	29,2	25,1			23,9	20,2	17,6	14,5	12,8	11,7			10,2	7,7	
Variation de la dette extérieure	1,1	8,0	-4,2			-1,1	-3,8	-2,5	-3,1	-1,7	-1,2			-0,1	-0,5	
Flux générateurs d'endettement net identifiés	4,3	2,3	15,5			3,6	2,8	1,3	0,4	2,0	1,9			2,9	2,1	
<b>Déficit extérieur courant hors intérêts</b>	<b>8,6</b>	<b>8,3</b>	<b>11,3</b>	<b>4,2</b>	<b>7,1</b>	<b>7,5</b>	<b>6,9</b>	<b>6,6</b>	<b>5,2</b>	<b>5,8</b>	<b>5,6</b>			<b>4,7</b>	<b>3,1</b>	4,2
Déficit de la balance des biens et services	9,7	12,6	16,5			16,5	12,9	10,7	6,4	6,6	6,2			6,9	5,7	
Exportations	33,5	31,5	26,6			22,9	25,0	27,7	31,7	30,4	30,2			22,2	15,2	
Importations	43,2	44,1	43,1			39,5	37,9	38,4	38,1	37,0	36,4			29,1	20,9	
Transferts courants nets (négatifs = entrées)	-5,1	-7,9	-7,1	-5,6	1,6	-7,8	-6,6	-6,5	-5,8	-5,6	-5,2			-4,8	-3,5	-4,4
<i>dont : officiels</i>	-1,5	-4,4	-3,0			-3,2	-2,3	-2,3	-2,0	-1,8	-1,6			-1,8	-1,6	
Autres flux extérieurs courants (négatifs= entrées nettes)	3,9	3,6	1,9			-1,2	0,5	2,4	4,6	4,8	4,7			2,6	0,9	
<b>IDE nets (négatifs = entrées)</b>	<b>-4,0</b>	<b>-5,2</b>	<b>-5,1</b>	<b>-4,9</b>	<b>2,0</b>	<b>-5,4</b>	<b>-4,6</b>	<b>-5,0</b>	<b>-3,9</b>	<b>-3,7</b>	<b>-3,6</b>			<b>-1,6</b>	<b>-0,8</b>	-1,5
<b>Dynamique endogène de la dette 2/</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,8</b>	<b>9,4</b>			<b>1,5</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,2</b>			<b>-0,2</b>	<b>-0,2</b>	
Contribution du taux d'intérêt nominal	0,6	0,7	1,2			1,2	0,9	0,7	0,5	0,4	0,3			0,1	0,1	
Contribution de la croissance du PIB réel	-1,1	-1,4	-0,7			0,3	-0,4	-1,0	-1,3	-0,5	-0,4			-0,3	-0,3	
Contribution des variations de prix et de taux de change	0,2	-0,2	8,8			...	...	...	...	...	...			...	...	
<b>Résiduel (3-4) 3/</b>	<b>-3,2</b>	<b>5,7</b>	<b>-19,7</b>			<b>-4,8</b>	<b>-6,5</b>	<b>-3,8</b>	<b>-3,5</b>	<b>-3,7</b>	<b>-3,0</b>			<b>-3,0</b>	<b>-2,6</b>	
<i>dont : financement exceptionnel</i>	0,0	0,0	-7,8			-0,9	-0,7	-0,4	-0,3	-0,3	-0,3			-0,2	-0,1	
VA de la dette extérieure 4/	...	...	22,6			21,0	17,2	14,5	11,5	9,7	8,4			7,0	5,4	
En pourcentage des exportations	...	...	85,0			91,8	68,9	52,5	36,3	31,9	27,9			31,4	35,5	
<b>VA de la dette extérieure CGE</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>22,6</b>			<b>21,0</b>	<b>17,2</b>	<b>14,5</b>	<b>11,5</b>	<b>9,7</b>	<b>8,4</b>			<b>7,0</b>	<b>5,4</b>	
<b>En pourcentage des exportations</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>85,0</b>			<b>91,8</b>	<b>68,9</b>	<b>52,5</b>	<b>36,3</b>	<b>31,9</b>	<b>27,9</b>			<b>31,4</b>	<b>35,5</b>	
<b>En pourcentage des recettes publiques</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>238,4</b>			<b>164,0</b>	<b>131,1</b>	<b>109,1</b>	<b>79,1</b>	<b>66,7</b>	<b>47,3</b>			<b>46,7</b>	<b>31,5</b>	
<b>Ratio service de la dette/exportations (en pourcentage)</b>	<b>4,0</b>	<b>15,6</b>	<b>9,5</b>			<b>17,1</b>	<b>13,7</b>	<b>11,1</b>	<b>8,2</b>	<b>7,7</b>	<b>6,8</b>			<b>2,7</b>	<b>3,6</b>	
<b>Ratio service de la dette CGE/exportations (en pourcentage)</b>	<b>4,0</b>	<b>15,6</b>	<b>9,5</b>			<b>17,1</b>	<b>13,7</b>	<b>11,1</b>	<b>8,2</b>	<b>7,7</b>	<b>6,8</b>			<b>2,7</b>	<b>3,6</b>	
<b>Ratio service de la dette CGE/recettes (en pourcentage)</b>	<b>7,1</b>	<b>29,8</b>	<b>26,8</b>			<b>30,6</b>	<b>26,0</b>	<b>23,2</b>	<b>17,9</b>	<b>16,1</b>	<b>11,4</b>			<b>4,1</b>	<b>3,2</b>	
Total des besoins de financement bruts (milliards de dollars)	0,8	1,1	0,9			0,6	0,7	0,6	0,5	0,7	0,6			0,8	1,1	
Déficit extérieur courant hors intérêts stabilisant le ratio d'endettement	7,5	0,3	15,4			8,7	10,6	9,1	8,2	7,5	6,8			4,8	3,6	
<b>Principales hypothèses macroéconomiques</b>																
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	5,7	6,9	1,8	4,8	4,1	-1,1	1,7	5,2	8,2	3,4	3,5	3,5	3,1	3,3	3,1	
Déflateur du PIB en dollars EU (variation en pourcentage)	-1,0	0,7	-23,2	1,1	13,0	-3,1	9,1	1,9	5,1	3,5	1,6	3,0	2,9	2,8	2,7	
Taux d'intérêt effectif (pourcentage) 5/	3,3	3,6	3,3	2,1	1,2	4,5	4,2	3,8	3,3	2,8	2,2	3,5	1,2	1,2	1,2	
Croissance des exportations de biens & services (\$, en %)	-8,6	1,4	-34,1	0,9	19,4	-17,4	20,7	18,7	30,3	3,0	4,2	9,9	0,9	3,1	1,2	
Croissance des importations de biens & services (\$, en %)	-7,7	9,9	-23,7	7,8	17,9	-12,3	6,5	8,5	12,9	4,2	3,3	3,8	2,2	3,3	2,1	
Élément don des nouveaux emprunts du secteur public (en %)	...	...	...	...	...	37,4	36,9	36,7	36,8	36,9	36,9	37,0	37,3	37,7	37,4	
Recettes publiques (hors dons, en pourcentage du PIB)	18,5	16,5	9,5			12,8	13,1	13,3	14,5	14,6	17,8			15,0	17,1	16,2
Flux d'aide (en milliards de dollars) 7/	0,4	0,4	0,4			0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5			0,7	1,1	
<i>dont : dons</i>	0,3	0,3	0,4			0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4			0,6	1,0	
<i>dont : prêts concessionnels</i>	0,1	0,1	0,1			0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1			0,1	0,1	
Financement équivalent don (en pourcentage du PIB) 8/	...	...	...			4,4	4,0	3,8	3,6	3,5	3,1			3,1	2,8	3,0
Financement équivalent don (en % du financement extérieur) 8/	...	...	...			87,8	84,2	83,2	83,0	82,9	79,1			83,5	90,3	85,3
<i>Pour mémoire :</i>																
PIB nominal (milliards de dollars EU)	13,0	13,9	10,9			10,4	11,6	12,4	14,1	15,1	15,9			20,7	37,5	
Croissance du PIB nominal en dollars	4,7	7,7	-21,8			-4,2	10,9	7,2	13,8	7,1	5,2	6,6	6,1	6,2	5,9	
VA de la dette extérieure CGE (milliards de dollars EU)	...	...	2,4			2,2	2,0	1,8	1,6	1,5	1,3			1,5	2,0	
(Vat - VAT-1/PIBt-1 (en pourcentage)	...	...	...			-2,1	-1,9	-1,6	-1,4	-1,2	-0,8	-1,5	0,4	0,0	0,2	
Envois de fonds bruts des travailleurs (milliards de dollars EU)	...	...	...			...	...	...	...	...	...			...	...	
VA de la dette extérieure CGE (en % du PIB + envois de fonds)	...	...	22,6			21,0	17,2	14,5	11,5	9,7	8,4			7,0	5,4	
VA de la dette extérieure CGE (en % d'exportations + envois de fonds)	...	...	85,0			91,8	68,9	52,5	36,3	31,9	27,9			31,4	35,5	
Service de la dette extérieure CGE (en % d'exportations + envois de fonds)	...	...	9,5			17,1	13,7	11,1	8,2	7,7	6,8			2,7	3,6	
Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.																
1/ Comprend à la fois la dette extérieure des secteurs public et privé.																
2/ Égale à $[r - g - p(1+g)] / (1+g + p+g p)$ fois le ratio d'endettement de la période précédente, où r = taux d'intérêt nominal, g = taux de croissance du PIB réel, et p = taux de croissance du déflateur du PIB en \$EU.																
3/ Inclut le financement exceptionnel (c'est-à-dire les variations des arriérés et l'allègement de la dette); les variations des avoirs extérieurs bruts et les ajustements de valeur. Pour les projections, comprend en outre la contribution des variations de prix et de taux de change.																
4/ On suppose que la VA de la dette du secteur privé est équivalente à sa valeur faciale.																
5/ Charges d'intérêt de l'exercice en cours divisées par le stock de la dette de la période précédente.																
6/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, pour autant que les données soient disponibles.																
7/ Il s'agit des dons, des prêts concessionnels et de l'allègement de la dette.																
8/ Le financement équivalent don inclut les dons accordés à l'État directement et sous la forme des nouveaux emprunts (différence entre la valeur faciale et la VA de la nouvelle dette).																

**Tableau 2a. Tchad: analyse de sensibilité des principaux indicateurs de la dette extérieure contractée et garantie par l'État, 2016-2036**  
(en pourcentage)

	Projections							2036
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2026	
<b>Ratio VA de la dette/PIB</b>								
<b>Scénario de référence</b>	21	17	15	11	10	8	<b>7</b>	5
<b>A. Scénarios de rechange</b>								
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2016-2036 1/	21	16	12	9	5	2	<b>-9</b>	-20
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2016-2036 2	21	17	15	12	11	10	<b>9</b>	9
<b>B. Tests paramétrés</b>								
B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018	21	17	15	12	10	9	<b>7</b>	6
B2. Croissance de la valeur des exportations à sa moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018	21	22	29	25	23	21	<b>17</b>	7
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à sa moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018	21	21	21	17	14	12	<b>10</b>	8
B4. Flux non générateurs d'endettement net à leur moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018 4	21	20	20	17	15	14	<b>11</b>	6
B5. Combinaison de B1-B4 avec chocs d'un demi-écart type	21	27	39	33	31	29	<b>23</b>	10
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % par rapport au scénario de référence en 2017 5/	21	24	20	16	13	12	<b>10</b>	7
<b>Ratio VA de la dette/exportations</b>								
<b>Scénario de référence</b>	92	69	52	36	32	28	<b>31</b>	35
<b>A. Scénarios de rechange</b>								
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2016-2036 1/	92	65	44	28	18	8	<b>-40</b>	-130
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2016-2036 2	92	70	54	39	35	32	<b>41</b>	56
<b>B. Tests paramétrés</b>								
B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018	92	69	53	36	32	28	<b>31</b>	36
B2. Croissance de la valeur des exportations à sa moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018	92	133	227	169	160	152	<b>165</b>	105
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à sa moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018	92	69	53	36	32	28	<b>31</b>	36
B4. Flux non générateurs d'endettement net à leur moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018 4	92	80	73	53	49	45	<b>49</b>	41
B5. Combinaison de B1-B4 avec chocs d'un demi-écart type	92	124	193	145	138	131	<b>142</b>	87
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % par rapport au scénario de référence en 2017 5/	92	69	53	36	32	28	<b>31</b>	36
<b>Ratio VA de la dette/recettes</b>								
<b>Scénario de référence</b>	164	131	109	79	67	47	<b>47</b>	31
<b>A. Scénarios de rechange</b>								
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2016-2036 1/	164	124	92	62	37	13	<b>-60</b>	-116
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2016-2036 2	164	133	113	84	73	54	<b>61</b>	50
<b>B. Tests paramétrés</b>								
B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018	164	132	115	84	70	50	<b>49</b>	33
B2. Croissance de la valeur des exportations à sa moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018	164	171	218	171	156	119	<b>114</b>	43
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à sa moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018	164	162	157	114	96	68	<b>67</b>	45
B4. Flux non générateurs d'endettement net à leur moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018 4	164	153	152	115	102	76	<b>73</b>	36
B5. Combinaison de B1-B4 avec chocs d'un demi-écart type	164	204	293	230	210	162	<b>154</b>	56
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % par rapport au scénario de référence en 2017 5/	164	181	151	110	92	65	<b>65</b>	44



Tableau 2a. Tchad: analyse de sensibilité des principaux indicateurs de la dette extérieure contractée et garantie par l'État, 2016-2036 (suite)

(en pourcentage)

## Ratio service de la dette/exportations

<b>Scénario de référence</b>	17	14	11	8	8	7	<b>3</b>	4
<b>A. Scénarios de rechange</b>								
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2016-2036 1/	17	14	12	9	9	7	<b>1</b>	-8
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2016-2036 2	17	14	11	8	8	7	<b>3</b>	5
<b>B. Tests paramétrés</b>								
B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018	17	14	11	8	8	7	<b>3</b>	4
B2. Croissance de la valeur des exportations à sa moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018 3/	17	20	25	19	18	16	<b>16</b>	16
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à sa moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018	17	14	11	8	8	7	<b>3</b>	4
B4. Flux non générateurs d'endettement net à leur moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018 4/	17	14	11	9	8	7	<b>5</b>	5
B5. Combinaison de B1-B4 avec chocs d'un demi-écart type	17	18	20	16	15	13	<b>14</b>	14
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % par rapport au scénario de référence en 2017 5/	17	14	11	8	8	7	<b>3</b>	4

## Ratio service de la dette/recettes

<b>Scénario de référence</b>	31	26	23	18	16	11	<b>4</b>	3
<b>A. Scénarios de rechange</b>								
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2016-2036 1/	31	27	24	20	18	12	<b>1</b>	-7
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2016-2036 2	31	26	23	18	16	12	<b>5</b>	5
<b>B. Tests paramétrés</b>								
B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018	31	26	24	19	17	12	<b>4</b>	3
B2. Croissance de la valeur des exportations à sa moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018 3/	31	26	24	20	18	13	<b>11</b>	7
B3. Déflateur du PIB en dollars EU à sa moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018	31	32	33	26	23	16	<b>6</b>	5
B4. Flux non générateurs d'endettement net à leur moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018 4/	31	26	24	19	17	12	<b>7</b>	5
B5. Combinaison de B1-B4 avec chocs d'un demi-écart type	31	30	30	25	23	16	<b>15</b>	9
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % par rapport au scénario de référence en 2017 5/	31	36	32	25	22	16	<b>6</b>	4
<i>Pour mémoire :</i>								
Élément don supposé du financement résiduel (c-à-d en sus du scénario de référence) 6/	36	36	36	36	36	36	<b>36</b>	36

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB (en \$EU), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs d'endettement.

2/ On suppose que le taux d'intérêt sur les nouveaux emprunts est de 2 points de pourcentage supérieur à celui retenu dans le scénario de référence, et que le différé d'amortissement et les échéances sont les mêmes que dans ce scénario.

3/ Par hypothèse, la valeur des exportations reste en permanence au niveau plus faible, mais le solde extérieur courant, en pourcentage du PIB, retourne à son niveau de référence après le choc (ce qui laisse implicitement supposer un ajustement compensatoire du niveau des importations).

4/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

5/ Par dépréciation, on entend une baisse en pourcentage du taux dollar/monnaie nationale qui ne dépasse jamais 100%.

6/ S'applique à tous les tests de résistance sauf A2 (conditions moins favorables), où les conditions de tous les nouveaux financements sont celles qui sont précisées à la note 2.

Tableau 3. Tchad: cadre de viabilité de la dette du secteur public, scénario de référence, 2016-2036

(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Effectif			Estimation		Projections									
	2013	2014	2015	Moyenne <sup>5/</sup>	Écart type <sup>5/</sup>	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2016-21 Moyenne	2026	2036	2022-36 Moyenne
<b>Dette du secteur public 1/</b>	30,3	39,2	42,6			45,0	39,3	35,6	29,6	26,1	23,0	33,1	18,8	15,7	17,9
<i>dont : libellée en devises</i>	21,2	29,2	25,1			23,9	20,2	17,6	14,5	12,8	11,7		10,2	7,7	
Variation de la dette du secteur public	1,6	8,9	3,4			2,4	-5,7	-3,7	-6,0	-3,5	-3,1		-0,2	-0,5	
Flux générateurs d'endettement identifiés	-0,3	-1,5	5,3			-2,4	-4,7	-3,5	-6,4	-3,8	-4,9		-0,9	-0,5	
Déficit primaire	1,3	2,6	2,8	0,6	4,0	-1,7	-2,5	-2,1	-2,9	-2,4	-3,8	-2,6	0,0	0,2	-0,3
Recettes et dons	20,8	18,5	12,9			16,9	16,6	16,7	17,7	17,6	20,4		17,7	19,7	
<i>dont : dons</i>	2,3	2,0	3,4			4,1	3,5	3,4	3,1	3,1	2,6		2,8	2,6	
Dépenses primaires (hors intérêts)	22,1	21,1	15,7			15,2	14,1	14,5	14,8	15,2	16,7		17,8	19,9	
Dynamique automatique de la dette	-1,1	0,3	3,2			1,4	-1,7	-1,0	-3,1	-1,1	-0,8		-0,7	-0,6	
Contribution de l'écart de taux d'intérêt/croissance	0,9	-1,4	-2,5			3,0	-2,4	-1,1	-3,0	-0,9	-1,2		-0,7	-0,6	
<i>dont : contribution du taux d'intérêt réel moyen</i>	2,5	0,6	-1,9			2,5	-1,7	0,8	-0,3	0,1	-0,3		-0,1	0,0	
<i>dont : contribution de la croissance du PIB réel</i>	-1,6	-2,0	-0,7			0,5	-0,7	-1,9	-2,7	-1,0	-0,9		-0,6	-0,5	
Contribution de la dépréciation du taux de change réel	-2,0	1,7	5,7			-1,5	0,7	0,1	-0,1	-0,2	0,3		...	...	
Autres flux générateurs d'endettement identifiés	-0,5	-4,4	-0,7			-2,1	-0,5	-0,4	-0,3	-0,3	-0,3		-0,2	-0,1	
Produit des privatisations (néгатif)	0,0	-4,0	-0,4			-1,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	
Comptabilisation des passifs implicites ou conditionnels	0,0	0,0	0,0			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	
Allègement de la dette (Initiative PPTE et autres)	-0,5	-0,4	-0,3			-0,5	-0,5	-0,4	-0,3	-0,3	-0,3		-0,2	-0,1	
Réduction des arriérés intérieurs	0,0	0,0	0,0			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	
Résiduel, y compris variations des actifs	1,9	10,4	-1,9			4,8	-1,0	-0,1	0,4	0,3	1,8		0,7	0,0	
<b>Autres indicateurs de viabilité</b>															
<b>VA de la dette du secteur public</b>	...	...	40,2			42,1	36,3	32,5	26,6	23,0	19,8		15,6	13,4	
<i>dont : libellée en devises</i>	...	...	22,6			21,0	17,2	14,5	11,5	9,7	8,4		7,0	5,4	
<i>dont : extérieure</i>	...	...	22,6			21,0	17,2	14,5	11,5	9,7	8,4		7,0	5,4	
VA des passifs conditionnels (non inclus dans dette du secteur pub)	...	...	...			...	...	...	...	...	...		...	...	
Besoin de financement brut 2/	3,8	8,4	8,5			5,5	4,1	4,3	3,2	4,5	2,7		4,5	4,4	
Ratio VA de la dette du secteur public/recettes et dons (en %)	...	...	310,5			249,1	218,3	195,2	150,6	130,5	96,8		87,9	67,7	
Ratio VA de la dette du secteur public/recettes (en %)	...	...	423,2			328,0	276,9	244,5	183,1	158,1	110,8		104,2	78,2	
<i>dont : extérieure 3/</i>	...	...	238,4			164,0	131,1	109,1	79,1	66,7	47,3		46,7	31,5	
Ratio service de la dette/recettes et dons (en %) 4/	12,3	31,7	40,7			35,0	30,6	27,9	24,4	29,2	22,5		14,6	11,8	
Ratio service de la dette/recettes (en %) 4/	13,8	35,5	55,5			46,1	38,8	34,9	29,6	35,4	25,8		17,3	13,6	
Déficit primaire stabilisant le ratio dette/PIB	-0,3	-6,3	-0,6			-4,1	3,2	1,5	3,1	1,1	-0,6		0,2	0,7	
<b>Principales hypothèses macroéconomiques et budgétaires</b>															
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	5,7	6,9	1,8	4,8	4,1	-1,1	1,7	5,2	8,2	3,4	3,5	3,5	3,1	3,3	3,1
Taux d'intérêt nominal moyen sur la dette en devises (en pourcentage)	3,3	3,6	3,3	2,1	1,2	4,5	4,2	3,8	3,3	2,8	2,2	3,5	1,2	1,2	1,2
Taux d'intérêt réel moyen sur la dette intérieure (en pourcentage)	3,8	-0,1	-0,7	2,6	3,8	2,0	-3,0	1,9	-1,3	-0,3	-0,1	-0,1	0,7	1,2	0,9
Dépréciation du taux de change réel (en pourcentage, + dénote une dépré)	-9,4	8,4	21,2	3,3	14,8	-5,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux d'inflation (déflateur du PIB, en pourcentage)	-1,9	3,2	3,0	1,2	3,7	0,2	5,3	0,3	3,8	2,9	2,9	2,6	2,9	3,0	2,9
Croissance des dépenses primaires réelles (corrigée du déflateur du PIB, er	-0,8	-0,4	-32,3	-3,2	10,2	-7,6	-2,4	9,7	10,7	6,2	13,8	5,1	4,3	2,6	4,1
Élément de don des nouveaux emprunts extérieurs (en pourcentage)	...	...	...	...	...	37,4	36,9	36,7	36,8	36,9	36,9	37,0	37,3	37,7	...

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ La dette du secteur public comprend les obligations de l'administration centrale, y compris la dette commerciale. La dette s'entend brute.

2/ Le besoin de financement brut est égal au déficit primaire plus le service de la dette plus l'encours de la dette à court terme à la fin de la période précédente.

3/ Les recettes excluent les dons.

4/ Le service de la dette est égal à la somme des intérêts et de l'amortissement de la dette à moyen et long terme.

5/ Les moyennes historiques et écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, pour autant que les données soient disponibles.

6/ Le déficit primaire dans l'AVD présente sous forme brute recettes pétrolières et service de la dette sur avances au titre des ventes de pétrole (à la différence des tableaux budgétaires du rapport des services du FMI).

Tableau 4. Tchad: analyse de sensibilité des principaux indicateurs d'endettement public, 2016-2036

	Projections							
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2026	2036
<b>Ratio VA de la dette/PIB</b>								
<b>Scénario de référence</b>	42	36	33	27	23	20	16	13
<b>A. Scénarios de rechange</b>								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à leur moyenne historique	42	37	35	32	30	29	27	21
A2. Solde primaire inchangé par rapport à son niveau de 2016	42	37	33	28	25	23	17	4
A3. Croissance du PIB en permanence plus faible 1/	42	37	34	28	26	24	26	39
<b>B. Tests paramétrés</b>								
B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018	42	37	35	30	27	25	25	27
B2. Solde primaire à sa moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018	42	41	41	35	31	28	25	22
B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs d'un demi-écart type	42	39	39	33	30	27	25	23
B4. Dépréciation réelle ponctuelle de 30 % en 2017	42	45	40	34	30	27	23	20
B5. Augmentation de 10 % du PIB des autres flux générateurs d'endettement en 2017	42	43	39	33	30	27	24	21
<b>Ratio VA de la dette/recettes 2/</b>								
<b>Scénario de référence</b>	249	218	195	151	130	97	88	68
<b>A. Scénarios de rechange</b>								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à leur moyenne historique	249	222	209	180	168	141	157	108
A2. Solde primaire inchangé par rapport à son niveau de 2016	249	219	196	156	138	110	97	19
A3. Croissance du PIB en permanence plus faible 1/	249	219	199	158	143	114	141	194
<b>B. Tests paramétrés</b>								
B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018	249	219	207	165	149	118	137	137
B2. Solde primaire à sa moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018	249	242	243	194	176	138	143	112
B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs d'un demi-écart type	249	233	231	184	166	131	139	116
B4. Dépréciation réelle ponctuelle de 30 % en 2017	249	268	241	189	168	129	129	103
B5. Augmentation de 10 % du PIB des autres flux générateurs d'endettement en 2017	249	254	232	184	166	130	134	107
<b>Ratio service de la dette/recettes 2/</b>								
<b>Scénario de référence</b>	35	31	28	24	29	23	15	12
<b>A. Scénarios de rechange</b>								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à leur moyenne historique	35	31	29	26	31	24	16	14
A2. Solde primaire inchangé par rapport à son niveau de 2016	35	31	29	26	31	24	16	11
A3. Croissance du PIB en permanence plus faible 1/	35	32	29	26	32	25	17	19
<b>B. Tests paramétrés</b>								
B1. Croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018	35	32	30	27	32	25	17	17
B2. Solde primaire à sa moyenne historique moins un écart-type en 2017-2018	35	31	29	27	32	24	19	16
B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs d'un demi-écart type	35	31	30	27	32	25	18	16
B4. Dépréciation réelle ponctuelle de 30 % en 2017	35	36	37	32	37	28	18	16
B5. Augmentation de 10 % du PIB des autres flux générateurs d'endettement en 2017	35	31	30	27	31	24	18	15

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Suppose que la croissance du PIB réel est à son niveau de référence moins un écart type, divisé par la racine carrée de la durée de la période de projection.

2/ Les recettes incluent les dons.

## **Déclaration de M. Yambaye, Administrateur pour le Tchad 22 juillet 2016**

Au nom des autorités tchadiennes que je représente, je tiens à remercier la Direction et les services du FMI de leur appui sans relâche au Tchad, face à une conjoncture défavorable provoquée par la forte chute des cours du pétrole et les chocs sécuritaire et humanitaire. Le soutien de la Direction a été manifeste avec la visite de M. Furusawa dans le pays en février 2016, dont les autorités que je représente sont très reconnaissantes. Cette visite a permis au Directeur général adjoint d'apprécier directement l'impact socio-économique des chocs exogènes sur le pays, ainsi que les efforts entrepris par les autorités pour y faire face. Les autorités que je représente tiennent également à exprimer leur reconnaissance aux partenaires bilatéraux et aux institutions multilatérales pour leur assistance financière et technique.

La chute vertigineuse des cours du pétrole depuis 2014 et la détérioration de la situation sécuritaire au deuxième semestre 2015 ont en effet compliqué davantage une situation économique et financière déjà difficile. Le pays a aussi vu un afflux de réfugiés en provenance de pays voisins en raison de la situation sécuritaire, le Tchad étant considéré comme un îlot de stabilité dans une région volatile. Les finances publiques ont donc considérablement souffert, ce qui a intensifié les vulnérabilités des secteurs privé et financier. Face à la dégradation de la conjoncture, et les promesses d'appui financier de la communauté internationale ne s'étant pas pleinement concrétisées, les autorités ont réagi essentiellement par un nouvel ajustement budgétaire non négligeable. Toutefois, malgré cette évolution défavorable, le programme des autorités appuyé par le FMI est resté sur les rails en 2015. Maintenir de tels résultats en 2016, en revanche, s'est avéré particulièrement difficile.

La période à venir sera cruciale pour le Tchad, car l'insuffisance des ressources financières pourrait obliger les autorités que je représente à se rabattre sur des solutions de pis-aller pour financer leur budget, au risque de mettre en péril la viabilité de la dette et de faire dérailler le programme appuyé par le FMI. C'est pourquoi les autorités que je représente prient la communauté internationale de bien vouloir pleinement honorer ses promesses d'appui financier dans les plus brefs délais.

### **I. Évolution récente**

L'activité économique s'est considérablement ralentie en 2015, en raison d'un certain nombre de facteurs, notamment : le choc des cours du pétrole, le recul de la production agricole du fait de mauvaises conditions météorologiques, le repli d'autres secteurs, en particulier celui de la construction sous l'effet d'une baisse spectaculaire de la demande du secteur public, les difficultés de la situation économique au Nigéria, et la fragilité de la

situation sécuritaire. En conséquence, la croissance réelle hors pétrole est devenue négative, à -2,9 %. Toutefois, la croissance réelle totale est restée positive, à 1,9 % en 2015, contre 6,9 % en 2014, avec la mise en exploitation de nouveaux gisements pétroliers.

Des tensions inflationnistes ont vu le jour en 2015 en raison de chocs sur l'offre. Le repli de la production agricole et les atteintes à la sécurité des flux commerciaux transfrontaliers avec le Cameroun et le Nigéria ont entraîné une flambée des prix alimentaires, l'inflation atteignant 7,6 % en glissement annuel en avril 2015, avant de devenir négative à -0,3 % à fin décembre de la même année. Cette désinflation s'est poursuivie en 2016, avec une baisse de 3,7 % en mars 2016 de l'indice des prix à la consommation.

La situation des finances publiques s'est considérablement détériorée avec le ralentissement de l'activité économique. Comme il a été indiqué lors de la dernière réunion sur le Tchad en décembre 2015, le budget de 2015 a été révisé pour tenir compte de l'évolution de la conjoncture économique. Toutefois, malgré cette révision, 60 % seulement des recettes totales prévues au budget se sont concrétisées, du fait de la baisse plus forte que prévue des cours du pétrole vers la fin de l'année, et des difficultés persistantes des échanges commerciaux à la frontière avec le Nigéria et le Cameroun. Les autorités ont réagi à cette situation en conjuguant une baisse des dépenses publiques et de nouveaux emprunts. Les dépenses d'investissement, par exemple, ont été diminuées de plus de 40 % entre 2014 et 2015, et aucun nouveau projet n'a été démarré. Les dépenses sociales ont cependant été sauvegardées. De même, les arriérés intérieurs se sont accumulés, le Trésor étant confronté à des difficultés, du fait de la baisse des recettes. En conséquence, le déficit budgétaire est resté dans les limites de l'objectif fixé dans le cadre du programme appuyé par la FEC. Il a été financé par des apports exceptionnels de la Banque centrale qui a relevé le plafond de ses avances statutaires, par un appui d'un certain nombre de partenaires extérieurs, et par l'émission de bons et obligations du Trésor sur le marché régional.

Comme indiqué dans l'AVD, les ratios d'endettement public ont augmenté par rapport au PIB et aux montants des recettes et des exportations, ce qui a accentué d'autant les vulnérabilités de la dette à court et moyen terme.

L'évolution du secteur monétaire s'est caractérisée par un repli de la masse monétaire au sens large et un ralentissement du crédit à l'économie, ainsi que par de fortes ponctions sur les dépôts de l'État auprès de la Banque centrale. Comme il a déjà été évoqué lors de la réunion du Conseil sur les consultations régionales avec la CEMAC, la politique monétaire régionale a été accommodante à partir de la fin de 2015, avec un

assouplissement du plafond des avances statutaires, et la réduction de moitié des réserves obligatoires à la Banque centrale. En outre, le plafond de refinancement des banques tchadiennes auprès de la Banque centrale a été relevé de 50 %. Cet assouplissement monétaire a permis de fournir la liquidité nécessaire aux autorités et au système bancaire.

Les problèmes de liquidité dans le secteur public ont accentué les vulnérabilités du secteur financier : en effet, la récente accumulation d'arriérés au deuxième semestre de 2015 et en 2016, dans un contexte d'apathie économique, s'est traduite par une hausse des prêts improductifs, démontrant ainsi la forte interdépendance macro-financière au Tchad, comme elle est bien décrite dans le premier chapitre du document de la série des Questions générales. Malgré la bonne santé générale du secteur financier, les tests de résistance réalisés récemment par la commission bancaire régionale pointent du doigt les risques croissants que font peser sur la stabilité financière les perspectives économiques plus moroses.

Des progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre des réformes depuis janvier 2015, notamment dans le cadre du programme appuyé par le FMI. Il convient de noter plus particulièrement l'adoption d'un nouveau cadre réglementaire pour appliquer la loi relative à la GFP en conformité avec les directives de la CEMAC, l'adoption d'un nouveau code de passation des marchés publics, la publication de rapports trimestriels d'exécution budgétaire, et la mise en place d'une Cour des comptes.

## **II. Politiques pour 2016 et au-delà**

Les perspectives économiques à court terme sont peu encourageantes, car l'activité devrait se contracter encore de 1,1 % en 2016, en raison essentiellement d'une baisse de la production pétrolière, à la suite de l'abandon de nombreux investissements prévus dans ce secteur. La croissance du PIB hors pétrole restera aussi négative. Les perspectives économiques à moyen terme, cependant, sont meilleures, car les projections tablent sur une reprise progressive du secteur non pétrolier, portée par l'agriculture, le commerce et les transports, et sur une atténuation des difficultés budgétaires grâce à un rebond des recettes pétrolières. Selon les hypothèses en effet, on assisterait à une reprise de l'investissement dans le secteur pétrolier sous l'effet d'une remontée des cours, deux évolutions qui auraient un impact positif sur la position extérieure du Tchad. Les perspectives à moyen terme sont sujettes à de graves risques baissiers, notamment une éventuelle détérioration de la sécurité régionale, la faiblesse persistante des cours du pétrole, et des retards dans la reprise des investissements pétroliers.

Dans cette conjoncture difficile, les autorités que je représente restent déterminées à continuer de s'adapter au nouveau contexte des prix du pétrole. À cette fin, elles vont

poursuivre leurs efforts d'ajustement budgétaire pour sauvegarder la viabilité du budget et de la dette, tout en remédiant aux vulnérabilités qui apparaissent dans le secteur financier et en faisant avancer les réformes structurelles nécessaires pour diversifier l'économie et améliorer le climat des affaires, conformément au plan national de développement pour 2016-2020, en cours de finalisation. Ce plan quinquennal s'articulera autour d'axes stratégiques, notamment la diversification de l'économie, avec une priorité sur l'agriculture et l'élevage, le capital humain, la gouvernance et la protection sociale.

### **Politique budgétaire**

L'ajustement budgétaire sera poursuivi en 2016, comme il est indiqué dans la loi de finances rectificative récemment adoptée pour 2016, qui repose sur des hypothèses très prudentes et inclut des critères prédéfinis de hiérarchisation des dépenses. La loi de finances rectificative prévoit de réduire encore les dépenses publiques, mais de préserver les dépenses sociales. Un plan d'urgence a été élaboré pour le cas où les recettes issues de la cession d'actifs pétroliers et prévues au budget ne se concrétisaient pas en 2016. Les autorités tchadiennes poursuivront activement les entretiens avec de potentiels acquéreurs, notamment par le biais d'un appel d'offres international si les négociations en cours n'aboutissent pas. Le remboursement des arriérés intérieurs se fera en fonction de la disponibilité des ressources. Les autorités se tourneront également vers le marché régional pour financer leur budget. S'agissant de leur financement sur ressources intérieures, elles sont optimistes compte tenu du volume relativement faible de la dette qui arrive à échéance en 2016, et du niveau confortable de liquidité dans les banques régionales, à la suite de la réduction des réserves obligatoires décidée récemment par la BEAC. Un plan de trésorerie trimestriel a été élaboré pour mettre en adéquation les dépenses et le financement sur ressources intérieures avec les liquidités disponibles. À moyen terme, les autorités que je représente entendent intensifier la mobilisation des recettes intérieures en procédant aux réformes issues des recommandations de la récente assistance technique.

Les autorités que je représente entendent accélérer les réformes budgétaires entamées au cours de l'année écoulée. Elles vont en particulier continuer d'améliorer la circulation d'informations sur le secteur pétrolier au sein de l'administration, en redonnant un nouvel élan au comité interministériel créé à cet égard. Elles continueront aussi de publier des rapports sur les recettes issues du pétrole dans le cadre de l'ITIE. Elles vont commencer dans le courant de cette année à établir des rapports sur la gestion de la dette et les plans d'emprunt à moyen terme.

## **Secteur financier**

Les autorités que je représente sont déterminées à sauvegarder la stabilité financière et à poursuivre le développement du secteur financier. Elles reconnaissent le rôle crucial du gouvernement dans l'économie, et les importantes conséquences macro financières des politiques budgétaires successives adoptées face à l'évolution des cours du pétrole, ainsi que les risques croissants que font peser sur la stabilité financière les perspectives économiques plus moroses, comme l'ont montré les récents tests de résistance réalisés par la commission bancaire régionale. À terme, les autorités tchadiennes assureront, en coordination avec la commission bancaire régionale, un suivi rapproché des banques. Reconnaissant l'importance de la micro finance pour élargir l'accès au secteur financier et pour contribuer à l'autonomisation de chacun, le plan national de développement 2016–2020 accorde une importance particulière au développement du secteur de la micro finance au moyen d'une stratégie spécifique.

## **Promotion d'une croissance inclusive**

Les autorités que je représente entendent poursuivre les réformes visant à améliorer le climat des affaires, afin d'encourager la diversification de l'économie et de promouvoir une croissance plus inclusive. Les politiques seront plus particulièrement axées sur l'élimination des obstacles au développement du secteur privé, pour accroître la compétitivité et rendre le pays plus attrayant, en coordination avec le secteur privé qui a déjà déterminé les mesures éventuelles en ce sens. Comme il a déjà été indiqué, la priorité sera spécialement donnée à l'agriculture, qui aux yeux des autorités, recèle un potentiel considérable pour le développement d'entreprises agro-alimentaires. Dans le même esprit, les autorités feront avancer, dans les cinq ans à venir, la réforme du système judiciaire.

## **Assistance extérieure**

Le Tchad traverse actuellement une période très difficile, en raison de la baisse vertigineuse des cours du pétrole et des chocs sécuritaires. Les politiques adoptées par les autorités en réaction à ces chocs ont été exceptionnelles, avec notamment un fort ajustement budgétaire. À terme, compte tenu des graves risques baissiers qui pèsent sur des perspectives économiques déjà peu encourageantes, et de la nécessité de maintenir les mesures destinées à préserver la sécurité dans la région, il reste très peu de marge de manœuvre pour un nouvel ajustement budgétaire. Le pays a désespérément besoin de l'appui extérieur de tous ses partenaires pour répondre au surcroît d'obligations, en une période de recul des recettes. À cet égard, l'appui renforcé du FMI sera fondamental,



compte tenu du rôle de catalyseur de l'institution. Le pays a également besoin d'être soutenu dans ses efforts de renforcement de la stabilité dans la région, qui aux yeux des autorités, est une priorité absolue. La sécurité régionale est un bien public que le Tchad ne peut pas se permettre de financer seul. Les autorités sont intimement convaincues que le Tchad mérite davantage d'assistance que celle reçue jusqu'à présent. En l'absence d'une telle assistance, le pays n'aura certainement pas les moyens de poursuivre ses efforts de lutte contre le terrorisme ni de maintenir son programme économique et financier sur les rails. Les autorités comptent à cet égard sur une assistance extérieure accrue, avec notamment un relèvement du plafond d'accès aux ressources du FMI, ainsi qu'une plus grande souplesse dans la conception du programme.